

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT LE 1er, LE 10 ET LE 20 DE CHAQUE MOIS

Matahiti 135
N° 33

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 20
no Novema 1986

| Cours Franc Pacifique | Polynésie française | France et territoires français d'outre-mer | | Etranger | | Annonces et avis : |
|--------------------------|------------------------|---|------------------|------------------|------------------|--|
| | | Voie maritime | Voie aérienne | Voie maritime | Voie aérienne | |
| Prix d'un exemplaire | 150 | 180 | 228 | 198 | 270 | Annonces judiciaires, commerciales et annonces diverses : la ligne. . . 150 frs |
| Abonnement : six mois | 1.800 | 2.160 | 2.700 | 2.340 | 3.240 | Les mêmes renouvelées : la ligne. . . 60 frs |
| un an | 3.300 | 4.020 | 5.100 | 4.500 | 6.180 | Publications de sociétés philantropi- ques, littéraires, scientifiques, spor- tives, coopératives, syndicats, etc., la ligne. 108 frs |

Les demandes devront être adressées au Chef de l'Imprimerie et sont payables d'avance - C.C.P. N° 9113909.

Les annonces doivent parvenir à l'Imprimerie au plus tard 6 jours ouvrables avant la parution du Journal - B.P. N° 117.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

Extraits

Pages

1986 20 oct. Arrêté interministériel autorisant l'ouverture de deux concours pour le recrutement d'officiers de paix de la police nationale. (JORF du 23 octobre 1986, page 12779) 1483

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

1986 27 oct. Arrêté n° 1334 BAC portant versement aux communes de Polynésie française de la dotation globale de fonctionnement de 1986 servie par l'État - ministère de l'intérieur - (septembre - octobre 1986) 1483

27 oct. Arrêté n° 1335 BAC portant versement aux communes de Polynésie française de la régularisation de la dotation globale de fonctionnement afférente à l'exercice 1985 1487

27 oct. Arrêté n° 1337 S.A.T.P. portant composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard des gradés et gardiens de la paix du corps de l'État pour l'administration de la Polynésie française. 1488

Extraits

1986 21 oct. Arrêtés n°s 1306 et 1307 P.E.L.E.4 portant avancement d'échelon au titre de l'année 1986 des agents d'administration principaux et commis des services extérieurs du corps de l'État pour l'administration de la Polynésie française . . . 1489

28 oct. Décision n° 1344 P.E.L.E.1 constatant la fixation de la résidence habituelle en Polynésie française de M. Jean-Claude Hervé, P.C.E.T. de menuiserie au L.E.P. du Taaoone. 1489

ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

ARRETES DU GOUVERNEMENT OU DES MINISTRES

Présidence

1986 17 oct. Arrêté n° 1265 CM fixant le régime des frais de transports des agents des services des cabinets ministériels 1489

7 nov. Arrêté n° 805 PR autorisant le paiement des honoraires de Mc Quinquis, avocat, agissant pour le compte du territoire de la Polynésie française, dans l'affaire l'opposant à M. Raymond Dauphin . . . 1490

10 nov. Arrêté n° 808 PR portant nomination au cabinet du Président du gouvernement. . . 1490

10 nov. Arrêté n° 809 PR portant délégation de signature du Président du gouvernement. 1490

10 nov. Arrêté n° 810 PR portant nomination au cabinet du Président du gouvernement. . . 1491

- 10 nov. Arrêté n° 815 PR désignant M. Michel Etilagé, attaché juridique au ministère de la jeunesse, des sports et des affaires intérieures (service des affaires administratives) pour assurer la défense du territoire devant le tribunal administratif de Papeete ou toute autre juridiction dans le litige opposant celui-ci au syndicat des dancings de la Polynésie française 1491

Extraits

- 1986 7 nov. Arrêté n° 806 PR relatif à l'exercice des attributions du vice-président, ministre de l'économie et des finances 1491
- 10 nov. Arrêtés n°s 828 et 829 PR relatifs à l'exercice des attributions du ministre des affaires sociales et du ministre du tourisme et de la mer 1491
- 10 nov. Arrêté n° 830 PR portant désignation de M. Jacques Teheura, ministre de l'éducation, de la recherche scientifique et de la culture, à l'effet de présider la séance du conseil des ministres 1491

Vice-présidence, ministère de l'économie et des finances

- 1986 4 nov. Arrêté n° 3017 VP portant institution d'une régie d'avances au service des ports 1492
- 4 nov. Arrêté n° 3018 VP portant nomination de MM. Titifa Jean-Paul et Tapi Hama respectivement régisseurs d'avances titulaire et suppléant au service des ports 1492
- 7 nov. Arrêtés n°s 3166 et 3167 VP portant institution d'une régie d'avances à l'hôpital de Vaïami et nomination de M. Paul Larson et Mme Norma Tixier respectivement régisseurs d'avances titulaire et suppléant à l'hôpital de Vaïami 1493
- 10 nov. Arrêté n° 1346 CM portant exonération de la taxe sur la publicité télévisée pour une campagne en faveur de la sécurité routière 1494
- 12 nov. Arrêté n° 1357 CM relatif à la commercialisation du pain dans le territoire de la Polynésie française 1494

Extraits

- 1986 3 nov. Arrêtés n°s 3001 à 3008 VP/AE homologuant le prix de vente au détail de certains matériaux de construction (Coutimex/Hi, Comimpex, Lai Woa, Coutimex/M.C.R., Coutimex/Chin Lee, Océania) 1495
- 7 nov. Arrêté n° 807 PR portant virement de crédits d'article à article au sein d'un même sous-chapitre au budget du territoire, exercice 1986 1496
- 10 nov. Arrêtés n°s 811 et 812 PR accordant des versements sur subvention : - R.P.-S.M.R. et crèche Tama Here de Pirae 1508

- 13 nov. Arrêtés n°s 833 à 841 PR accordant des subventions à divers organismes et versements sur subvention (Fédération polynésienne de secourisme, centre hospitalier territorial de Mamao pour le bâtiment Scanner et pour son matériel de santé, Maraamu Sailing club, ligue de Polynésie française de karaté, Tae Kwon Do, Kung Fu et arts martiaux affinitaires, centre des métiers d'art, institut de la communication audio-visuelle, académie tahitienne 1508

Ministère de l'équipement, de l'aménagement, de l'énergie et des mines

- 1986 3 nov. Arrêté n° 2984 MEA autorisant la réalisation d'un lotissement dénommé « Lotissement Tiarc Village », par M. Jean Michel Cartier, à Punaauia, PK 11,500 côté montagne 1508
- 3 nov. Arrêté n° 2985 MEA - 2e avenant à la décision n° 9769 IDV du 16 décembre 1981 autorisant la réalisation du lotissement Toarotu Rahi, par M. Jean-Jacques Lequerré, à Punaauia 1509
- 4 nov. Arrêté n° 1344 CM autorisant l'acquisition de la terre Poatu, Hopiu, Matai sise à Rikitea - Gambier) 1509
- 5 nov. Arrêté n° 1345 CM autorisant M. Jacques Teura à occuper et remblayer un emplacement du domaine public maritime à Nunue - commune de Bora Bora (Iles Sous-le-Vent) 1510
- 7 nov. Arrêté n° 3168 MEA.AU.ISLV autorisant la réalisation d'un lotissement par Mme Colette Dauzet-Bégon sur un emplacement du domaine public maritime effectué au droit des terres Teana 2-3 et 4 sises à Avera, commune de Taputapuata 1511

Ministère de l'emploi, du logement et de la fonction publique

- 1986 5 nov. Arrêté n° 1343 CM portant fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti (Smig et Smag) au 1er novembre 1986 1511
- 10 nov. Arrêté n° 1350 CM portant nomination du directeur de la caisse de prévoyance sociale 1512

Ministère de l'agriculture et de l'artisanat traditionnel

- 1986 3 nov. Arrêtés n°s 2990 à 3000 MAA relatifs à l'octroi d'une aide au titre de l'intervention du fonds spécial d'investissement pour le développement de l'agriculture 1512
- 4 nov. Arrêté n° 3019 MAA envoyant M. Léon Mu, en mission d'information scientifique auprès de l'université de Riverside 1517
- 5 nov. Arrêté n° 3058 MAA portant modification de l'arrêté n° 653 FSIDA du 9 mai 1983 1517

- 5 nov. Arrêté n° 3059 MAA relatif à l'octroi d'une aide au titre de l'intervention du fonds spécial d'investissement pour le développement de l'agriculture 1517

Extraits

- 1986 4 nov. Arrêté n° 3038 MAA portant acceptation de la démission de M. Chong Marc, agent contractuel de IIe catégorie en fonction au service de l'artisanat traditionnel 1518

Ministère de la santé et de l'environnement

- 1986 5 nov. Arrêté n° 3054 MSE/SANTE fixant les résultats de l'examen final de la formation professionnelle «section d'aide-soignante hospitalière territoriale» session d'octobre 1986 - Papeete 1518

Ministère de la jeunesse, des sports et des affaires intérieures

- 1986 3 nov. Arrêté n° 2986 MJS portant délégation de signature à Mme Voltina Roomataaroa-Dauphin, chef du service de la traduction et de l'interprétariat, par intérim 1518
- 7 nov. Arrêté n° 804 PR autorisant l'organisation d'une tombola au profit du comité régional de boxe 1519
- 10 nov. Arrêté n° 3173 MJS/AA autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'association de la fraternité chrétienne des malades et handicapés 1519

Extraits

- 1986 3 nov. Arrêté n° 3009 MJS/AA portant autorisation de report de la date de tirage d'une tombola (Amicale des forces navales françaises libres) 1519

Ministère du développement des archipels, des transports et des postes et télécommunications

Extraits

- 1986 5 nov. Arrêté n° 3052 MDA portant modification de l'article 1er de l'arrêté n° 2230 DA du 29 août 1986 autorisant le navire Auranui II à desservir certains atolls des Tuamotu durant les mois d'août et de septembre 1986 1519

AVIS OFFICIELS

- Service de l'aménagement du territoire.— Avis concernant une demande d'autorisation de lotir à Punaauia, route du lotissement Punavai montagne, formulée par Mme Tevaita Tauotaha 1519
- Service des douanes.— Cours des changes (période du 20 novembre au 30 novembre 1986 inclus) 1520
- Service du personnel et de la fonction publique.— Avis de concours n° 2 MEL/PEL du 14 novembre 1986 relatif au recrutement pour ses services administratifs des travailleurs sociaux relevant de la 2e catégorie de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration 1520

PARTIE NON OFFICIELLE

- Annonces judiciaires et légales 1520
- Annonces diverses 1521

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES PUBLIÉS A TITRE D'INFORMATION

ARRETE INTERMINISTERIEL du 20 octobre 1986 autorisant l'ouverture de deux concours pour le recrutement d'officiers de paix de la police nationale.

Par arrêté du ministre de l'intérieur et du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et du plan, en date du 20 octobre 1986, deux concours dont les épreuves se dérouleront au cours du premier semestre de 1987 sont ouverts au ministère de l'intérieur en vue d'un recrutement d'officiers de paix de la police nationale.

Ces postes, dont le nombre sera fixé par un arrêté ultérieur, sont répartis entre deux concours, selon les dispositions de l'article 1er (1^o, alinéas A et B) du décret n° 86-861 du 24 juillet 1986 modifiant le décret n° 68-89 du 29 janvier 1968 qui prévoit un recrutement par concours externe et un recrutement par concours interne.

Les registres d'inscription seront ouverts jusqu'au 18 novembre 1986 inclus, délai de rigueur, la date limite de dépôt des dossiers complets étant fixée au 25 novembre 1986.

La date des épreuves et la composition du jury feront l'objet d'un arrêté du ministre de l'intérieur.

NOTA.— Pour tous renseignements, les candidats devront s'adresser à la préfecture (secrétariat général pour l'administration de la police) de Bordeaux, Dijon, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Paris, Rennes, Toulouse, Tours, Versailles, à la préfecture du département d'outre-mer de leur lieu de résidence ou aux hauts-commissaires de la République, chef du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances à Nouméa et de la Polynésie française à Papeete.

Ces renseignements peuvent également être obtenus auprès de la délégation régionale au recrutement et à la formation de Bordeaux, Dijon, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Paris, Rennes, Toulouse, Ile-de-France (les adresses seront communiquées par les commissariats de police).

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° 1334 BAC du 27 octobre 1986 portant versement aux communes de Polynésie française de la dotation globale de fonctionnement de 1986 servie par l'Etat - ministère de l'intérieur - (septembre - octobre 1986).

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
Officier de la légion d'honneur,

Vu la loi n° 71.1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée par la loi n° 77.1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi n° 84.820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 85.1268 du 29 novembre 1985 relative à la dotation globale de fonctionnement ;

Vu le décret n° 86.421 du 2 mars 1986 fixant les modalités de répartition des quotes-parts de la dotation globale de fonctionnement entre les communes des départements d'outre-mer, des collectivités territoriales de Mayotte, de Saint-Pierre et Miquelon et des territoires d'outre-mer ;

Vu les arrêtés BAC n° 694 du 23 mai 1986 et n° 1045 du 18 août 1986 portant versements d'acomptes prévisionnels de dotation globale de fonctionnement 1986 de janvier à août 1986 ;

Vu les instructions ministérielles (lettre du 11 août 1986 et téléx du 15 octobre 1986) fixant le montant des attributions pour chaque commune des différentes dotations de la dotation globale de fonctionnement 1986 ;

Vu les imputations à effectuer dans les écritures de M. le trésorier-payeur général :

- au compte n° 492.61476 pour la dotation de référence de l'année 1986,
- au compte n° 492.61406 pour la dotation forfaitaire et de base de l'année 1986,
- au compte n° 492.61416 pour le total des quotes-parts de la dotation de péréquation de l'année 1986,
- au compte n° 492.61446 pour la garantie d'évolution minimale de l'année 1986,

Arrête :

Article 1er.— Conformément aux tableaux annexés au présent arrêté et par imputation sur les crédits disponibles au titre de la dotation globale de fonctionnement 1986, il est attribué et versé aux communes de Polynésie française quatre douzièmes annuels pour solder l'exercice 1986.

Art. 2.— Le versement des douzièmes relatifs aux mois de septembre et octobre interviendra dès signature du présent arrêté.

Art. 3.— Le versement des douzièmes de novembre et décembre interviendra à la diligence de M. le trésorier-payeur général au cours des mois considérés.

Art. 4.— Les dotations versées aux communes au titre de la dotation globale de fonctionnement seront imputées en recettes au compte 742 des budgets communaux.

Art. 5.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le trésorier-payeur général de la Polynésie française, les receveurs municipaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 octobre 1986.

Pour le haut-commissaire
par délégation :

Le secrétaire général
de la Polynésie française,

Roger MOSER.

DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT SERVIE PAR L'ETAT EN 1986

TABLEAU No 1. - TOTAL DES DOTATIONS 1986 (en F.CFP)

| COMMUNES | DOTATION DE REFERENCE | DOTATION DE BASE | DOTATIONS DE PEREQUATION COMPENSATIONS ET CONCOURS PARTICULIERS | GARANTIE DE PROGRESSION MINIMALE | TOTAL D.G.F. 1986 |
|----------------|--------------------------|---------------------|---|--|----------------------|
| ILES AUSTRALES | 79.577.104 | 5.717.654 | 22.794.662 | 0 | 108.089.420 |
| RAIVAVAE | 14.798.443 | 1.100.036 | 4.050.634 | 0 | 19.949.113 |
| RAPA | 9.577.626 | 369.473 | 3.510.094 | 0 | 13.457.193 |
| RIMATARA | 12.935.209 | 778.891 | 3.704.669 | 0 | 17.418.769 |
| RURUTU | 19.902.877 | 1.842.109 | 5.338.890 | 0 | 27.083.876 |
| TUBUAI | 22.362.949 | 1.627.145 | 6.190.375 | 0 | 30.180.469 |
| ILES DU VENT | 1.212.887.009 | 162.461.271 | 219.345.940 | 8.770.732 | 1.603.464.952 |
| ARUE | 59.892.061 | 7.759.309 | 13.342.484 | 0 | 80.993.854 |
| FAAA | 257.544.146 | 32.700.527 | 31.454.332 | 8.504.783 | 330.203.788 |
| HITIAA O TE RA | 45.894.991 | 5.241.236 | 11.929.637 | 0 | 63.065.864 |
| MAHINA | 87.083.596 | 11.206.018 | 14.555.828 | 0 | 112.845.442 |
| MOOREA MAIAO | 65.090.924 | 8.541.745 | 14.980.877 | 0 | 88.613.546 |
| PAEA | 79.373.959 | 9.777.291 | 14.546.260 | 0 | 103.697.510 |
| PAPARA | 49.632.018 | 5.264.327 | 11.609.951 | 0 | 66.506.296 |
| PAPEETE | 195.629.678 | 34.502.436 | 38.253.592 | 0 | 268.385.706 |
| PIRAE | 117.699.574 | 16.144.055 | 18.587.328 | 0 | 152.430.957 |
| PUNAAUIA | 131.003.064 | 16.719.145 | 19.974.145 | 265.949 | 167.962.303 |
| TAIARAPU EST | 53.571.006 | 6.189.727 | 13.211.990 | 0 | 72.972.723 |
| TAIARAPU OUEST | 31.972.151 | 3.918.564 | 7.678.979 | 0 | 43.569.694 |
| TEVA I UTA | 38.499.841 | 4.496.891 | 9.220.537 | 0 | 52.217.269 |

| COMMUNES | DOTATIONS DE REFERENCE | DOTATIONS DE BASE | DOTATIONS DE PEREQUATION, COMPENSATIONS ET CONCOURS PARTICULIERS | GARANTIE DE PROGRESSION MINIMALE | TOTAL D.G.F. 1986 |
|----------------------|------------------------|--------------------|--|----------------------------------|----------------------|
| ILES SOUS LE VENT | 204.900.020 | 19.878.727 | 57.038.047 | 0 | 281.816.794 |
| BORA BORA | 31.902.398 | 3.293.200 | 9.029.901 | 0 | 44.225.499 |
| HUAHINE | 36.064.059 | 4.262.691 | 8.471.950 | 0 | 48.798.700 |
| MAUPITI | 10.687.321 | 676.618 | 2.914.969 | 0 | 14.278.908 |
| TAHA'A | 41.252.438 | 4.124.164 | 10.434.163 | 0 | 55.810.765 |
| TAPUTAPUATEA | 30.603.610 | 2.541.600 | 9.557.019 | 0 | 42.702.229 |
| TUMARAA | 22.979.569 | 2.204.945 | 6.520.601 | 0 | 31.705.115 |
| UTURUA | 31.410.625 | 2.775.509 | 10.109.444 | 0 | 44.295.578 |
| ILES MARQUISES | 85.082.585 | 5.928.455 | 34.600.859 | 0 | 125.611.899 |
| FATU HIVA | 9.242.012 | 313.273 | 3.852.616 | 0 | 13.407.901 |
| HIVA O'A | 18.104.668 | 1.422.473 | 8.042.640 | 0 | 27.569.781 |
| NUKU HIVA | 19.105.116 | 1.679.491 | 8.953.977 | 0 | 29.738.584 |
| TAHUATA | 10.279.704 | 472.945 | 3.835.888 | 0 | 14.588.537 |
| UA HUKA | 9.685.596 | 366.400 | 3.987.707 | 0 | 14.039.703 |
| UA POU | 18.665.489 | 1.673.873 | 5.928.031 | 0 | 26.267.393 |
| TUANOTU GAMBIE | 186.909.501 | 8.797.726 | 63.349.527 | 0 | 259.056.754 |
| ANAA | 11.007.306 | 498.527 | 3.813.544 | 0 | 15.319.377 |
| ARUTUA | 11.642.434 | 564.982 | 3.772.454 | 0 | 15.979.870 |
| FAKARAVA | 11.158.957 | 483.182 | 4.646.814 | 0 | 16.288.953 |
| FANGATAU | 8.640.180 | 193.200 | 3.035.392 | 0 | 11.868.772 |
| GAMBIE | 10.319.595 | 495.964 | 3.590.414 | 0 | 14.405.973 |
| HAD | 14.459.168 | 996.291 | 4.826.701 | 0 | 20.282.160 |
| HIKUERU | 8.383.030 | 162.418 | 3.115.112 | 0 | 11.660.560 |
| MAKEMO | 11.704.082 | 537.727 | 4.520.796 | 0 | 16.762.605 |
| MANIHI | 9.951.646 | 350.236 | 3.444.970 | 0 | 13.746.852 |
| NAPUKA | 9.154.481 | 254.782 | 3.072.288 | 0 | 12.481.551 |
| NUKUTAVAKE | 9.203.272 | 228.618 | 3.014.068 | 0 | 12.445.958 |
| PUKA PUKA | 7.558.996 | 127.782 | 2.767.633 | 0 | 10.454.411 |
| RANGIROA | 18.926.691 | 1.564.527 | 5.971.175 | 0 | 26.462.393 |
| REAO | 10.060.935 | 363.309 | 3.218.045 | 0 | 13.642.289 |
| TAKAROA | 10.188.191 | 362.545 | 3.707.926 | 0 | 14.258.662 |
| TATAKOTO | 7.674.714 | 141.636 | 2.832.473 | 0 | 10.648.823 |
| TUREIA | 16.875.823 | 1.472.000 | 3.999.722 | 0 | 22.347.545 |
| TOTAL GENERAL | 1.769.356.219 | 202.783.833 | 397.129.035 | 8.770.732 | 2.378.039.819 |

DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT SERVIE PAR L'ETAT EN 1986.

TABLEAU No 2 - ECHEANCIER DES VERSEMENTS RESTANT DUS (EN F.C.F.P.)

| COMMUNES | RAPPEL DOTATION 1986 | MONTANT TOTAL DES ACOPTES VERSES EN 86 | RESTE A VERSER POUR 4 MOIS | MONTANT MENSUEL DES VERSEMENTS DE SEPTEMBRE, OCTOBRE ET NOVEMBRE | MONTANT MENSUEL DE DECEMBRE | RAPPEL DGF INITIALE 1985 | POUR INFORMAT. EVOLUTION DGF 1986 PAR RAPPORT A DGF INITIALE 85 |
|----------------|----------------------|--|----------------------------|--|-----------------------------|--------------------------|---|
| ILES AUSTRALES | 108.009.420 | 66.314.253 | 41.775.167 | 10.443.792 | 10.443.791 | 99.471.380 | 7,971 |
| RAIVAVAE | 19.949.113 | 12.332.036 | 7.617.077 | 1.904.269 | 1.904.270 | 18.498.054 | 7,272 |
| RAPA | 13.457.193 | 7.981.356 | 5.475.837 | 1.368.959 | 1.368.960 | 11.972.033 | 11,042 |
| RINATARA | 17.418.769 | 10.779.340 | 6.639.429 | 1.659.857 | 1.659.858 | 16.169.011 | 7,171 |
| RURUTU | 27.083.076 | 16.585.730 | 10.498.146 | 2.624.537 | 2.624.535 | 24.878.596 | 8,141 |
| TUBUAI | 30.180.469 | 18.635.791 | 11.544.678 | 2.886.170 | 2.886.168 | 27.953.686 | 7,382 |

| C O N T R A U M E S | RAPPEL TOTAL DGF 1986 | MONTANT DES ACOMPTES VERSES EN 1986 | RESTE A VERSER POUR 4 MOIS | MONTANT RENSUEL DES VERSEMENTS DE SEPTEMBRE ET OCTOBRE ET NOVEMBRE | MONTANT VERSEMENT DE DECEMBRE | RAPPEL DGF INITIALE 1985 | POUR INFORMAT. EVOLUTION DGF 86 PAR RAPPORT A DGF INITIALE 85 |
|---------------------|-----------------------------|---|----------------------------------|--|-------------------------------------|--------------------------------|---|
| ILES DU VENT | 1.603.444.952 | 1.010.739.174 | 592.725.778 | 148.181.448 | 148.181.434 | 1.516.108.760 | 5,452 |
| ARUE | 80.993.854 | 49.910.051 | 31.083.803 | 7.770.951 | 7.770.950 | 74.865.076 | 7,572 |
| FAAA | 330.203.788 | 214.620.121 | 115.583.667 | 28.895.917 | 28.895.916 | 321.930.182 | 2,512 |
| NITIAA O TE RA | 63.065.864 | 38.245.826 | 24.820.038 | 6.205.010 | 6.205.008 | 57.368.739 | 9,032 |
| ANINAA | 112.845.442 | 72.569.663 | 40.275.779 | 10.068.945 | 10.068.944 | 108.854.495 | 3,542 |
| ROOREA RAIAO | 88.613.546 | 54.242.436 | 34.371.110 | 8.592.778 | 8.592.776 | 81.363.655 | 8,182 |
| PAEA | 103.897.510 | 66.144.966 | 37.552.544 | 9.388.136 | 9.388.136 | 99.217.449 | 4,322 |
| PAPARA | 66.506.296 | 41.360.015 | 25.146.281 | 6.286.570 | 6.286.571 | 62.040.022 | 6,722 |
| PAPEETE | 268.385.706 | 163.024.732 | 105.360.974 | 26.340.244 | 26.340.242 | 244.537.097 | 8,892 |
| PIRAE | 152.430.957 | 98.082.978 | 54.347.979 | 13.586.995 | 13.586.994 | 147.124.467 | 3,482 |
| PUNANUIA | 167.962.303 | 109.169.220 | 58.793.083 | 14.698.271 | 14.698.270 | 163.753.830 | 2,512 |
| IATARAPU EST | 72.972.723 | 44.642.505 | 28.330.218 | 7.082.555 | 7.082.553 | 66.943.758 | 8,232 |
| IATARAPU OUEST | 43.569.694 | 26.643.460 | 16.926.234 | 4.231.559 | 4.231.557 | 39.945.189 | 8,272 |
| TEVA I UTA | 52.217.269 | 32.083.201 | 20.134.068 | 5.033.517 | 5.033.517 | 48.124.801 | 7,842 |
| ILES SOUS LE VENT | 281.816.794 | 170.750.017 | 111.066.777 | 27.766.694 | 27.766.695 | 256.125.026 | 9,122 |
| BOKA BOKA | 44.225.499 | 26.585.332 | 17.640.167 | 4.410.042 | 4.410.041 | 39.877.998 | 9,832 |
| HUAHINE | 48.798.700 | 30.053.383 | 18.745.317 | 4.686.329 | 4.686.330 | 45.080.074 | 7,622 |
| AAUPITI | 14.278.908 | 8.966.100 | 5.372.808 | 1.343.202 | 1.343.202 | 13.359.151 | 6,442 |
| TAHAA | 55.810.765 | 34.377.032 | 21.433.733 | 5.358.433 | 5.358.434 | 51.565.548 | 7,612 |
| TAPUTAPUATEA | 42.702.229 | 25.503.008 | 17.199.221 | 4.299.805 | 4.299.806 | 38.254.513 | 10,422 |
| IURARAA | 31.705.115 | 19.149.641 | 12.555.494 | 3.138.869 | 3.138.867 | 28.924.461 | 9,402 |
| UTUROA | 44.295.578 | 26.175.521 | 18.120.057 | 4.530.014 | 4.530.015 | 39.263.281 | 11,362 |
| ILES AARUISES | 125.611.899 | 70.902.155 | 54.709.744 | 13.677.436 | 13.677.436 | 106.353.231 | 15,332 |
| FATU HIVA | 13.407.901 | 7.701.678 | 5.706.225 | 1.426.556 | 1.426.557 | 11.552.515 | 13,842 |
| HIVA OA | 27.569.781 | 15.087.223 | 12.482.558 | 3.120.640 | 3.120.638 | 22.630.835 | 17,912 |
| MUKU HIVA | 29.738.584 | 15.920.931 | 13.817.653 | 3.454.413 | 3.454.414 | 23.881.395 | 19,702 |
| TANUATA | 14.588.537 | 8.566.420 | 6.022.117 | 1.505.529 | 1.505.530 | 12.849.630 | 11,922 |
| UA NUKA | 14.039.703 | 8.071.331 | 5.968.372 | 1.492.093 | 1.492.093 | 12.106.995 | 13,772 |
| UA POU | 26.267.393 | 15.554.574 | 10.712.819 | 2.678.205 | 2.678.204 | 23.331.861 | 11,182 |
| TUANOTU GAMBIER | 259.056.754 | 155.757.917 | 103.298.837 | 25.824.709 | 25.824.701 | 233.636.875 | 9,812 |
| ANAA | 15.319.377 | 9.172.754 | 6.146.623 | 1.536.656 | 1.536.655 | 13.759.132 | 10,182 |
| ARUTUA | 15.979.870 | 9.702.027 | 6.277.843 | 1.569.461 | 1.569.460 | 14.553.042 | 8,932 |
| FAKARAVA | 16.288.953 | 9.299.131 | 6.989.822 | 1.747.456 | 1.747.454 | 13.948.694 | 14,372 |
| FANGATAU | 11.868.772 | 7.200.150 | 4.668.622 | 1.167.156 | 1.167.154 | 10.800.225 | 9,002 |
| GAMBIER | 14.405.973 | 8.599.663 | 5.806.310 | 1.451.578 | 1.451.576 | 12.899.694 | 10,462 |
| HAO | 20.282.160 | 12.049.307 | 8.232.853 | 2.058.213 | 2.058.214 | 18.073.960 | 10,892 |
| HIKUERU | 11.660.560 | 6.985.858 | 4.674.702 | 1.168.676 | 1.168.674 | 10.478.787 | 10,132 |
| MAKERO | 16.762.605 | 9.753.401 | 7.009.204 | 1.752.301 | 1.752.301 | 14.630.102 | 12,722 |
| NANINI | 13.746.852 | 8.293.039 | 5.453.813 | 1.363.453 | 1.363.454 | 12.439.558 | 9,512 |
| NAPIKA | 12.481.551 | 7.628.734 | 4.852.817 | 1.213.204 | 1.213.205 | 11.443.101 | 8,322 |
| HUKUTAVAKE | 12.445.958 | 7.669.393 | 4.776.565 | 1.194.141 | 1.194.142 | 11.504.090 | 7,572 |
| PUKA PUKA | 10.454.411 | 6.299.164 | 4.155.247 | 1.038.812 | 1.038.811 | 9.448.745 | 9,622 |
| RANGIROA | 26.462.393 | 15.772.243 | 10.690.150 | 2.672.538 | 2.672.536 | 23.658.364 | 10,602 |
| REAO | 13.642.289 | 8.384.112 | 5.258.177 | 1.314.544 | 1.314.545 | 12.576.169 | 7,812 |
| TAKAROA | 14.258.662 | 8.498.160 | 5.768.502 | 1.442.126 | 1.442.124 | 12.735.239 | 10,482 |
| TATAKOTO | 10.648.823 | 6.395.594 | 4.253.229 | 1.063.307 | 1.063.308 | 9.593.392 | 9,912 |
| TUREIA | 22.347.545 | 14.063.187 | 8.284.358 | 2.071.090 | 2.071.088 | 21.094.779 | 5,612 |
| TOTAL GENERAL | 2.378.039.819 | 1.474.463.516 | 903.576.303 | 225.894.079 | 225.894.057 | 2.211.695.272 | 7,002 |

ARRETE n° 1335 BAC du 27 octobre 1986 portant versement aux communes de Polynésie française de la régularisation de la dotation globale de fonctionnement afférente à l'exercice 1985.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
Officier de la légion d'honneur;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée par la loi n° 77.1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 85-1268 du 29 novembre 1985 relative à la dotation globale de fonctionnement ;

Vu le décret n° 86-421 du 2 mars 1986 fixant les modalités de répartition des quotes-parts de la dotation globale de fonctionnement entre les communes des départements d'outre-mer, des collectivités territoriales de Mayotte, de Saint-Pierre et Miquelon et des territoires d'outre-mer ;

Vu les instructions ministérielles parvenues par télex du 15 octobre 1986 fixant le montant pour chaque commune de la régularisation de la dotation globale de fonctionnement au titre de l'exercice 1985 ;

Vu les imputations à effectuer dans les écritures de M. le trésorier-payeur général au compte n° 492.61436 au titre de la régularisation de la dotation globale de fonctionnement 1985 à imputer en 1986,

Arrête :

Article 1er.— Par imputation sur les crédits ouverts au titre de la régularisation de la dotation globale de fonctionnement de l'exercice 1985, il est attribué et versé aux communes de Polynésie française les sommes figurant dans le tableau annexé au présent arrêté.

Art. 2.— Ces sommes seront imputées en recette au compte 742 des budgets communaux.

Art. 3.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le trésorier-payeur général de la Polynésie française, les receveurs municipaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 octobre 1986.

Pour le haut-commissaire
par délégation :

Le secrétaire général
de la Polynésie française,

Roger MOSER.

DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT
servie par l' ETAT en 1986
REGULARISATION AFFERENTE A L'EXERCICE 1985

(en F.CFP)

| COMMUNES | RAPPEL MONTANT : DOTATION : INITIALE 1985 | MONTANT DE LA : REGULARISATION : 1985 A VERSER | MONTANT TOTAL DGF 1985 |
|----------------|---|--|------------------------------|
| ILES AUSTRALES | 99.471.380 | 1.303.877 | 100.775.257 |
| RAIVAVAE | 18.498.054 | 237.483 | 18.735.537 |
| RAPA | 11.972.033 | 151.736 | 12.123.769 |
| RIMATARA | 16.169.011 | 210.455 | 16.379.466 |
| RURUTU | 24.878.596 | 336.011 | 25.214.607 |
| TUBUAI | 27.953.686 | 368.192 | 28.321.878 |
| ILES DU VENT | 1.516.108.760 | 20.840.988 | 1.536.949.748 |
| ARUE | 74.865.076 | 1.040.098 | 75.905.174 |
| FAAA | 321.930.182 | 4.272.323 | 326.202.505 |
| HITIAA O TE RA | 57.368.739 | 775.508 | 58.144.247 |
| MAHINA | 108.854.495 | 1.521.279 | 110.375.774 |
| MOOREA MAIAO | 81.363.655 | 1.173.472 | 82.537.127 |
| PAEA | 99.217.449 | 1.354.931 | 100.572.380 |
| PAPARA | 62.040.022 | 861.013 | 62.901.035 |
| PAPEETE | 244.537.097 | 3.407.108 | 247.944.205 |
| PIRAE | 147.124.467 | 2.076.824 | 149.201.291 |
| PUNAAUIA | 163.753.830 | 2.211.692 | 165.965.522 |
| TAIARAPU EST | 66.963.758 | 910.046 | 67.873.804 |
| TAIARAPU OUEST | 39.965.189 | 555.878 | 40.521.067 |
| TEVA I UTA | 48.124.801 | 680.816 | 48.805.617 |

| COMMUNES | : RAPPEL MONTANT : DOTATION : INITIALE 1985 | : MONTANT DE LA : REGULARISATION : 1985 A VERSER | : MONTANT : TOTAL : DGF 1985 |
|-------------------|---|--|------------------------------------|
| ILES SOUS LE VENT | : 256.125.026 | : 3.533.185 | : 259.658.211 |
| BORA BORA | : 39.877.998 | : 544.360 | : 40.422.358 |
| HUAHINE | : 45.080.074 | : 626.071 | : 45.706.145 |
| MAUPITI | : 13.359.151 | : 179.503 | : 13.538.654 |
| TAHAA | : 51.565.548 | : 692.540 | : 52.258.088 |
| TAPUTAPUATEA | : 38.254.513 | : 524.066 | : 38.778.579 |
| TUMARAA | : 28.724.461 | : 398.684 | : 29.123.145 |
| UTUROA | : 39.263.281 | : 567.961 | : 39.831.242 |
| ILES MARQUISES | : 106.353.231 | : 1.402.414 | : 107.755.645 |
| FATU HIVA | : 11.552.515 | : 146.492 | : 11.699.007 |
| HIVA OA | : 22.630.835 | : 314.171 | : 22.945.006 |
| NUKU HIVA | : 23.881.395 | : 315.203 | : 24.196.598 |
| TAHUATA | : 12.849.630 | : 162.706 | : 13.012.336 |
| UA HUKA | : 12.106.995 | : 153.423 | : 12.260.418 |
| UA FOU | : 23.331.861 | : 310.419 | : 23.642.280 |
| TUAMOTU GAMBIER | : 233.636.875 | : 2.970.517 | : 236.607.392 |
| ANAA | : 13.759.132 | : 176.161 | : 13.935.293 |
| ARUTUA | : 14.553.042 | : 186.084 | : 14.739.126 |
| FAKARAVA | : 13.948.696 | : 176.444 | : 14.125.140 |
| FANGATAU | : 10.800.225 | : 135.003 | : 10.935.228 |
| GAMBIER | : 12.899.494 | : 165.415 | : 13.064.909 |
| HAO | : 18.073.960 | : 236.353 | : 18.310.313 |
| HIKUERU | : 10.478.787 | : 130.985 | : 10.609.772 |
| MAKEMO | : 14.630.102 | : 187.048 | : 14.817.150 |
| MANIHI | : 12.439.558 | : 157.580 | : 12.597.138 |
| NAPUKA | : 11.443.101 | : 143.039 | : 11.586.140 |
| NUKUTAVAKE | : 11.504.090 | : 143.801 | : 11.647.891 |
| PUKAPUKA | : 9.448.745 | : 118.109 | : 9.566.854 |
| RANGIROA | : 23.658.364 | : 312.415 | : 23.970.779 |
| REAO | : 12.576.169 | : 159.288 | : 12.735.457 |
| TAKAROA | : 12.735.239 | : 159.190 | : 12.894.429 |
| TATAKOTO | : 9.593.392 | : 119.917 | : 9.713.309 |
| TUREIA | : 21.094.779 | : 263.685 | : 21.358.464 |
| T O T A L | : 2.211.695.272 | : 30.050.981 | : 2.241.746.253 |

ARRETE n° 1337 S.A.T.P. du 27 octobre 1986 portant composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard des gradés et gardiens de la paix du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
Officier de la légion d'honneur,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 48-1504 du 20 septembre 1948 relative au statut spécial des personnels de Police ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 68-70 du 24 janvier 1968, modifié, fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires des services actifs de la police nationale ;

Vu le décret n° 68-92 du 29 janvier 1968 modifié relatif au statut particulier du corps des gradés et gardiens de la paix de la police nationale ;

Vu le décret n° 81-547 du 12 mai 1981 modifiant l'article 7 du décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 fixant les conditions d'application de la loi 66-496 du 11 juillet 1966 ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté DPP/PERS/OCC n° 11 du 5 janvier 1985 instituant auprès du haut-commissaire de la République, une commission administrative paritaire compétente à l'égard des gradés et gardiens de paix du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le procès-verbal du dépouillement du scrutin en date du 15 octobre 1986,

Arrête :

Article 1er. — La commission administrative paritaire compétente à l'égard des gradés et gardiens de la paix du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française est composée ainsi qu'il suit :

Représentants de l'administration

Titulaires :

- M. Le haut-commissaire de la République en Polynésie française ;
- M. Sid Ali Benhafessa, directeur des polices urbaines de Polynésie française ;
- M. Antoine Ranisio, directeur des renseignements généraux de Polynésie française ;
- M. Robert Prat, chef de la circonscription territoriale de la Police de l'air et des frontières en Polynésie française.

Suppléants :

- M. Jean-Philippe Morin, directeur de cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française ;
- M. Félix Hubert, en fonction à la direction des polices urbaines de Polynésie française ;
- M. Ange Yungmann, en fonction à la direction des renseignements généraux de Polynésie française ;
- M. Joseph Ihl, chef du service administratif et technique de la police à Papeete.

Représentants du personnel

Titulaires :

- Brigadier-chef : M. Antonio Alvès
- Brigadier : Fasan Chong
- Gardiens de la paix : M. Rodoph Tutairi et Marc Tatarata.

Suppléants :

- Brigadier-chef : M. Jean Materouru
- Brigadier : M. Francis Juventin
- Gardiens de la paix : Gérard Vernaoudon et Cambridge Tefaatau.

Art. 2. — Le directeur de cabinet du haut-commissaire de la République, le chef du service administratif et technique de la police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 novembre 1986.

Pierre ANGELI.

Par arrêté n° 1306 PEL.E.4 du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 21 octobre 1986. — Les agents d'administration principaux et commis des services extérieurs du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française dont les noms suivent, sont promus, au titre de l'année 1986, aux échelons et dates ci-dessous indiqués :

| Nom et prénoms | Groupe | Echelon | Date d'effet |
|---|--------|--------------------|--------------|
| <i>Agents d'administration principaux</i> | | | |
| Spicher Caroline | VI | 9e | 01.07.1986 |
| <i>Commis des services extérieurs</i> | | | |
| Rochette Yvette | V | 9e | 01.03.1986 |
| Sue Valentine | V | 9e | 01.07.1986 |
| Withman French | V | 9e | 01.05.1986 |
| Ortas Maeva | V | 8e | 20.01.1986 |
| Athénel Marie-José | V | 3e | 01.09.1986 |
| Bambridge Georgés | V | 2e | 04.07.1984 |
| | | (RSM = 1 a. 17 j.) | |
| | | 3e | 04.07.1986 |
| | | (RSM épuisé) | |

Par arrêté n° 1307 PEL.E.4 du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 21 octobre 1986. — Les agents de bureau (groupe III et échelle I) du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française dont les noms suivent sont promus aux échelons et dates ci-dessous indiqués :

| Nom et prénoms | Echelon | Date d'effet |
|-------------------------|---------|--------------|
| <i>Groupe III</i> | | |
| Ayou Fateata | 10e | 01.01.1986 |
| Brinckfieldt Suzanne | 10e | 01.06.1986 |
| Sommers Dora | 10e | 01.09.1986 |
| Maihuti Germaine | 9e | 16.01.1986 |
| <i>Echelle I</i> | | |
| Fareata Rose | 9e | 04.01.1986 |
| Haumani Tetuanui Simone | 9e | 05.11.1986 |
| Punaa Amélie | 9e | 30.10.1986 |
| Tamahaha Yvonne | 9e | 02.08.1986 |
| Garbutt Rebéca | 8e | 01.09.1986 |
| Pere Diana | 7e | 24.11.1986 |
| Mateau Ambroisine | 7e | 10.12.1986 |
| Mapuna André | 6e | 30.06.1986 |
| Poroi Andrien | 6e | 25.10.1986 |
| Tauatiti Odette | 6e | 14.09.1986 |
| Guillot Henri | 6e | 11.09.1986 |
| Taupua Noéline | 6e | 11.12.1986 |
| Teahui Myrna | 6e | 04.06.1986 |
| Dauphin Arlette | 5e | 10.05.1986 |
| Ellacott Axel | 5e | 14.08.1986 |
| Vongey Gaspard Jean | 5e | 01.12.1986 |
| Chéong Virginie | 4e | 05.05.1986 |

Par arrêté n° 1344 PEL.E.1 du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 28 octobre 1986. — Est constatée la fixation de la résidence habituelle en Polynésie française de M. Jean-Claude Hervé, P.C.E.T. de menuiserie au L.E.P. du Taaone, originaire du territoire.

ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

ARRÊTÉS DU GOUVERNEMENT OU DES MINISTRES

PRÉSIDENCE

ARRETE n° 1265 CM du 17 octobre 1986 fixant le régime des frais de transport des agents des services des cabinets ministériels.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires intérieures ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 85-1000 AT du 10 janvier 1985 portant création des services dénommés cabinets auprès du Président et des membres du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 131 CM du 19 février 1985 relatif au régime général des personnels des services dénommés cabinets y compris le régime des rémunérations et le régime indemnitaire ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 15 octobre 1986,

Arrête :

Article 1er.— Les agents des services des cabinets ministériels voyagent :

- par voie ferrée, en 1ère classe
- par voie maritime, en 1ère classe
- par voie aérienne : en classe économique. Toutefois lorsqu'à raison des circonstances et à titre exceptionnel ils y ont été préalablement et expressément autorisés par le Président, ils voyagent en classe « affaire ».

Art. 2.— Le vice-président, ministre de l'économie et des finances, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet au 1er janvier 1985 et qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Papeete, le 17 octobre 1986.

G. FLOSSE.

ARRÊTE n° 805 PR du 7 novembre 1986 autorisant le paiement des honoraires de Me Quinquis, avocat, agissant pour le compte du territoire de la Polynésie française, dans l'affaire l'opposant à M. Raymond Dauphin.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 376 CM du 19 avril 1985 relatif à la représentation du territoire de la Polynésie française en justice et aux transactions sur les litiges ;

Vu l'arrêté n° 1066 CM du 2 septembre 1986 complétant l'arrêté 376 CM du 19 avril 1985 relatif à la représentation du territoire en justice et aux transactions sur les litiges ;

Vu l'arrêté n° 645 PR du 21 août 1986 chargeant un avocat de la défense des intérêts du territoire dans une action opposant le territoire de la Polynésie française à M. Raymond Dauphin ;

Vu la note d'honoraires en date du 26 septembre 1986 présentée par Me Quinquis,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisé le paiement à Me Quinquis, avocat, de la somme de cent mille francs (100.000 FCP), au titre de ses honoraires pour la défense du territoire de la Polynésie française dans l'affaire l'opposant à M. Raymond Dauphin.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget local, chapitre 934, sous-chapitre 93401 article 665 « Frais d'actes et de contentieux ».

Art. 3.— Le vice-président, ministre de l'économie et des finances et le ministre de l'emploi, du logement et de la fonction

publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 novembre 1986.

Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement
du territoire :

*Le vice-président du gouvernement,
ministre de l'économie et des finances,*

Patrick PEAUCELLIER.

*Le ministre de l'emploi, du logement
et de la fonction publique,*

Michel BULLARD.

ARRÊTE n° 808 PR du 10 novembre 1986 portant nomination au cabinet du Président du gouvernement.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 441 DRCL du 15 avril 1986 constatant l'option de M. Gaston Flosse pour ses fonctions de Président du gouvernement du territoire ;

Vu les nécessités du service,

Arrête :

Article 1er.— Est nommé au cabinet du Président du gouvernement :

Directeur adjoint de cabinet : M. Stanislas Morgant.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 novembre 1986.

Gaston FLOSSE.

ARRÊTE n° 809 PR du 10 novembre 1986 portant délégation de signature du Président du gouvernement.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1986 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 441 DRCL du 15 avril 1986 constatant l'opposition de M. Gaston Flosse pour ses fonctions de Président du gouvernement du territoire ;

Vu les arrêtés n°s 368 PR du 15 avril 1986, 508 PR du 20 juin 1986 et 698 PR du 23 septembre 1986 portant délégation de signature du Président du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 808 PR du 10 novembre 1986 portant nomination au cabinet du Président,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Albert Daussin-Charpantier, directeur de cabinet, pour procéder aux opérations d'engagement et de liquidation des dépenses imputées sur les crédits du budget local qui lui ont été notifiés.

Art. 2.— Délégation de signature est donnée à M. Albert Daussin-Charpantier, directeur de cabinet, à l'effet de procéder aux actes de gestion courante du personnel relevant du cabinet du Président énumérés ci-après :

- Congés de toute nature, à l'exclusion des congés administratifs ;
- déplacements à l'intérieur du territoire ;
- propositions de bonifications ou de réductions pour les avancements à l'ancienneté ;
- notation primaire ;
- certificats administratifs nécessaires à la liquidation des salaires et des traitements ;
- sanctions disciplinaires à l'exception des mises à pied sans solde supérieures à 8 jours et des révocations.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Albert Daussin-Charpantier, la délégation consentie à ce dernier aux articles 1 et 2 ci-dessus est exercée par M. Stanislas Morgant, directeur adjoint du cabinet du Président du gouvernement.

Art. 4.— En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Albert Daussin-Charpantier et de M. Stanislas Morgant, la délégation prévue à l'article 1er ci-dessus est exercée par Mme Melba Ortas, chef du secrétariat particulier du Président du gouvernement.

Art. 5.— Le directeur de cabinet du Président du gouvernement est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui se substitue aux arrêtés susvisés des 15 avril 1986, 20 juin 1986 et 23 septembre 1986 et qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 novembre 1986.

Gaston FLOSSE.

ARRETE n° 810 PR du 10 novembre 1986 portant nomination au cabinet du Président du gouvernement.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 441 DRCL du 15 avril 1986 constatant l'option de M. Gaston Flosse pour ses fonctions de Président du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 367 PR du 15 avril 1986 ;

Vu l'arrêté n° 478 PR du 5 juin 1986 ;

Vu l'arrêté n° 697 PR du 23 septembre 1986 ;

Vu les nécessités du service,

Arrête :

Article 1er.— L'article 1er de l'arrêté susvisé du 15 avril 1986, complété et modifié par les arrêtés des 5 juin 1986 et 23 septembre 1986, est modifié ainsi qu'il suit :

Ajouter :

Directeur adjoint de cabinet : M. Stanislas Morgant

Chargé de mission : M. Manuel Terai

Chef du service de sécurité : M. Pierre Scotto

Supprimer :

— Conseiller juridique : M. Paul Danaud

— Chargé de mission : M. Justin Arapari."

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 novembre 1986.

Gaston FLOSSE.

ARRETE n° 815 PR du 10 novembre 1986 désignant M. Michel Etilagé, attaché juridique au ministère de la jeunesse, des sports et des affaires intérieures (service des affaires administratives) pour assurer la défense du territoire devant le tribunal administratif de Papeete ou toute autre juridiction dans le litige opposant celui-ci au syndicat des dancings de la Polynésie française.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 359 PR du 15 avril 1986 relatif aux attributions du ministre de la jeunesse, des sports et des affaires intérieures ;

Vu l'arrêté n° 376 CM du 19 avril 1985 relatif à la représentation du territoire en justice et aux transactions sur les litiges ;

Vu la requête du président du syndicat des dancings de la Polynésie française enregistrée au tribunal administratif de Papeete sous le n° 760 TAP-86 le 19 août 1986 tendant à l'annulation d'une autorisation de diffusion musicale publique,

Arrête :

Article 1er.— M. Michel Etilagé, attaché juridique au ministère de la jeunesse, des sports et des affaires intérieures (service des affaires administratives) est désigné pour assurer la défense du territoire dans le contentieux l'opposant au syndicat des dancings de la Polynésie française (recours en annulation d'une autorisation de diffusion musicale publique) devant le tribunal administratif de Papeete ou toute autre juridiction.

Art. 2.— Le ministre de la jeunesse, des sports et des affaires intérieures est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 novembre 1986.

Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement
du territoire :

Le ministre de la jeunesse,
des sports et des affaires intérieures,

Manate VIVISH.

Par arrêté n° 806 PR du 7 novembre 1986.— M. Lysis Lavigne, ministre de la santé et de l'environnement est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de l'économie et des finances, pendant l'absence de M. Patrick Peaucellier, en mission à l'extérieur du territoire du 14 au 22 novembre 1986 inclus.

Par arrêté n° 828 PR du 10 novembre 1986.— M. Manate Vivish, ministre de la jeunesse, des sports et des affaires intérieures, est chargé de l'expédition des affaires courantes du ministère des affaires sociales, de la solidarité et de la famille, pendant l'absence de Mme Huguette Hong Kiou, en mission à l'extérieur du territoire du 15 au 21 novembre 1986 inclus.

Par arrêté n° 829 PR du 10 novembre 1986.— M. Michel Buillard, ministre de l'emploi, du logement et de la fonction publique, est chargé de l'expédition des affaires courantes du ministère du tourisme et de la mer, pendant l'absence de M. Alexandre Leontieff, en mission à l'extérieur du territoire du 3 au 24 novembre 1986 inclus.

Par arrêté n° 830 PR du 10 novembre 1986.— Durant l'absence simultanée du Président du gouvernement et du vice-président du gouvernement, M. Jacques Teheura, ministre de l'éducation, de la recherche scientifique et de la culture, est désigné à l'effet de présider la séance du conseil des ministres du mercredi 19 novembre 1986.

VICE-PRESIDENCE, MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ARRETE n° 3017 VP du 4 novembre 1986 portant institution d'une régie d'avances au service des ports.

Le vice-président, ministre de l'économie et des finances,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 350 PR du 15 avril 1986 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 351 PR du 15 avril 1986 relatif aux attributions du ministre de l'économie et des finances ;

Vu le décret financier du 30 décembre 1912 au régime financier des territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 64-486 du 28 mai 1964 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics modifié par le décret n° 71-153 du 22 février 1971 ;

Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976 ;

Vu l'instruction interministérielle de janvier 1975 ;

Vu l'arrêté 11 FI/FC du 13 novembre 1984 portant institution d'une régie d'avances au service de l'équipement, arrondissement maritime, subdivision phares et balises ;

Vu la lettre de demande n° 3516 du 4 août 1986 du ministre de l'équipement, de l'aménagement, de l'énergie et des mines ;

Vu l'avis conforme de M. le payeur du territoire de la Polynésie française en date du 21 octobre 1986,

Arrête :

Article 1er.— Il est institué auprès du service des ports une régie d'avances pour le paiement des salaires d'ouvriers embauchés pour la réalisation de travaux relatifs au balisage maritime et ouvrages portuaires dans tous les archipels.

Art. 2.— Cette régie est installée à Papeete.

Art. 3.— Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à deux millions de francs CFP (2.000.000 F CFP).

Art. 4.— Le régisseur doit verser la totalité des pièces justificatives des dépenses payées au moins tous les mois et lors de sa sortie de fonction. Ces versements s'effectueront le dernier jour de chaque mois.

Art. 5.— Le régisseur sera désigné par le ministre de l'économie et des finances sur avis conforme du comptable.

Art. 6.— Le régisseur est assujéti à un cautionnement fixé, après avis du payeur du territoire de la Polynésie française, à deux cent dix huit mille francs CFP (218.000 F CFP).

Art. 7.— Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité annuelle maximum fixée par référence à la réglementation métropolitaine.

Art. 8.— L'arrêté n° 11 FI/FC du 13 novembre 1984 est abrogé.

Art. 9.— Le ministre de l'économie et des finances et le

* payeur du territoire de la Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 novembre 1986.

Le vice-président,
ministre de l'économie et des finances,
Patrick PEAUCELLIER.

ARRETE n° 3018 VP du 4 novembre 1986 portant nomination de MM. Titifa Jean-Paul et Tapi Hama respectivement régisseurs d'avances titulaire et suppléant au service des ports.

Le vice-président, ministre de l'économie et des finances,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 350 PR du 15 avril 1986 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 351 PR du 15 avril 1986 relatif aux attributions du ministre de l'économie et des finances ;

Vu l'arrêté n° 12 FI/FC du 13 novembre 1984 portant nomination de MM. Titifa Jean-Paul et Taputu Freddy respectivement régisseurs d'avances titulaire et suppléant au service de l'équipement, arrondissement maritime, subdivision phares et balises ;

Vu l'arrêté n° 3017 FC du 4 novembre 1986 portant création d'une régie d'avances au service des ports ;

Vu l'avis conforme de M. le payeur du territoire de la Polynésie française en date du 21 octobre 1986,

Arrête :

Article 1er.— M. Titifa Jean-Paul est nommé régisseur de la régie d'avances du service des ports, avec mission de payer exclusivement les dépenses énumérées dans l'arrêté créant la régie.

Art. 2.— En cas d'absence pour maladie, congé ou tout autre motif, M. Titifa Jean-Paul sera remplacé par M. Tapi Hama.

Art. 3.— M. Titifa Jean-Paul devra verser entre les mains du payeur du territoire de la Polynésie française avant d'entrer en fonction, le montant du cautionnement fixé à deux cent dix huit mille francs CFP (218.000 F CFP), ou obtenir son affiliation à l'association française de cautionnement mutuel pour un montant identique.

Art. 4.— M. Titifa Jean-Paul percevra une indemnité de responsabilité annuelle visée par la décision institutive. M. Tapi Hama percevra une indemnité de responsabilité dont le montant mensuel est fixé par référence à la réglementation métropolitaine pour la période durant laquelle il assurera effectivement le fonctionnement de la régie.

Art. 5.— MM. Titifa et Tapi sont, conformément à la réglementation en vigueur, pécuniairement responsables de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables qu'ils ont reçus ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation qu'ils ont effectués.

MM. Titifa et Tapi ne devront pas payer des dépenses autres que celles énumérées dans l'acte constitutif visé en tête du présent arrêté, sous peine d'être constitués comptables de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 174 du code pénal.

Art. 6.— MM. Titifa et Tapi devront présenter leurs registres, leur comptabilité, leurs fonds et leurs formules de valeur inactives aux agents de contrôle qualifiés.

Art. 7.— MM. Titifa et Tapi appliqueront, chacun en ce qui le concerne, les dispositions de l'instruction interministérielle de

janvier 1975, et notamment, celle relative à l'obligation qui leur est faite d'établir procès-verbal chaque fois qu'il y a remise entre eux de la caisse, des valeurs ou des justifications.

Art. 8.— L'arrêté n° 12 FC du 13 novembre 1984 est abrogé.

Art. 9.— Le ministre de l'économie et des finances et le payeur du territoire de la Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 novembre 1986.

*Le vice-président,
ministre de l'économie et des finances,*

Patrick PEAUCELLIER.

ARRETE n° 3166 VP du 7 novembre 1986 portant institution d'une régie d'avances à l'hôpital de Vaïami.

Le vice-président, ministre de l'économie et des finances,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 350 PR du 15 avril 1986 relatif à la composition du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 351 PR du 15 avril 1986 relatif aux attributions du vice-président, ministre de l'économie et des finances ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 relatif au régime financier des territoires d'outre-mer et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 64-486 du 28 mai 1964 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics modifié par le décret n° 71-153 du 22 février 1971 ;

Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976 ;

Vu l'instruction interministérielle de janvier 1975 ;

Vu l'arrêté n° 1661 FC du 17 octobre 1984 portant création d'une caisse d'avances au centre médical de Papeete ;

Vu la lettre de demande n° 575 MS/SP du 28 mai 1986 du ministre de la santé et de l'environnement ;

Vu l'avis du payeur du territoire de la Polynésie française en date du 27 octobre 1986,

Arrête :

Article 1er.— Il est institué auprès de l'hôpital de Vaïami une régie d'avances pour le paiement de menues dépenses.

Art. 2.— Cette régie est installée à Papeete.

Art. 3.— Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à cent mille francs CFP (100.000 F CFP).

Art. 4.— Le régisseur doit verser la totalité des pièces justificatives des dépenses payées au moins tous les mois et lors de sa sortie de fonction. Ces versements s'effectueront le dernier jour de chaque mois.

Art. 5.— Le régisseur sera désigné par le vice-président, ministre de l'économie et des finances sur avis conforme du comptable.

Art. 6.— Le régisseur est assujéti à un cautionnement fixé, après avis du payeur du territoire, à trente six mille francs CFP (36.000 F CFP).

Art. 7.— Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité annuelle fixée par référence à la réglementation territoriale en vigueur.

Art. 8.— L'arrêté n° 1661 FI/FC du 17 octobre 1984 est abrogé.

Art. 9.— Le chef du service des finances et de la comptabilité et le payeur du territoire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 novembre 1986.

*Le vice-président,
ministre de l'économie et des finances,*

P. PEAUCELLIER.

ARRETE n° 3167 VP du 7 novembre 1986 portant nomination de M. Paul Larson et Mme Norma Tixier respectivement régisseur d'avances titulaire et suppléant à l'hôpital de Vaïami.

Le vice-président, ministre de l'économie et des finances,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 350 PR du 15 avril 1986 relatif à la composition du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 351 PR du 15 avril 1986 relatif aux attributions du vice-président, ministre de l'économie et des finances ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 relatif au régime financier des territoires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 3166 VP/FC du 7 novembre 1986 portant institution d'une régie d'avances à l'hôpital de Vaïami ;

Vu la lettre de demande n° 575 MSP/SP du 28 mai 1986 du ministre de la santé et de l'environnement ;

Vu l'avis conforme du payeur du territoire de la Polynésie française en date du 27 octobre 1986,

Arrête :

Article 1er.— M. Paul Larson est nommé régisseur de la régie d'avances de l'hôpital de Vaïami avec mission de payer exclusivement les dépenses énumérées dans l'arrêté créant la régie.

Art. 2.— En cas d'absence pour maladie, congé ou tout autre motif, M. Paul Larson sera remplacé par Mme Norma Tixier.

Art. 3.— M. Paul Larson devra verser entre les mains du payeur du territoire avant d'entrer en fonction, le montant du cautionnement fixé à trente six mille (36.000 F CFP) ou obtenir son affiliation à l'association française de cautionnement mutuel pour un montant identique.

Art. 4.— M. Paul Larson et Mme Norma Tixier percevront une indemnité de responsabilité dont le montant sera fixé par référence à la réglementation territoriale pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie.

Art. 5.— M. Paul Larson et Mme Norma Tixier sont, conformément à la réglementation en vigueur, pécuniairement responsables de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables qu'ils ont reçus, ainsi que l'exactitude des décomptes de liquidation qu'ils ont effectués.

M. Paul Larson et Mme Norma Tixier ne devront pas payer de dépenses relatives à des charges autres que celles énumérées dans l'acte constitutif visé en tête du présent arrêté sous peine d'être constitués comptables de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 174 du code pénal.

Art. 6.— M. Paul Larson et Mme Norma Tixier appliqueront, chacun en ce qui le concerne, les dispositions de l'instruction interministérielle de janvier 1975, et notamment, celle relative à l'obligation qui leur est faite d'établir procès-verbal chaque fois qu'il y a remise entré eux de la caisse, des valeurs ou des justifications.

Art. 7.— Le chef du service des finances et de la comptabilité et le payeur du territoire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 novembre 1986.

*Le vice-président,
ministre de l'économie et des finances,*
P. PEAUCELLIER.

ARRETE n° 1346 CM du 10 novembre 1986 portant exonération de la taxe sur la publicité télévisée pour une campagne en faveur de la sécurité routière.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre de l'économie et des finances ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu le code des impôts directs, section IV, division 3 relative à la taxe sur la publicité télévisée ;

Vu la délibération n° 85-1012 du 7 février 1985 portant modification de l'article 2 de la délibération n° 84-50 du 26 avril 1984 ayant institué la taxe sur la publicité télévisée ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 22 octobre 1986,

Arrête :

Article 1er.— Le fonds de promotion RFO destiné à financer une campagne à la télévision en faveur de la sécurité routière est exonéré de la taxe sur la publicité télévisée sous réserve que les messages audiovisuels présentés dans le cadre de l'action globale organisée par le gouvernement aient reçu l'accord préalable du ministre du développement des archipels, des transports et des postes et télécommunications.

Art. 2.— Le vice-président, ministre de l'économie et des finances et le ministre de développement des archipels, des transports et des postes et télécommunications sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 novembre 1986.

Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement
du territoire :

*Le vice-président, ministre
de l'économie et des finances,*
Patrick PEAUCELLIER.

*Le ministre de développement
des archipels, des transports,
des postes et télécommunications,*
G. SALMON.

ARRETE n° 1357 CM du 12 novembre 1986 relatif à la commercialisation du pain dans le territoire de la Polynésie française.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre de l'économie et des finances ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 350 PR du 14 avril 1986 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu la décision n° 762 AE du 13 octobre 1978 fixant le régime général relatif aux prix des produits au stade de la production dans le territoire ;

Vu la décision n° 51 AE du 12 janvier 1984 fixant le régime général des prix et des marges des produits alimentaires aux différents stades de la commercialisation dans le territoire ;

Vu l'arrêté n° 98 CM du 6 février 1985 fixant le prix de vente du pain dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 relative au contrôle et à la répression des infractions en matière de réglementation des prix dans le territoire ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 5 novembre 1986,

Arrête :

Article 1er.— Sur tout le territoire de la Polynésie française, la commercialisation du pain est soumise aux dispositions du présent arrêté.

Art. 2.— Sur l'ensemble du territoire les prix maximaux de la baguette de pain mesurant entre 50 et 60 centimètres, d'un poids minimal de 250 grammes, sont fixés comme suit :

- Prix de gros : 29 francs CFP
- Prix de détail : 31 francs CFP

Art. 3.— Dans les îles du territoire autres que Tahiti les prix maximaux de vente au détail des pains de consommation courante autres que la baguette de 250 grammes, sont fixés comme suit selon le poids réel minimal du pain offert à la :

- baguette d'un poids minimal de 300 grammes : . . . 36 F CFP
- pain d'un poids minimal de 500 grammes : 49 F CFP
- pain d'un poids minimal de 620 grammes : 62 F CFP

Les prix des pains d'un poids intermédiaire sont fixés par référence aux prix du pain d'un poids inférieur.

Art. 4.— Dans les îles du territoire où il n'y a pas de production de pain, les revendeurs peuvent majorer les prix précités du coût réel et dûment justifié du transport.

Art. 5.— Pour les pains précités le poids minimal à respecter s'entend du poids du pain dans les six heures suivant la cuisson.

Toute vente de pain à un poids inférieur au poids minimal de référence est une infraction qualifiée de hausse illicite de prix sans préjudice d'infraction en matière de fraude.

Art. 6.— Sur l'ensemble du territoire les prix des pains dit spéciaux sont librement établis. Sur l'île de Tahiti les prix des pains autres que la baguette citée à l'article 2 ci-dessus sont librement établis sous réserve de la disponibilité permanente à la vente de la baguette de 250 grammes.

Art. 7.— Les boulangers sont tenus au maintien permanent dans leur entrepôt personnel d'un stock minimum de farine correspondant à 7 jours de consommation.

Art. 8.— La publicité des prix du pain est assurée dans chaque lieu de vente au détail par le biais de supports de couleurs rouge vif.

Cette publicité consiste en l'affichage sur la vitrine d'exposition de façon lisible pour le client : des prix de vente au détail, des différentes catégories de pains mis en vente, répertoriés selon leur poids respectif.

Art. 9.— Chaque boulanger, revendeur ou dépositaire, doit disposer d'une balance en tout lieu où le pain est fabriqué ou vendu.

Art. 10.— Les dispositions de l'arrêté n° 98 CM du 6 février 1985 fixant le prix de vente du pain dans le territoire de la Polynésie française sont abrogées.

Art. 11.— Les infractions aux dispositions du présent arrêté

sont poursuivies, réprimées et sanctionnées conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 sus-visée.

Art. 12.— Le vice-président du gouvernement, ministre de l'économie et des finances, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et qui sera applicable à compter du 1er décembre 1986.

Fait à Papeete, le 12 novembre 1986.

Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement
du territoire :

*Le vice-président, ministre de
l'économie et des finances,*

Patrick PEAUCELLIER.

Par arrêté n° 3001 VP/AE du 3 novembre 1986.— Les prix de vente au détail à Tahiti des matériaux énumérés ci-après commercialisés par Coutimex/HI ne peuvent être supérieurs aux prix suivants :

Contreplaqués «Lauan» de 4 mm x 73 x 214, arrivés dans le territoire le 22 septembre 1986 de Taiwan : 1084 FCP la feuille

Contreplaqués «Lauan» de 4 mm x 83 x 214, arrivés dans le territoire le 22 septembre 1986 de Taiwan : 1196 FCP la feuille

Contreplaqués «Lauan» de 4 mm x 93 x 214, arrivés dans le territoire le 22 septembre 1986 de Taiwan : 1287 FCP la feuille

Contreplaqués «Lauan» de 4 mm x 4' x 8', arrivés dans le territoire le 22 septembre 1986 de Taiwan : 1423 FCP la feuille

Contreplaqués «Lauan» de 6 mm x 4' x 8', arrivés dans le territoire le 22 septembre 1986 de Taiwan : 2280 FCP la feuille

Contreplaqués «Lauan» de 9 mm x 4' x 8', arrivés dans le territoire le 22 septembre 1986 de Taiwan : 3377 FCP la feuille

Contreplaqués «Lauan» de 12 mm x 4' x 8', arrivés dans le territoire le 22 septembre 1986 de Taiwan : 4648 FCP la feuille

Contreplaqués «Lauan» de 15 mm x 4' x 8', arrivés dans le territoire le 22 septembre 1986 de Taiwan : 5725 FCP la feuille

Ces nouveaux prix sont exclusivement applicables aux matériaux arrivés sur le territoire à la date citée ci-dessus. La revalorisation des prix des matériaux détenus en stock antérieurement à la date de ces arrivages, est interdite.

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont poursuivies, réprimées et sanctionnées conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978.

Par arrêté n° 3002 VP/AE du 3 novembre 1986.— Les prix de vente au détail à Tahiti des matériaux énumérés ci-après commercialisés par Comimpex ne peuvent être supérieurs aux prix suivants :

Pinex standard colonial de 1220 x 2440 x 3,2 mm, arrivé dans le territoire le 13 octobre 1986 du Chili : 702 FCP la feuille

Pinex standard Cuero de 1220 x 2440 x 3,2 mm, arrivé dans le territoire le 13 octobre 1986 du Chili : 702 FCP la feuille

Ces nouveaux prix sont exclusivement applicables aux matériaux arrivés sur le territoire à la date citée ci-dessus. La revalorisation des prix des matériaux détenus en stock antérieurement à la date de ces arrivages, est interdite.

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont poursuivies, réprimées et sanctionnées conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978.

Par arrêté n° 3003 VP/AE du 3 novembre 1986.— Les prix de vente au détail à Tahiti des matériaux énumérés ci-après com-

mercialisés par Lai Woa ne peuvent être supérieurs aux prix suivants :

Clous tête plate de 25 mm, arrivés dans le territoire le 10 octobre 1986 de France : 453 FCP le kg

Clous tête plate de 40/50/60/80/100/125 mm, arrivés dans le territoire le 10 octobre 1986 de France : 316 FCP le kg

Ces nouveaux prix sont exclusivement applicables aux matériaux arrivés sur le territoire à la date citée ci-dessus. La revalorisation des prix des matériaux détenus en stock antérieurement à la date de ces arrivages, est interdite.

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont poursuivies, réprimées et sanctionnées conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978.

Par arrêté n° 3004 VP/AE du 3 novembre 1986.— Les prix de vente au détail à Tahiti des matériaux énumérés ci-après commercialisés par Lai Woa ne peuvent être supérieurs aux prix suivants :

Tôles ondulées galvanisées de 0,45 x 760 x 6 pieds, arrivées dans le territoire le 10 octobre 1986 de France : 1049 FCP la feuille

Tôles ondulées galvanisées de 0,45 x 760 x 7 pieds, arrivées dans le territoire le 10 octobre 1986 de France : 1243 FCP la feuille

Tôles ondulées galvanisées de 0,45 x 760 x 8 pieds, arrivées dans le territoire le 10 octobre 1986 de France : 1437 FCP la feuille

Tôles ondulées galvanisées de 0,45 x 760 x 10 pieds, arrivées dans le territoire le 10 octobre 1986 de France : 1767 FCP la feuille

Ces nouveaux prix sont exclusivement applicables aux matériaux arrivés sur le territoire à la date citée ci-dessus. La revalorisation des prix des matériaux détenus en stock antérieurement à la date de ces arrivages, est interdite.

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont poursuivies, réprimées et sanctionnées conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978.

Par arrêté n° 3005 VP/AE du 3 novembre 1986.— Les prix de vente au détail à Tahiti des matériaux énumérés ci-après commercialisés par Lai Woa ne peuvent être supérieurs aux prix suivants :

Tôles nervurées galvanisées de 0,5 x 850 x 3 m, arrivées dans le territoire le 10 octobre 1986 de France : 2399 FCP la feuille

Tôles nervurées galvanisées de 0,5 x 850 x 4 m, arrivées dans le territoire le 10 octobre 1986 de France : 3128 FCP la feuille

Tôles nervurées galvanisées de 0,5 x 850 x 5 m, arrivées dans le territoire le 10 octobre 1986 de France : 3979 FCP la feuille

Tôles nervurées galvanisées de 0,5 x 850 x 6 m, arrivées dans le territoire le 10 octobre 1986 de France : 4931 FCP la feuille

Ces nouveaux prix sont exclusivement applicables aux matériaux arrivés sur le territoire à la date citée ci-dessus. La revalorisation des prix des matériaux détenus en stock antérieurement à la date de ces arrivages, est interdite.

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont poursuivies, réprimées et sanctionnées conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978.

Par arrêté n° 3006 VP/AE du 3 novembre 1986.— Les prix de vente au détail à Tahiti des matériaux énumérés ci-après commercialisés par Coutimex/M.C.R. ne peuvent être supérieurs aux prix suivants :

Contreplaqués «Lauan» de 4 mm x 93 x 214, arrivés dans le territoire le 22 septembre 1986 de Taiwan : 1233 FCP la feuille

Contreplaqués «Lauan» de 4 mm x 4' x 8', arrivés dans le territoire le 22 septembre 1986 de Taiwan : 1363 FCP la feuille

Contreplaqués «Lauan» de 6 mm x 4' x 8', arrivés dans le territoire le 22 septembre 1986 de Taiwan : 2185 FCP la feuille

Contreplaqués «Lauan» de 9 mm x 4' x 8', arrivés dans le territoire le 22 septembre 1986 de Taiwan : 3236 FCP la feuille

Contreplaqués «Lauan» de 12 mm x 4' x 8', arrivés dans le territoire le 22 septembre 1986 de Taiwan : 4454 FCP la feuille

Contreplaqués «Lauan» de 15 mm x 4' x 8', arrivés dans le territoire le 22 septembre 1986 de Taiwan : 5486 FCP la feuille

Ces nouveaux prix sont exclusivement applicables aux matériaux arrivés sur le territoire à la date citée ci-dessus. La revalorisation des prix des matériaux détenus en stock antérieurement à la date de ces arrivages, est interdite.

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont poursuivies, réprimées et sanctionnées conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978.

Par arrêté n° 3007 VP/AE du 3 novembre 1986.— Les prix de vente au détail à Tahiti des matériaux énumérés ci-après commercialisés par Coutimex/Chin Lee ne peuvent être supérieurs aux prix suivants :

Contreplaqués «Lauan» de 4 mm x 83 x 214, arrivés dans le territoire le 22 septembre 1986 de Taiwan : 1161 FCP la feuille

Contreplaqués «Lauan» de 4 mm x 93 x 214, arrivés dans le territoire le 22 septembre 1986 de Taiwan : 1250 FCP la feuille

Contreplaqués «Lauan» de 6 mm x 4' x 8', arrivés dans le territoire le 22 septembre 1986 de Taiwan : 2214 FCP la feuille

Contreplaqués «Lauan» de 9 mm x 4' x 8', arrivés dans le territoire le 22 septembre 1986 de Taiwan : 3279 FCP la feuille

Contreplaqués «Lauan» de 12 mm x 4' x 8', arrivés dans le territoire le 22 septembre 1986 de Taiwan : 4513 FCP la feuille

Contreplaqués «Lauan» de 15 mm x 4' x 8', arrivés dans le territoire le 22 septembre 1986 de Taiwan : 5559 FCP la feuille

Contreplaqués «Lauan» de 18 mm x 4' x 8', arrivés dans le territoire le 22 septembre 1986 de Taiwan : 6414 FCP la feuille

Ces nouveaux prix sont exclusivement applicables aux matériaux arrivés sur le territoire à la date citée ci-dessus. La revalorisation des prix des matériaux détenus en stock antérieurement à la date de ces arrivages, est interdite.

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont poursuivies, réprimées et sanctionnées conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978.

Par arrêté n° 3008 VP/AE du 3 novembre 1986.— Les prix de vente au détail à Tahiti des matériaux énumérés ci-après commercialisés par Océania ne peuvent être supérieurs aux prix suivants :

Contreplaqués «Okumé» de 4 x 8 x 4 mm, arrivés dans le territoire le 22 septembre 1986 de Taiwan : 1220 FCP la feuille

Contreplaqués «Okumé» de 4 x 8 x 9 mm, arrivés dans le territoire le 22 septembre 1986 de Taiwan : 2674 FCP la feuille

Contreplaqués «Okumé» de 4 x 8 x 12 mm, arrivés dans le territoire le 22 septembre 1986 de Taiwan : 3527 FCP la feuille

Contreplaqués «Okumé» de 4 x 8 x 15 mm, arrivés dans le territoire le 22 septembre 1986 de Taiwan : 4382 FCP la feuille

Contreplaqués «Okumé» de 4 x 8 x 18 mm, arrivés dans le territoire le 22 septembre 1986 de Taiwan : 5226 FCP la feuille

Contreplaqués «Okumé» de 28 1/2 x 81 x 3 mm, arrivés dans le territoire le 22 septembre 1986 de Taiwan : 495 FCP la feuille

Contreplaqués «Okumé» de 32 1/2 x 81 x 3 mm, arrivés dans le territoire le 22 septembre 1986 de Taiwan : 565 FCP la feuille

Contreplaqués «Okumé» de 36 1/2 x 84 x 3 mm, arrivés dans le territoire le 22 septembre 1986 de Taiwan : 649 FCP la feuille

Ces nouveaux prix sont exclusivement applicables aux matériaux arrivés sur le territoire à la date citée ci-dessus. La revalorisation des prix des matériaux détenus en stock antérieurement à la date de ces arrivages, est interdite.

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont poursuivies, réprimées et sanctionnées conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978.

Par arrêté n° 807 PR du 7 novembre 1986.— Sont validés, au budget du territoire, les virements de crédits d'article à article relevés ci-après en annexe, effectués durant le troisième trimestre 1986.

BUDGET DU TERRITOIRE - SECTION DE FONCTIONNEMENT
-- E X E R C I C E 1986 --

VALIDATION DES TRANSFERTS DE CREDITS DU 01/07/86 AU 30/09/86

| S-CHA | ART. | INTITULE DE L'IMPUTATION | CREDITS ANULES | CREDITS OUVERTS |
|---------------------------|------|--|----------------|-----------------|
| 93201 | | Ministère des Finances | | |
| | 605 | PRODUITS D'ENTRETIEN MENAGER | 0 | 173.032 |
| | 609 | AUTRES DENREES ET FOURNITURES CONSOMMEES | 201.569 | 0 |
| | 6312 | Entretien de batiments | 76.958 | 0 |
| | 826 | CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS. | 0 | 105.495 |
| Total sous-chapitre 93201 | | | 278.527 | 278.527 |

| 5-CHA | ART. | INTITULÉ DE L'IMPUTATION | CREDITS ANNULÉS | CREDITS OUVERTS |
|-------|--------|--|-----------------|-----------------|
| 93202 | | Ministère de l'Éducation et de la Culture | | |
| 609 | | AUTRES DENRÉES ET FOURNITURES CONSOMMÉES | 200.000 | 0 |
| 611 | | REMUNÉRATION BRUTE DU PERSONNEL TEMPORAIRE | 802.500 | 0 |
| 6312 | | Entretien de bâtiments | 0 | 1.317.750 |
| 633 | | ACQUISITION PETIT MATERIEL OUTILLAGE ET MOBILIER | 0 | 200.000 |
| 661 | | FRAIS DE TRANSPORT | 515.250 | 0 |
| | | Total sous-chapitre 93202 | 1.517.750 | 1.517.750 |
| 93203 | | Ministère de la Santé | | |
| 609 | | AUTRES DENRÉES ET FOURNITURES CONSOMMÉES | 0 | 2.185.918 |
| 611 | | REMUNÉRATION BRUTE DU PERSONNEL TEMPORAIRE | 0 | 127.500 |
| 618 | | CHARGES SOCIALES, PART PATRONALE | 0 | 100.600 |
| 6312 | | Entretien de bâtiments | 1.642.293 | 0 |
| 633 | | ACQUISITION PETIT MATERIEL OUTILLAGE ET MOBILIER | 391.100 | 0 |
| 639 | | AUTRES TRAVAUX ET SERVICES EXTERIEURS | 384.750 | 0 |
| 826 | | CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS. | 0 | 4.125 |
| | | Total sous-chapitre 93203 | 2.418.143 | 2.418.143 |
| 93205 | | Ministère des Affaires Sociales | | |
| | | Total sous-chapitre 93205 | 0 | 0 |
| 93208 | | Ministère de l'Agriculture | | |
| | | Total sous-chapitre 93208 | 0 | 0 |
| 93209 | | Ministère de l'Équipement | | |
| 602 | | HABILLEMENT | 64.830 | 0 |
| 603 | | CARBURANTS ET PRODUITS DE GARAGE | 203.730 | 0 |
| 604 | | COMBUSTIBLES | 0 | 500.000 |
| 605 | | PRODUITS D'ENTRETIEN MENAGER | 0 | 125.680 |
| 606 | | FOURNITURES DE VOIRIE | 0 | 218.740 |
| 608 | | FOURNITURES DE BUREAU | 0 | 118.590 |
| 609 | | AUTRES DENRÉES ET FOURNITURES CONSOMMÉES | 0 | 4.735.530 |
| 611 | | REMUNÉRATION BRUTE DU PERSONNEL TEMPORAIRE | 0 | 3.263.560 |
| 615 | | REMUNERATIONS DIVERSES | 98.500 | 0 |
| 93209 | 618 | CHARGES SOCIALES, PART PATRONALE | 0 | 810.670 |
| | 630 | LOYERS ET CHARGES LOCATIVES | 0 | 9.251.818 |
| | 631 | ENTRETIEN ET REPARATION A L'ENTREPRISE | 27.814.563 | 0 |
| | 6312 | Entretien de bâtiments | 50.000 | 0 |
| | 6314 | Entretien de matériel, outillage et mobilier | 0 | 1.695.210 |
| | 6315 | Entretien de matériel de transport | 0 | 1.480.000 |
| | 633 | ACQUISITION PETIT MATERIEL OUTILLAGE ET MOBILIER | 0 | 6.512.880 |
| | 634 | ÉLECTRICITÉ, EAU, GAZ | 570.620 | 0 |
| | 637 | TRAVAUX POUR LE COMPTE DE TIERS | 750.000 | 0 |
| | 639 | AUTRES TRAVAUX ET SERVICES EXTERIEURS | 0 | 637.025 |
| | 661 | FRAIS DE TRANSPORT | 0 | 465.020 |
| | 661-02 | Frais de Passage Domestique | 77.500 | 0 |
| | 662 | IMPRESSIONS, RELIURES ET AUTRES PRESTAT. DE SCES | 0 | 4.120 |
| | 668 | DEPENSES IMPREVUES | 996.740 | 0 |
| | 826 | CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS. | 0 | 807.640 |
| | | Total sous-chapitre 93209 | 30.626.483 | 30.626.483 |
| 93210 | | Ministère des Transports | | |
| 602 | | HABILLEMENT | 0 | 150.000 |
| 615 | | REMUNERATIONS DIVERSES | 0 | 590.000 |
| 620 | | IMPOTS ET TAXES | 0 | 61.864 |
| 630 | | LOYERS ET CHARGES LOCATIVES | 0 | 303.000 |
| 6315 | | Entretien de matériel de transport | 90.000 | 0 |
| 633 | | ACQUISITION PETIT MATERIEL OUTILLAGE ET MOBILIER | 400.000 | 0 |
| 639 | | AUTRES TRAVAUX ET SERVICES EXTERIEURS | 0 | 330.000 |
| 661 | | FRAIS DE TRANSPORT | 1.050.000 | 0 |

| B-CHA | ART. | INTITULE DE L'IMPUTATION | CREDITS ANNULES | CREDITS OUVERTS |
|-------|--------|--|-----------------|-----------------|
| | 669 | AUTRES FRAIS DE GESTION GENERALE ET DE TRANSPORT | 75.000 | 0 |
| | 826 | CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS. | 0 | 180.136 |
| | | Total sous-chapitre 93210 | 1.615.000 | 1.615.000 |
| 93401 | | Presidence et Gouvernement | | |
| | 602 | HABILLEMENT | 0 | 16.110 |
| | 608 | FOURNITURES DE BUREAU | 0 | 1.543.189 |
| | 609 | AUTRES DENREES ET FOURNITURES CONSOMMEES | 20.364.237 | 0 |
| | 615 | REMUNERATIONS DIVERSES | 0 | 2.019.656 |
| | 630 | LOYERS ET CHARGES LOCATIVES | 0 | 729.930 |
| | 633 | ACQUISITION PETIT MATERIEL OUTILLAGE ET MOBILIER | 0 | 459.818 |
| | 634 | ELECTRICITE, EAU, GAZ | 0 | 3.308.712 |
| | 638 | PRIMES D'ASSURANCE | 0 | 23.613 |
| | 639 | AUTRES TRAVAUX ET SERVICES EXTERIEURS | 0 | 7.948.693 |
| | 661 | FRAIS DE TRANSPORT | 0 | 4.620.685 |
| | 662 | IMPRESSIONS, RELIURES ET AUTRES PRESTAT. DE SCES | 0 | 100.000 |
| | 663 | DOCUMENTATION GENERALE | 0 | 49.010 |
| | 665 | FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX | 57.272 | 0 |
| | 667 | FRAIS DE MISSION DES ELUS & MEMBRES DU GOUVERNMT | 1.230.545 | 0 |
| | 669 | AUTRES FRAIS DE GESTION GENERALE ET DE TRANSPORT | 1.201.017 | 0 |
| | 826 | CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS. | 0 | 2.033.655 |
| | | Total sous-chapitre 93401 | 22.853.071 | 22.853.071 |
| 93402 | | Assemblée Territoriale | | |
| | 6319 | Entretien divers | 0 | 1.000.000 |
| | 639 | AUTRES TRAVAUX ET SERVICES EXTERIEURS | 2.112.957 | 0 |
| | 660 | FETES ET CEREMONIES | 0 | 1.000.000 |
| | 661-02 | Frais de Passage Domestique | 239.583 | 0 |
| | 826 | CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS. | 0 | 352.540 |
| | | Total sous-chapitre 93402 | 2.352.540 | 2.352.540 |
| 93403 | | Comite economique et social | | |
| | 609 | AUTRES DENREES ET FOURNITURES CONSOMMEES | 1.530.000 | 0 |
| | 633 | ACQUISITION PETIT MATERIEL OUTILLAGE ET MOBILIER | 0 | 280.000 |
| | 639 | AUTRES TRAVAUX ET SERVICES EXTERIEURS | 0 | 1.545.000 |
| | 662 | IMPRESSIONS, RELIURES ET AUTRES PRESTAT. DE SCES | 295.000 | 0 |
| | | Total sous-chapitre 93403 | 1.825.000 | 1.825.000 |
| 93501 | | Secretariat General du Gouvernement | | |
| | 603 | CARBURANTS ET PRODUITS DE GARAGE | 0 | 150.000 |
| | 634 | ELECTRICITE, EAU, GAZ | 150.000 | 0 |
| | 639 | AUTRES TRAVAUX ET SERVICES EXTERIEURS | 1.375.000 | 0 |
| | 661 | FRAIS DE TRANSPORT | 0 | 1.975.000 |
| | 664 | FRAIS DE POSTES ET TELECOMMUNICATIONS | 600.000 | 0 |
| | | Total sous-chapitre 93501 | 2.125.000 | 2.125.000 |
| 93502 | | Inspection Generale de l'Action Territoriale | | |
| | 603 | CARBURANTS ET PRODUITS DE GARAGE | 0 | 15.000 |
| | 615 | REMUNERATIONS DIVERSES | 0 | 90.000 |
| | 634 | ELECTRICITE, EAU, GAZ | 22.008 | 0 |
| | 639 | AUTRES TRAVAUX ET SERVICES EXTERIEURS | 16.200 | 0 |
| | 661 | FRAIS DE TRANSPORT | 90.000 | 0 |
| | 662 | IMPRESSIONS, RELIURES ET AUTRES PRESTAT. DE SCES | 0 | 23.208 |
| | | Total sous-chapitre 93502 | 128.208 | 128.208 |
| 93503 | | Service de l'Administration des Archipels | | |
| | 604 | COMBUSTIBLES | 100.000 | 0 |
| | 608 | FOURNITURES DE BUREAU | 0 | 6.390 |
| | 609 | AUTRES DENREES ET FOURNITURES CONSOMMEES | 0 | 83.400 |
| | 615 | REMUNERATIONS DIVERSES | 0 | 1.057.016 |
| | 631 | ENTRETIEN ET REPARATION A L'ENTREPRISE | 42.100 | 0 |
| | 633 | ACQUISITION PETIT MATERIEL OUTILLAGE ET MOBILIER | 0 | 42.100 |
| | 638 | PRIMES D'ASSURANCE | 75.375 | 0 |
| | 639 | AUTRES TRAVAUX ET SERVICES EXTERIEURS | 0 | 14.800 |

| S-CHA | ART. | INTITULE DE L'IMPUTATION | CREDITS ANNULES | CREDITS OUVERTS |
|-------|------|--|-----------------|-----------------|
| 93503 | 660 | FETES ET CEREMONIES | 0 | 100.000 |
| | 661 | FRAIS DE TRANSPORT | 1.092.276 | 0 |
| | 664 | FRAIS DE POSTES ET TELECOMMUNICATIONS | 624 | 0 |
| | 669 | AUTRES FRAIS DE GESTION GENERALE ET DE TRANSPORT | 89.790 | 0 |
| | 826 | CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS. | 0 | 96.459 |
| | | Total sous-chapitre 93503 | 1.400.165 | 1.400.165 |
| 94001 | | Finances | | |
| | 605 | PRODUITS D'ENTRETIEN MENAGER | 7.908 | 0 |
| | 608 | FOURNITURES DE BUREAU | 68.786 | 0 |
| | 609 | AUTRES DENREES ET FOURNITURES CONSOMMEES | 0 | 3.100 |
| | 615 | REMUNERATIONS DIVERSES | 0 | 100.000 |
| | 620 | IMPOTS ET TAXES | 0 | 57.223 |
| | 639 | AUTRES TRAVAUX ET SERVICES EXTERIEURS | 60.323 | 0 |
| | 661 | FRAIS DE TRANSPORT | 100.000 | 0 |
| | 664 | FRAIS DE POSTES ET TELECOMMUNICATIONS | 3.460 | 0 |
| | 826 | CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS. | 0 | 80.154 |
| | | Total sous-chapitre 94001 | 240.477 | 240.477 |
| 94000 | | Ministre et son Cabinet | | |
| | 609 | AUTRES DENREES ET FOURNITURES CONSOMMEES | 150.000 | 0 |
| | 639 | AUTRES TRAVAUX ET SERVICES EXTERIEURS | 0 | 150.000 |
| | | Total sous-chapitre 94000 | 150.000 | 150.000 |
| 94002 | | Contributions | | |
| | 603 | CARBURANTS ET PRODUITS DE GARAGE | 20.000 | 0 |
| | 608 | FOURNITURES DE BUREAU | 0 | 68.000 |
| | 609 | AUTRES DENREES ET FOURNITURES CONSOMMEES | 263.000 | 0 |
| | 615 | REMUNERATIONS DIVERSES | 75.000 | 0 |
| | 6314 | Entretien de materiel, outillage et mobilier | 0 | 400.000 |
| | 633 | ACQUISITION PETIT MATERIEL OUTILLAGE ET MOBILIER | 0 | 188.000 |
| | 638 | PRIMES D'ASSURANCE | 0 | 20.000 |
| | 639 | AUTRES TRAVAUX ET SERVICES EXTERIEURS | 250.000 | 0 |
| | 663 | DOCUMENTATION GENERALE | 30.000 | 0 |
| | 674 | FRAIS RECROUV..ASBIETTE ET CONFECTION DES ROLES | 38.000 | 0 |
| | | Total sous-chapitre 94002 | 676.000 | 676.000 |
| 94003 | | Enregistrement et Domaines | | |
| | 605 | PRODUITS D'ENTRETIEN MENAGER | 0 | 50.000 |
| | 608 | FOURNITURES DE BUREAU | 41.140 | 0 |
| | 631 | ENTRETIEN ET REPARATION A L'ENTREPRISE | 200.000 | 0 |
| | 6314 | Entretien de materiel, outillage et mobilier | 0 | 150.000 |
| | 6315 | Entretien de materiel de transport | 0 | 50.000 |
| | 639 | AUTRES TRAVAUX ET SERVICES EXTERIEURS | 50.000 | 0 |
| 94003 | 826 | CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS. | 0 | 41.140 |
| | | Total sous-chapitre 94003 | 291.140 | 291.140 |
| 94004 | | Service de l'informatique | | |
| | 608 | FOURNITURES DE BUREAU | 0 | 2.000.000 |
| | 609 | AUTRES DENREES ET FOURNITURES CONSOMMEES | 478.636 | 0 |
| | 615 | REMUNERATIONS DIVERSES | 0 | 163.336 |
| | 620 | IMPOTS ET TAXES | 0 | 58.000 |
| | 6314 | Entretien de materiel, outillage et mobilier | 2.000.000 | 0 |
| | 661 | FRAIS DE TRANSPORT | 258.000 | 0 |
| | 663 | DOCUMENTATION GENERALE | 0 | 300.000 |
| | 664 | FRAIS DE POSTES ET TELECOMMUNICATIONS | 0 | 200.000 |
| | 826 | CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS. | 0 | 15.300 |
| | | Total sous-chapitre 94004 | 2.736.636 | 2.736.636 |

| S-CHA | ART. | INTITULE DE L'IMPUTATION | CREDITS ANNULES | CREDITS OUVERTS |
|--------|--------|--|-----------------|-----------------|
| 94105 | | Traduction et Interpretariat | | |
| 600 | | PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET D'HYGIENE | 0 | 10.000 |
| 603 | | CARBURANTS ET PRODUITS DE GARAGE | 0 | 155.000 |
| 605 | | PRODUITS D'ENTRETIEN MENAGER | 0 | 40.000 |
| 608 | | FOURNITURES DE BUREAU | 0 | 1.000.000 |
| 609 | | AUTRES DENREES ET FOURNITURES CONSOMMEES | 0 | 50.000 |
| 620 | | IMPOTS ET TAXES | 0 | 30.000 |
| 630 | | LOYERS ET CHARGES LOCATIVES | 0 | 1.525.000 |
| 6314 | | Entretien de materiel, outillage et mobilier | 0 | 200.000 |
| 633 | | ACQUISITION PETIT MATERIEL OUTILLAGE ET MOBILIER | 0 | 600.000 |
| 634 | | ELECTRICITE, EAU, GAZ | 0 | 700.000 |
| 639 | | AUTRES TRAVAUX ET SERVICES EXTERIEURS | 6.900.000 | 0 |
| 643 | | FRAIS DE SEJOUR ET DE STAGE | 0 | 600.000 |
| 661 | | FRAIS DE TRANSPORT | 0 | 440.000 |
| 662 | | IMPRESSIONS, RELIURES ET AUTRES PRESTAT. DE SCES | 0 | 350.000 |
| 663 | | DOCUMENTATION GENERALE | 0 | 640.000 |
| 664 | | FRAIS DE POSTES ET TELECOMMUNICATIONS | 0 | 400.000 |
| 668 | | DEPENBES IMPREVUES | 0 | 160.000 |
| | | Total sous-chapitre 94105 | 6.900.000 | 6.900.000 |
| 94106 | | Imprimerie Officielle | | |
| 630 | | LOYERS ET CHARGES LOCATIVES | 0 | 250.000 |
| 634 | | ELECTRICITE, EAU, GAZ | 250.000 | 0 |
| | | Total sous-chapitre 94106 | 250.000 | 250.000 |
| 94301 | | Services centraux du Service de l'Education | | |
| 600 | | PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET D'HYGIENE | 69.168 | 0 |
| 605 | | PRODUITS D'ENTRETIEN MENAGER | 237.062 | 0 |
| 608 | | FOURNITURES DE BUREAU | 0 | 800.000 |
| 94301 | 633 | ACQUISITION PETIT MATERIEL OUTILLAGE ET MOBILIER | 0 | 146.812 |
| | 660 | FETES ET CEREMONIES | 0 | 9.000 |
| | 661-02 | Frais de Passage Domestique | 800.000 | 0 |
| | 663 | DOCUMENTATION GENERALE | 0 | 19.168 |
| | 826 | CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS. | 0 | 131.250 |
| | | Total sous-chapitre 94301 | 1.106.230 | 1.106.230 |
| 94302 | | Enseignement primaire | | |
| 601 | | ALIMENTATION | 3.424.050 | 0 |
| 615 | | REMUNERATIONS DIVERSES | 0 | 580.056 |
| 630 | | LOYERS ET CHARGES LOCATIVES | 0 | 620.500 |
| 6314 | | Entretien de materiel, outillage et mobilier | 0 | 150.000 |
| 633 | | ACQUISITION PETIT MATERIEL OUTILLAGE ET MOBILIER | 0 | 1.400.000 |
| 639 | | AUTRES TRAVAUX ET SERVICES EXTERIEURS | 120.500 | 0 |
| 644-03 | | PART. FRAIS EVASANS INTERIEURS | 0 | 800.000 |
| 660 | | FETES ET CEREMONIES | 0 | 270.000 |
| 661-02 | | Frais de Passage Domestique | 0 | 240.000 |
| 661-06 | | Transports Scolaires | 3.290.332 | 0 |
| 826 | | CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS. | 0 | 64.050 |
| 826-06 | | Charges sur ex.anterieurs (transports scolaires) | 0 | 2.710.276 |
| | | Total sous-chapitre 94302 | 6.834.882 | 6.834.882 |
| 94303 | | Enseignement secondaire | | |
| 601 | | ALIMENTATION | 0 | 550.000 |
| 661-06 | | Transports Scolaires | 946.576 | 0 |
| 826-06 | | Charges sur ex.anterieurs (transports scolaires) | 0 | 396.576 |
| | | Total sous-chapitre 94303 | 946.576 | 946.576 |
| 94304 | | Promotion Universitaire | | |
| 600 | | PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET D'HYGIENE | 0 | 15.000 |
| 608 | | FOURNITURES DE BUREAU | 0 | 328.000 |
| 6314 | | Entretien de materiel, outillage et mobilier | 0 | 17.000 |
| 6315 | | Entretien de materiel de transport | 15.000 | 0 |

| S-CHA | ART. | INTITULÉ DE L'IMPUTATION | CREDITS ANNULES | CREDITS OUVERTS |
|-------|--------|--|-----------------|-----------------|
| | 633 | ACQUISITION PETIT MATERIEL OUTILLAGE ET MOBILIER | 0 | 85.000 |
| | 639 | AUTRES TRAVAUX ET SERVICES EXTERIEURS | 537.500 | 0 |
| | 655-14 | Boursés d'études supérieures sur le Territoire | 41.140 | 0 |
| | 661-01 | Frais de Passage International | 90.000 | 0 |
| | 661-04 | Indemnités Kilométriques | 0 | 90.000 |
| | 663 | DOCUMENTATION GENERALE | 430.000 | 0 |
| | 664 | FRAIS DE POSTES ET TELECOMMUNICATIONS | 0 | 537.500 |
| | 826 | CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS. | 0 | 41.140 |
| | | Total sous-chapitre 94304 | 1.113.640 | 1.113.640 |
| 94306 | | Enseignement technique | | |
| 94306 | 609 | AUTRES DENREES ET FOURNITURES CONSOMMEES | 492.844 | 0 |
| | 633 | ACQUISITION PETIT MATERIEL OUTILLAGE ET MOBILIER | 0 | 492.844 |
| | | Total sous-chapitre 94306 | 492.844 | 492.844 |
| 94401 | | Culture | | |
| | 608 | FOURNITURES DE BUREAU | 0 | 1.000.000 |
| | 609 | AUTRES DENREES ET FOURNITURES CONSOMMEES | 2.950.000 | 0 |
| | 615 | REMUNERATIONS DIVERSES | 0 | 100.000 |
| | 6314 | Entretien de matériel, outillage et mobilier | 0 | 250.000 |
| | 661-02 | Frais de Passage Domestique | 0 | 400.000 |
| | 662 | IMPRESSIONS, RELIURES ET AUTRES PRESTAT. DE SCES | 0 | 200.000 |
| | 663 | DOCUMENTATION GENERALE | 0 | 300.000 |
| | 664 | FRAIS DE POSTES ET TELECOMMUNICATIONS | 0 | 700.000 |
| | | Total sous-chapitre 94401 | 2.950.000 | 2.950.000 |
| 95001 | | Services centraux du Service de la Santé | | |
| | 600 | PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET D'HYGIENE | 4.165.675 | 0 |
| | 602 | HABILLEMENT | 60.626 | 0 |
| | 603 | CARBURANTS ET PRODUITS DE GARAGE | 200.000 | 0 |
| | 605 | PRODUITS D'ENTRETIEN MENAGER | 0 | 15.000 |
| | 608 | FOURNITURES DE BUREAU | 0 | 350.000 |
| | 609 | AUTRES DENREES ET FOURNITURES CONSOMMEES | 15.000 | 0 |
| | 615 | REMUNERATIONS DIVERSES | 0 | 4.993.872 |
| | 620 | IMPOTS ET TAXES | 0 | 3.000.000 |
| | 6314 | Entretien de matériel, outillage et mobilier | 0 | 300.000 |
| | 6315 | Entretien de matériel de transport | 0 | 715.000 |
| | 633 | ACQUISITION PETIT MATERIEL OUTILLAGE ET MOBILIER | 736.720 | 0 |
| | 639 | AUTRES TRAVAUX ET SERVICES EXTERIEURS | 0 | 193.295 |
| | 644-04 | PART. FRAIS EVASANS EXTERIEURS | 60.830 | 0 |
| | 660 | FETES ET CEREMONIES | 0 | 15.000 |
| | 661 | FRAIS DE TRANSPORT | 5.069.826 | 0 |
| | 662 | IMPRESSIONS, RELIURES ET AUTRES PRESTAT. DE SCES | 0 | 136.720 |
| | 663 | DOCUMENTATION GENERALE | 150.000 | 0 |
| | 669 | AUTRES FRAIS DE GESTION GENERALE ET DE TRANSPORT | 350.000 | 0 |
| | 826 | CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS. | 0 | 1.089.790 |
| | | Total sous-chapitre 95001 | 10.808.677 | 10.808.677 |
| 95003 | | Etablissements de soins | | |
| | 602 | HABILLEMENT | 20.000 | 0 |
| | 604 | COMBUSTIBLES | 140.000 | 0 |
| | 605 | PRODUITS D'ENTRETIEN MENAGER | 0 | 50.000 |
| | 6314 | Entretien de matériel, outillage et mobilier | 115.000 | 0 |
| | 6315 | Entretien de matériel de transport | 0 | 225.000 |
| | | Total sous-chapitre 95003 | 275.000 | 275.000 |
| 95004 | | Circonscription médicale de Tahiti | | |
| | 603 | CARBURANTS ET PRODUITS DE GARAGE | 250.000 | 0 |
| | 605 | PRODUITS D'ENTRETIEN MENAGER | 0 | 100.000 |
| | 608 | FOURNITURES DE BUREAU | 100.000 | 0 |
| | 6315 | Entretien de matériel de transport | 0 | 250.000 |
| | | Total sous-chapitre 95004 | 350.000 | 350.000 |
| 95005 | | Circonscription médicale de Moorea | | |

| B-CHA | ART. | INTITULE DE L'IMPUTATION | CREDITS ANNULES | CREDITS OUVERTS |
|-------|--------|--|-----------------|-----------------|
| | 604 | COMBUSTIBLES | 80.000 | 0 |
| | 609 | AUTRES DENREES ET FOURNITURES CONSOMMEES | 30.000 | 0 |
| | 6314 | Entretien de materiel, outillage et mobilier | 0 | 140.000 |
| | 662 | IMPRESSIONS, RELIURES ET AUTRES PRESTAT. DE SCES | 30.000 | 0 |
| | | Total sous-chapitre 95005 | 140.000 | 140.000 |
| 95006 | | Circonscription medicale des Iles-Sous-le-Vent | | |
| | 603 | CARBURANTS ET PRODUITS DE GARAGE | 300.000 | 0 |
| | 609 | AUTRES DENREES ET FOURNITURES CONSOMMEES | 0 | 100.000 |
| | 6315 | Entretien de materiel de transport | 0 | 200.000 |
| | 662 | IMPRESSIONS, RELIURES ET AUTRES PRESTAT. DE SCES | 0 | 10.000 |
| | 663 | DOCUMENTATION GENERALE | 10.000 | 0 |
| | | Total sous-chapitre 95006 | 310.000 | 310.000 |
| 95007 | | Circonscription medicale des Marquises | | |
| | 634 | ELECTRICITE, EAU, GAZ | 271.100 | 0 |
| | 826 | CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS. | 0 | 271.100 |
| | | Total sous-chapitre 95007 | 271.100 | 271.100 |
| 95009 | | Circonscription medicale des Tuamotu-Gambier | | |
| | 634 | ELECTRICITE, EAU, GAZ | 620 | 0 |
| | 826 | CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS. | 0 | 620 |
| | | Total sous-chapitre 95009 | 620 | 620 |
| 95100 | | Ministre et son Cabinet | | |
| | 603 | CARBURANTS ET PRODUITS DE GARAGE | 0 | 49.885 |
| | 608 | FOURNITURES DE BUREAU | 0 | 462.432 |
| | 609 | AUTRES DENREES ET FOURNITURES CONSOMMEES | 2.936.724 | 0 |
| | 615 | REMUNERATIONS DIVERSES | 0 | 205.000 |
| | 631 | ENTRETIEN ET REPARATION A L'ENTREPRISE | 0 | 412.907 |
| | 633 | ACQUISITION PETIT MATERIEL OUTILLAGE ET MOBILIER | 0 | 190.000 |
| | 638 | PRIMES D'ASSURANCE | 40.000 | 0 |
| | 660 | FETES ET CEREMONIES | 0 | 338.814 |
| 95100 | 661 | FRAIS DE TRANSPORT | 0 | 655.440 |
| | 662 | IMPRESSIONS, RELIURES ET AUTRES PRESTAT. DE SCES | 0 | 82.000 |
| | 663 | DOCUMENTATION GENERALE | 0 | 230.646 |
| | 664 | FRAIS DE POSTES ET TELECOMMUNICATIONS | 0 | 349.600 |
| | | Total sous-chapitre 95100 | 2.976.724 | 2.976.724 |
| 95102 | | Sports | | |
| | 615 | REMUNERATIONS DIVERSES | 0 | 500.000 |
| | 657-39 | Subvention pour Stages Sportifs et d'Animateurs | 0 | 1.120.000 |
| | 657-51 | Subv. pour "grandes manifestations sportives" | 1.120.000 | 0 |
| | 661 | FRAIS DE TRANSPORT | 500.000 | 0 |
| | | Total sous-chapitre 95102 | 1.620.000 | 1.620.000 |
| 95103 | | Artisanat traditionnel | | |
| | 603 | CARBURANTS ET PRODUITS DE GARAGE | 24.400 | 0 |
| | 608 | FOURNITURES DE BUREAU | 30.000 | 0 |
| | 639 | AUTRES TRAVAUX ET SERVICES EXTERIEURS | 0 | 30.000 |
| | 660 | FETES ET CEREMONIES | 0 | 25.000 |
| | 663 | DOCUMENTATION GENERALE | 0 | 24.400 |
| | 668 | DEPENSES IMPREVUES | 25.000 | 0 |
| | | Total sous-chapitre 95103 | 79.400 | 79.400 |
| 95200 | | Ministre et son Cabinet | | |
| | 660 | FETES ET CEREMONIES | 15.000 | 0 |
| | 662 | IMPRESSIONS, RELIURES ET AUTRES PRESTAT. DE SCES | 0 | 15.000 |
| | | Total sous-chapitre 95200 | 15.000 | 15.000 |

| 5-CHA | ART. | INTITULÉ DE L'IMPUTATION. | CREDITS ANNULES | CREDITS OUVERTS |
|--------|------|--|-----------------|-----------------|
| 95201 | | Affaires Sociales et Famille. | | |
| 661 | | FRAIS DE TRANSPORT | 300.000 | 0 |
| 826 | | CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS. | 0 | 300.000 |
| | | Total sous-chapitre 95201 | 300.000 | 300.000 |
| 95202 | | Affaires de Terres | | |
| 661 | | FRAIS DE TRANSPORT | 100.000 | 0 |
| 826 | | CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS. | 0 | 100.000 |
| | | Total sous-chapitre 95202 | 100.000 | 100.000 |
| 95203 | | Etablissements Penitentiaires | | |
| 601 | | ALIMENTATION | 18.177 | 0 |
| 604 | | COMBUSTIBLES | 1.800 | 0 |
| 95203 | 608 | FOURNITURES DE BUREAU | 5.060 | 0 |
| | 6182 | Cotisations patronales CPS | 61 | 0 |
| | 634 | ELECTRICITE, EAU, GAZ | 450 | 0 |
| | 826 | CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS. | 0 | 25.548 |
| | | Total sous-chapitre 95203 | 25.548 | 25.548 |
| 95300 | | Ministre et son Cabinet | | |
| 609 | | AUTRES DENREES ET FOURNITURES CONSOMMEES | 20.000 | 0 |
| 6319 | | Entretien divers | 0 | 20.000 |
| | | Total sous-chapitre 95300 | 20.000 | 20.000 |
| 95301 | | Travail | | |
| 603 | | CARBURANTS ET PRODUITS DE GARAGE | 0 | 97.156 |
| 605 | | PRODUITS D'ENTRETIEN MENAGER | 40.000 | 0 |
| 608 | | FOURNITURES DE BUREAU | 0 | 150.000 |
| 630 | | LOYERS ET CHARGES LOCATIVES | 150.000 | 0 |
| 634 | | ELECTRICITE, EAU, GAZ | 0 | 140.000 |
| 638 | | PRIMES D'ASSURANCE | 97.156 | 0 |
| 643 | | FRAIS DE SEJOUR ET DE STAGE | 100.000 | 0 |
| 663 | | DOCUMENTATION GENERALE | 100.000 | 0 |
| 826 | | CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS. | 0 | 100.000 |
| | | Total sous-chapitre 95301 | 487.156 | 487.156 |
| 96000 | | Ministre et son Cabinet | | |
| 602 | | HABILLEMENT | 0 | 59.000 |
| 603 | | CARBURANTS ET PRODUITS DE GARAGE | 0 | 300.000 |
| 605 | | PRODUITS D'ENTRETIEN MENAGER | 0 | 35.000 |
| 609 | | AUTRES DENREES ET FOURNITURES CONSOMMEES | 1.063.000 | 0 |
| 615 | | REMUNERATIONS DIVERSES | 0 | 100.000 |
| 6312 | | Entretien de batiments | 0 | 56.000 |
| 6314 | | Entretien de materiel, outillage et mobilier | 0 | 100.000 |
| 6315 | | Entretien de materiel de transport | 0 | 280.000 |
| 660 | | FETES ET CEREMONIES | 0 | 283.000 |
| 661-02 | | Frais de Passage Domestique | 900.000 | 0 |
| 662 | | IMPRESSIONS, RELIURES ET AUTRES PRESTAT. DE SCES | 0 | 750.000 |
| | | Total sous-chapitre 96000 | 1.963.000 | 1.963.000 |
| 96001 | | Affaires Economiques | | |
| 615 | | REMUNERATIONS DIVERSES | 0 | 300.000 |
| 661 | | FRAIS DE TRANSPORT | 508.400 | 0 |
| 826 | | CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS. | 0 | 8.400 |
| | | Total sous-chapitre 96001 | 508.400 | 508.400 |
| 96002 | | Mer et Aquaculture | | |
| 603 | | CARBURANTS ET PRODUITS DE GARAGE | 0 | 100.000 |
| 609 | | AUTRES DENREES ET FOURNITURES CONSOMMEES | 1.175.000 | 0 |

| S-CHA | ART. | INTITULE DE L'IMPUTATION | CREDITS ANNULES | CREDITS OUVERTS |
|-------|--------|---|-----------------|-----------------|
| | 615 | REMUNERATIONS DIVERSES | 0 | 200.000 |
| | 630 | LOYERS ET CHARGES LOCATIVES | 600.000 | 0 |
| | 631 | ENTRETIEN ET REPARATION A L'ENTREPRISE | 300.000 | 0 |
| | 633 | ACQUISITION PETIT MATERIEL OUTILLAGE ET MOBILIER | 0 | 350.000 |
| | 634 | ELECTRICITE, EAU, GAZ | 0 | 300.000 |
| | 661 | FRAIS DE TRANSPORT | 0 | 1.120.000 |
| | 826 | CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS. | 0 | 5.000 |
| | | Total sous-chapitre 96002 | 2.075.000 | 2.075.000 |
| 96003 | | Tourisme | | |
| | 600 | PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET D'HYGIENE | 45.000 | 0 |
| | 605 | PRODUITS D'ENTRETIEN MENAGER | 25.000 | 0 |
| | 608 | FOURNITURES DE BUREAU | 0 | 550.000 |
| | 609 | AUTRES DENREES ET FOURNITURES CONSOMMEES | 0 | 45.000 |
| | 6314 | Entretien de materiel, outillage et mobilier | 0 | 245.000 |
| | 643 | FRAIS DE SEJOUR ET DE STAGE | 250.000 | 0 |
| | 661 | FRAIS DE TRANSPORT | 500.000 | 0 |
| | 668 | DEPENSES IMPREVUES | 36.000 | 0 |
| | 826 | CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS. | 0 | 16.000 |
| | | Total sous-chapitre 96003 | 856.000 | 856.000 |
| 96009 | | Autres interventions | | |
| | 645-01 | Frais de desenclavement des archipels | 11.437.925 | 0 |
| | 826 | CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS. | 0 | 11.437.925 |
| | | Total sous-chapitre 96009 | 11.437.925 | 11.437.925 |
| 96100 | | Ministre et son Cabinet | | |
| | 660 | FETES ET CEREMONIES | 145.600 | 0 |
| | 826 | CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS. | 0 | 145.600 |
| | | Total sous-chapitre 96100 | 145.600 | 145.600 |
| 96101 | | Services centraux du Service de l'Economie Rurale | | |
| | 603 | CARBURANTS ET PRODUITS DE GARAGE | 2.260.000 | 0 |
| | 633 | ACQUISITION PETIT MATERIEL OUTILLAGE ET MOBILIER | 0 | 500.000 |
| | 634 | ELECTRICITE, EAU, GAZ | 0 | 1.400.000 |
| | 638 | PRIMES D'ASSURANCE | 0 | 300.000 |
| | 826 | CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS. | 0 | 60.000 |
| | | Total sous-chapitre 96101 | 2.260.000 | 2.260.000 |
| 96102 | | Developpement de l'agriculture | | |
| | 609 | AUTRES DENREES ET FOURNITURES CONSOMMEES | 6.000.000 | 0 |
| | 631 | ENTRETIEN ET REPARATION A L'ENTREPRISE | 0 | 4.500.000 |
| | 661 | FRAIS DE TRANSPORT | 0 | 1.500.000 |
| | | Total sous-chapitre 96102 | 6.000.000 | 6.000.000 |
| 96103 | | Developpement de l'elevage | | |
| | 600 | PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET D'HYGIENE | 0 | 400.000 |
| | 609 | AUTRES DENREES ET FOURNITURES CONSOMMEES | 535.000 | 0 |
| | 633 | ACQUISITION PETIT MATERIEL OUTILLAGE ET MOBILIER | 0 | 200.000 |
| | 639 | AUTRES TRAVAUX ET SERVICES EXTERIEURS | 800.000 | 0 |
| | 826 | CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS. | 0 | 735.000 |
| | | Total sous-chapitre 96103 | 1.335.000 | 1.335.000 |
| 96106 | | Rech.agronomique condition.police phytosanitaire | | |
| | 662 | IMPRESSIONS, RELIURES ET AUTRES PRESTAT. DE SCES | 0 | 21.000 |
| | 663 | DOCUMENTATION GENERALE | 21.000 | 0 |
| | | Total sous-chapitre 96106 | 21.000 | 21.000 |

| B-CHA | ART. | INTITULE DE L'IMPUTATION | CREDITS ANNULES | CREDITS OUVERTS |
|-----------|------|--|-----------------|-----------------|
| 76107 | | Agro-alimentaire | | |
| 600 | | PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET D'HYGIENE | 75.000 | 0 |
| 602 | | HABILLEMENT | 150.000 | 0 |
| 603 | | CARBURANTS ET PRODUITS DE GARAGE | 225.000 | 0 |
| 605 | | PRODUITS D'ENTRETIEN MENAGER | 75.000 | 0 |
| 609 | | AUTRES DENREES ET FOURNITURES CONSOMMEES | 800.000 | 0 |
| 634 | | ELECTRICITE, EAU, GAZ | 0 | 1.325.000 |
| | | Total sous-chapitre 76107 | 1.325.000 | 1.325.000 |
| 96200 | | Ministère et son Cabinet | | |
| 600 | | PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET D'HYGIENE | 0 | 10.000 |
| 602 | | HABILLEMENT | 0 | 80.000 |
| 609 | | AUTRES DENREES ET FOURNITURES CONSOMMEES | 40.000 | 0 |
| 6314 | | Entretien de matériel, outillage et mobilier | 0 | 176.000 |
| 633 | | ACQUISITION PETIT MATERIEL OUTILLAGE ET MOBILIER | 276.000 | 0 |
| 660 | | FETES ET CEREMONIES | 0 | 130.000 |
| 663 | | DOCUMENTATION GENERALE | 80.000 | 0 |
| | | Total sous-chapitre 96200 | 396.000 | 396.000 |
| 96201 | | Service ordinaire | | |
| 603 | | CARBURANTS ET PRODUITS DE GARAGE | 1.100.000 | 0 |
| 608 | | FOURNITURES DE BUREAU | 200.000 | 0 |
| 96201 609 | | AUTRES DENREES ET FOURNITURES CONSOMMEES | 80.000 | 0 |
| 611 | | REMUNERATION BRUTE DU PERSONNEL TEMPORAIRE | 0 | 414.000 |
| 615 | | REMUNERATIONS DIVERSES | 0 | 2.112.037 |
| 618 | | CHARGES SOCIALES, PART PATRONALE | 0 | 137.250 |
| 630 | | LOYERS ET CHARGES LOCATIVES | 0 | 530.975 |
| 6314 | | Entretien de matériel, outillage et mobilier | 530.000 | 0 |
| 633 | | ACQUISITION PETIT MATERIEL OUTILLAGE ET MOBILIER | 180.000 | 0 |
| 634 | | ELECTRICITE, EAU, GAZ | 0 | 3.100.000 |
| 637 | | TRAVAUX POUR LE COMPTE DE TIERS | 1.452.245 | 0 |
| 661 | | FRAIS DE TRANSPORT | 3.127.000 | 0 |
| 661-04 | | Indemnités kilométriques | 1.100.000 | 0 |
| 664 | | FRAIS DE POSTES ET TELECOMMUNICATIONS | 0 | 1.290.000 |
| 826 | | CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS, | 0 | 184.983 |
| | | Total sous-chapitre 96201 | 7.769.245 | 7.769.245 |
| 96202 | | Flottille administrative | | |
| 602 | | HABILLEMENT | 2.000.000 | 0 |
| 605 | | PRODUITS D'ENTRETIEN MENAGER | 919.958 | 0 |
| 608 | | FOURNITURES DE BUREAU | 0 | 358.658 |
| 661 | | FRAIS DE TRANSPORT | 0 | 277.480 |
| 663 | | DOCUMENTATION GENERALE | 333.658 | 0 |
| 664 | | FRAIS DE POSTES ET TELECOMMUNICATIONS | 302.480 | 0 |
| 826 | | CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS, | 0 | 2.919.958 |
| | | Total sous-chapitre 96202 | 3.556.096 | 3.556.096 |
| 96203 | | Parc à Matériel | | |
| 603 | | CARBURANTS ET PRODUITS DE GARAGE | 355.537 | 0 |
| 615 | | REMUNERATIONS DIVERSES | 0 | 950.000 |
| 6315 | | Entretien de matériel de transport | 1.400.000 | 0 |
| 633 | | ACQUISITION PETIT MATERIEL OUTILLAGE ET MOBILIER | 0 | 130.000 |
| 634 | | ELECTRICITE, EAU, GAZ | 0 | 1.400.000 |
| 638 | | PRIMES D'ASSURANCE | 0 | 225.537 |
| 661 | | FRAIS DE TRANSPORT | 957.000 | 0 |
| 662 | | IMPRESSIONS, RELIURES ET AUTRES PRESTAT. DE SCES | 0 | 7.000 |
| | | Total sous-chapitre 96203 | 2.712.537 | 2.712.537 |

| S-CHA | ART. | INTITULÉ DE L'IMPUTATION | CREDITS ANNULÉS | CREDITS OUVERTS |
|-------|------|--|-----------------|-----------------|
| 96301 | | Amenagement et Urbanisme | | |
| | 608 | FOURNITURES DE BUREAU | 0 | 100.000 |
| | 630 | LOYERS ET CHARGES LOCATIVES | 0 | 50.000 |
| | 631 | ENTRETIEN ET REPARATION A L'ENTREPRISE | 0 | 500.000 |
| | 639 | AUTRES TRAVAUX ET SERVICES EXTERIEURS | 0 | 150.000 |
| | 661 | FRAIS DE TRANSPORT | 500.000 | 0 |
| | 662 | IMPRESSIONS, RELIURES ET AUTRES PRESTAT. DE SCES | 0 | 400.000 |
| | 663 | DOCUMENTATION GENERALE | 0 | 60.000 |
| | 665 | FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX | 0 | 40.000 |
| | 669 | AUTRES FRAIS DE GESTION GENERALE ET DE TRANSPORT | 800.000 | 0 |
| | | Total sous-chapitre 96301 | 1.300.000 | 1.300.000 |
| 96302 | | Cadastré | | |
| | 615 | REMUNERATIONS DIVERSES | 300.000 | 0 |
| | 6314 | Entretien de materiel, outillage et mobilier | 0 | 300.000 |
| | 6315 | Entretien de materiel de transport | 17.882 | 0 |
| | 826 | CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS. | 0 | 17.882 |
| | | Total sous-chapitre 96302 | 317.882 | 317.882 |
| 96401 | | Energie et mines | | |
| | 608 | FOURNITURES DE BUREAU | 0 | 55.000 |
| | 609 | AUTRES DENREES ET FOURNITURES CONSOMMEES | 170.000 | 0 |
| | 615 | REMUNERATIONS DIVERSES | 0 | 32.010 |
| | 631 | ENTRETIEN ET REPARATION A L'ENTREPRISE | 0 | 95.000 |
| | 661 | FRAIS DE TRANSPORT | 12.010 | 0 |
| | 662 | IMPRESSIONS, RELIURES ET AUTRES PRESTAT. DE SCES | 9.500 | 0 |
| | 663 | DOCUMENTATION GENERALE | 0 | 9.500 |
| | 669 | AUTRES FRAIS DE GESTION GENERALE ET DE TRANSPORT | 2.640 | 0 |
| | 826 | CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS. | 0 | 2.640 |
| | | Total sous-chapitre 96401 | 194.150 | 194.150 |
| 96500 | | Ministre et son Cabinet | | |
| | 602 | HABILLEMENT | 0 | 35.000 |
| | 603 | CARBURANTS ET PRODUITS DE GARAGE | 100.000 | 0 |
| | 608 | FOURNITURES DE BUREAU | 0 | 50.000 |
| | 609 | AUTRES DENREES ET FOURNITURES CONSOMMEES | 0 | 80.000 |
| | 615 | REMUNERATIONS DIVERSES | 30.000 | 0 |
| | 6314 | Entretien de materiel, outillage et mobilier | 10.000 | 0 |
| | 6315 | Entretien de materiel de transport | 10.000 | 0 |
| | 633 | ACQUISITION PETIT MATERIEL OUTILLAGE ET MOBILIER | 0 | 70.000 |
| | 639 | AUTRES TRAVAUX ET SERVICES EXTERIEURS | 35.000 | 0 |
| | 660 | FETES ET CEREMONIES | 20.000 | 0 |
| | 661 | FRAIS DE TRANSPORT | 155.000 | 0 |
| | 662 | IMPRESSIONS, RELIURES ET AUTRES PRESTAT. DE SCES | 0 | 25.000 |
| | 663 | DOCUMENTATION GENERALE | 40.000 | 0 |
| | 664 | FRAIS DE POSTES ET TELECOMMUNICATIONS | 0 | 140.000 |
| | | Total sous-chapitre 96500 | 400.000 | 400.000 |
| 96501 | | Economie des Transports | | |
| | 603 | CARBURANTS ET PRODUITS DE GARAGE | 1.915.880 | 0 |
| | 608 | FOURNITURES DE BUREAU | 0 | 230.000 |
| | 609 | AUTRES DENREES ET FOURNITURES CONSOMMEES | 0 | 170.000 |
| | 615 | REMUNERATIONS DIVERSES | 0 | 1.500.000 |
| | 630 | LOYERS ET CHARGES LOCATIVES | 150.000 | 0 |
| 96501 | 6314 | Entretien de materiel, outillage et mobilier | 230.000 | 0 |
| | 6315 | Entretien de materiel de transport | 0 | 1.820.000 |
| | 633 | ACQUISITION PETIT MATERIEL OUTILLAGE ET MOBILIER | 130.000 | 0 |
| | 634 | ELECTRICITE, EAU, GAZ | 0 | 150.000 |
| | 638 | PRIMES D'ASSURANCE | 0 | 200.000 |
| | 639 | AUTRES TRAVAUX ET SERVICES EXTERIEURS | 160.000 | 0 |

| S-CHA | ART. | INTITULÉ DE L'IMPUTATION | CREDITS ANNULES | CREDITS OUVERTS |
|-------|------|--|-----------------|-----------------|
| | 661 | FRAIS DE TRANSPORT | 1.260.000 | 0 |
| | 663 | DOCUMENTATION GENERALE | 50.000 | 0 |
| | 826 | CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS. | 174.120 | 0 |
| | | Total sous-chapitre 96501 | 4.070.000 | 4.070.000 |
| 96502 | | Transports Terrestres et Aeriens | | |
| | 603 | CARBURANTS ET PRODUITS DE GARAGE | 10.000 | 0 |
| | 605 | PRODUITS D'ENTRETIEN MENAGER | 10.000 | 0 |
| | 608 | FOURNITURES DE BUREAU | 0 | 253.646 |
| | 609 | AUTRES DENREES ET FOURNITURES CONSOMMEES | 10.000 | 0 |
| | 615 | REMUNERATIONS DIVERSES | 0 | 40.000 |
| | 6314 | Entretien de materiel, outillage et mobilier | 50.000 | 0 |
| | 6315 | Entretien de materiel de transport | 0 | 90.000 |
| | 633 | ACQUISITION PETIT MATERIEL OUTILLAGE ET MOBILIER | 150.000 | 0 |
| | 634 | ELECTRICITE, EAU, GAZ | 30.000 | 0 |
| | 638 | PRIMES D'ASSURANCE | 0 | 195.937 |
| | 639 | AUTRES TRAVAUX ET SERVICES EXTERIEURS | 127.265 | 0 |
| | 661 | FRAIS DE TRANSPORT | 325.937 | 0 |
| | 663 | DOCUMENTATION GENERALE | 10.000 | 0 |
| | 664 | FRAIS DE POSTES ET TELECOMMUNICATIONS | 150.000 | 0 |
| | 826 | CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS. | 0 | 293.619 |
| | | Total sous-chapitre 96502 | 873.202 | 873.202 |
| 96701 | | Ports | | |
| | 600 | PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET D'HYGIENE | 0 | 14.079 |
| | 603 | CARBURANTS ET PRODUITS DE GARAGE | 150.000 | 0 |
| | 608 | FOURNITURES DE BUREAU | 0 | 100.000 |
| | 609 | AUTRES DENREES ET FOURNITURES CONSOMMEES | 0 | 600.000 |
| | 615 | REMUNERATIONS DIVERSES | 0 | 330.000 |
| | 630 | LOYERS ET CHARGES LOCATIVES | 0 | 57.700 |
| | 6314 | Entretien de materiel, outillage et mobilier | 25.158 | 0 |
| | 6315 | Entretien de materiel de transport | 220.000 | 0 |
| | 633 | ACQUISITION PETIT MATERIEL OUTILLAGE ET MOBILIER | 0 | 335.805 |
| | 634 | ELECTRICITE, EAU, GAZ | 650.000 | 0 |
| | 639 | AUTRES TRAVAUX ET SERVICES EXTERIEURS | 0 | 100.000 |
| | 661 | FRAIS DE TRANSPORT | 76.431 | 0 |
| | 662 | IMPRESSIONS, RELIURES ET AUTRES PRESTAT. DE BCES | 0 | 39.005 |
| | 664 | FRAIS DE POSTES ET TELECOMMUNICATIONS | 455.000 | 0 |
| | | Total sous-chapitre 96701 | 1.576.589 | 1.576.589 |
| 96702 | | Navigaton et Affaires Maritimes | | |
| 96702 | 603 | CARBURANTS ET PRODUITS DE GARAGE | 0 | 60.000 |
| | 605 | PRODUITS D'ENTRETIEN MENAGER | 1.350 | 0 |
| | 608 | FOURNITURES DE BUREAU | 0 | 57.705 |
| | 609 | AUTRES DENREES ET FOURNITURES CONSOMMEES | 0 | 13.400 |
| | 6314 | Entretien de materiel, outillage et mobilier | 0 | 5.900 |
| | 633 | ACQUISITION PETIT MATERIEL OUTILLAGE ET MOBILIER | 0 | 16.785 |
| | 639 | AUTRES TRAVAUX ET SERVICES EXTERIEURS | 156.085 | 0 |
| | 662 | IMPRESSIONS, RELIURES ET AUTRES PRESTAT. DE BCES | 0 | 1.360 |
| | 663 | DOCUMENTATION GENERALE | 0 | 2.295 |
| | | Total sous-chapitre 96702 | 157.435 | 157.435 |
| 970 | | CHARGES ET PRODUITS NON AFFECTES | | |
| | 668 | DEPENSES IMPREVUES | 4.509.960 | 0 |
| | 699 | AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES | 0 | 4.509.960 |
| | | Total sous-chapitre 970 | 4.509.960 | 4.509.960 |
| | | TOTAL GENERAL | 165.367.558 | 165.367.558 |

Par arrêté n° 811 PR du 10 novembre 1986.— Il est accordé le versement d'une subvention au régime de protection sociale en milieu rural d'un montant de deux cent millions de francs CFP (200.000.000 F CFP), exercice 1986.

La dépense est imputable au budget local de fonctionnement, chapitre 961.09, article 657-50, exercice 1986.

Par arrêté n° 812 PR du 10 novembre 1986.— Un complément de subvention de cinq millions cent mille francs CFP (5.100.000 F CFP) pour l'exercice 1986 est accordé à la crèche Tama Here de Pirae.

La dépense est imputable au budget local de fonctionnement, sous-chapitre 935-04, article 657-37, exercice 1986.

Par arrêté n° 833 PR du 13 novembre 1986.— Un versement de deux millions de francs CFP (2.000.000 F CFP) est accordé à la fédération polynésienne de secourisme pour l'exercice 1985.

La dépense est imputable au budget local de fonctionnement, sous-chapitre 935.04, article 657-37, exercice 1986.

Par arrêté n° 834 PR du 13 novembre 1986.— Il est accordé le versement d'une subvention à la fédération polynésienne de secourisme au titre de l'exercice 1986.

La dépense d'un montant de deux cent trente quatre mille francs CFP (234.000 F CFP) est imputable au budget local de fonctionnement, sous-chapitre 951.02, article 657-39, exercice 1986.

Par arrêté n° 835 PR du 13 novembre 1986.— Il est accordé le versement d'une subvention au centre hospitalier territorial de Mamao, pour le bâtiment Scanner d'un montant de quarante millions de francs CFP (40.000.000 F CFP).

La dépense est imputable au budget local d'investissement, sous-chapitre 911, article 130, opération 199.85, exercice 1986.

Par arrêté n° 836 PR du 13 novembre 1986.— Il est accordé le versement d'une subvention au centre hospitalier territorial de Mamao pour son matériel de santé, d'un montant de douze millions sept cent mille francs CFP (12.700.000 F CFP).

La dépense est imputable au budget local d'investissement, sous-chapitre 911, article 130, opération n° 336.86, exercice 1986.

Par arrêté n° 837 PR du 13 novembre 1986.— Il est accordé le versement d'une subvention au Maraamu Sailing Club au titre de l'exercice 1986.

La dépense d'un montant de cinq cent vingt sept mille francs CFP (527.000 F CFP) est imputable au budget de fonctionnement, sous-chapitre 951.02, article 657-51, exercice 1986.

Par arrêté n° 838 PR du 13 novembre 1986.— Il est accordé le versement d'une subvention à la ligue de Polynésie française de Karaté, Tae Kwon Do, Kung Fu et Arts Martiaux affinitaires au titre de l'exercice 1986.

La dépense d'un montant de cent quatre vingt dix mille huit cents francs CFP (190.800 F CFP) est imputable au budget local de fonctionnement, sous-chapitre 951.02, article 657-51, exercice 1986.

Par arrêté n° 839 PR du 13 novembre 1986.— Une subvention de seize millions huit cent mille francs CFP (16.800.000 F CFP) à valoir sur sa subvention 1986 est accordée au centre des Métiers d'Art.

La dépense est imputable au budget local de fonctionnement, sous-chapitre 951.03, article 657-09, exercice 1986.

Par arrêté n° 840 PR du 13 novembre 1986.— Il est accordé un 6e acompte au titre du 4e trimestre 1986 d'un montant de quarante millions deux cent vingt cinq mille francs CFP (40.225.000 F CFP) au profit de l'institut de la communication audio-visuelle.

La dépense est imputable au budget local de fonctionnement, sous-chapitre 943.02, article 657-05, exercice 1986.

Par arrêté n° 841 PR du 13 novembre 1986.— Il est accordé un troisième versement, au titre de l'exercice 1986, de six millions de francs CFP (6.000.000 F CFP) à l'Académie tahitienne.

La dépense est imputable au budget local de fonctionnement, sous-chapitre 935.04, article 657-37, exercice 1986.

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE L'ÉNERGIE ET DES MINES

ARRETE n° 2984 MEA du 3 novembre 1986 autorisant la réalisation d'un lotissement dénommé "Lotissement Tiare Village", par M. Jean Michel Cartier, à Punaauia, PK 11,500 - côté montagne.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement, de l'énergie et des mines,

Arrête :

Article 1er.— M. Jean-Michel Cartier est autorisé à réaliser un lotissement dénommé "Lotissement Tiare Village" sur une parcelle des terres Maveraura, Maveraura 5 et Tapuaetou sises dans la commune de Punaauia, PK 11,500 côté montagne.

Ce lotissement comprend dix-sept (17) lots destinés à la vente consentie pour l'habitation.

Les conditions et prescriptions relatives à la réalisation du lotissement sont indiquées dans les articles 3 et ci-après.

Art. 2.— Dossier du lotissement

Le dossier du lotissement pris en considération comprend les documents suivants, enregistrés au service de l'aménagement du territoire (section urbanisme opérationnel et construction), sous le n° 85-1363 en date du 18 décembre 1985 :

- Plan de situation
- Plan topographique
- Plan de bornage
- Plan des terrassements
- Plan de voirie et assainissement
- Plan des réseaux
- Profils en long
- Profils en travers
- Projet du cahier des charges

Art. 3.— Voirie - Terrassement

Les travaux de terrassements seront exécutés conformément aux plans présentés. Toutes dispositions devront être prévues afin que l'exécution des travaux n'entraîne aucun dégât ou désagrément aux propriétés riveraines.

Des pans coupés d'au moins 6 mètres de large devront être aménagés à l'intersection du chemin et de la route de ceinture.

Il sera réservé une desserte au profit de la parcelle de la terre Maveraura 3, à partir de la route du lotissement.

Art. 4.— Assainissement

Eaux pluviales :

- Les travaux d'assainissement des eaux pluviales seront réalisés conformément aux plans déposés le 11 juin 1986 à l'appui de la demande.

Le lotisseur prendra à sa charge la réalisation et le maintien en état du fossé en terre, de 3 mètres de large, au nord de la parcelle de la terre Maveraura 3, reprenant les eaux de ruissellement de la vallée amont, depuis l'emprise de la future route des plaines jusqu'à la route du lotissement. Ce dispositif pourra être ultérieurement revu en fonction de la réalisation de l'assainissement de cette future route.

Toutes mesures nécessaires doivent être prises pour assurer le recueil et l'évacuation des eaux pluviales sans risque et ni gêne pour le voisinage.

Eaux usées :

Une étude du sol (test de percolation), effectuée par un laboratoire agréé, sera présentée au service d'hygiène et de salubrité publique qui déterminera le type d'assainissement à mettre en place. Une copie de cette étude sera également déposée au secrétariat du service de l'aménagement du territoire.

Art. 5.— Réseau incendie

Le lotissement devra être défendu par un réseau de poteaux d'incendie implantés de manière à ce qu'aucune parcelle ne soit distante de plus de 150 mètres de l'un deux.

Ces poteaux d'incendie devront être de type normalisé de 100 mm, assurant un débit de 17 litres/seconde, sous une pression minimale de 1 bar.

Ce débit devant être garanti pour une durée de 2 heures, à défaut d'un réseau d'adduction d'eau répondant à ces exigences (60 m³/heure pendant 2 heures), il y aura lieu de prévoir une réserve incendie d'au moins 120 m³.

Toutefois, si cette réserve peut être réalimentée, elle pourra être diminuée du double du débit horaire d'appoint.

Art. 6.— Réseaux électrique et téléphonique

Le réseau d'adduction électrique sera réalisé selon les normes techniques de distribution publique.

Le réseau téléphonique sera réalisé conformément au plan agréé par l'office des postes et télécommunications. Une attestation de réception, délivrée à l'issue des travaux par l'office des postes et télécommunications, devra être fournie à l'appui de la demande de certificat de conformité.

Art. 7.— Cahier des charges

Outre les indications ou rectifications à apporter au projet de cahier des charges en fonction des articles ci-dessus de la présente autorisation, la composition des lots à rectifier devra être indiquée (désignation, contenance et limites) pour tenir compte de la servitude de passage au profit de la terre Maveraura 3.

Art. 8.— Dossier rectifié

Le cahier des charges et le plan de recollement correspondant aux travaux réellement exécutés seront déposés en quatre exemplaires au service de l'aménagement du territoire pour approbation, avant toute demande de certificat de conformité.

Deux (2) expéditions de ce cahier des charges définitivement approuvé seront déposées au service de l'aménagement du territoire, après accomplissement des formalités d'enregistrement et de transcription.

Art. 9.— Communication au public

Le présent arrêté et le dossier annexé sont mis à la disposition du public, conformément aux dispositions de l'article 43 de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961, aux secrétariats :

- de la mairie de Punaauia
- et du service de l'aménagement du territoire (section urbanisme opérationnel et construction).

Art. 10.— Le chef du service de l'aménagement du territoire est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française, et notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 3 novembre 1986.

Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement, de l'énergie
et des mines,

Gaston TONG SANG.

AREETE n° 2985 MEA du 3 novembre 1986 — 2e avenant à la décision n° 9769 IDV du 16 décembre 1981 autorisant la réalisation du lotissement Toarotu Rahi, par M. Jean-Jacques Lequerré, à Punaauia.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement, de l'énergie et des mines,

Arrête :

Article 1er.— Dans le cadre de la réalisation du lotissement Toarotu Rahi, de 25 lots, de M. Jean-Jacques Lequerré, sur le lot D de la terre Toarotu Rahi sise à Punaauia, PK 13,400, attendant au lotissement Punavai montagne, le plan modification et l'additif au cahier des charges dudit lotissement déposés au service de l'aménagement du territoire les 16 juin et 21 juillet 1986, sont approuvés.

Cette modification porte sur la rectification des limites des 3 lots A3, BC1 et BC2.

Art. 2.— Deux (2) expéditions du cahier des charges définitif du lotissement seront déposées au secrétariat du service de l'aménagement du territoire (section urbanisme opérationnel et construction), portant mention de transcription.

Art. 3.— Communication public

Le présent arrêté et le dossier correspondant à annexer au dossier d'origine sont mis à la disposition du public, conformément aux dispositions de l'article 43 de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961, aux secrétariats :

- de la mairie de Punaauia
- et du service de l'aménagement du territoire (section urbanisme opérationnel et construction).

Art. 4.— Le chef du service de l'aménagement du territoire est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française, et notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 3 novembre 1986.

Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement, de l'énergie
et des mines,

Gaston TONG SANG.

ARRETE n° 1344 CM du 4 novembre 1986 autorisant l'acquisition de la terre Poatu - Hopui - Matai sise à Rikitea - Gambier.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement, de l'énergie et des mines ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 350 PR du 15 avril 1986 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu la délibération n° 78-145 du 24 août 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé ;

Vu la décision de la commission des évaluations immobilières dans la séance du 16 octobre 1986 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 15 octobre 1986,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisée l'acquisition par le territoire de la Polynésie française de la terre Poatu - Hopui - Matai sise à Riki-tea - Gambier d'une superficie de 1 ha 11 a 80 ca et des constructions et aménagements y réalisés appartenant à M. Francis Ariioehau Sanford, moyennant le prix de quinze millions de francs (15.000.000 F) payable comptant toutes formalités remplies.

Art. 2.— Les frais de rédaction et de publication de l'acte seront à la charge du territoire.

Art. 3.— La dépense est imputable au budget local, chapitre 90001, article 2100 - OP. 312.86 - AE. 298.86.

Art. 4.— Le ministre de l'équipement, de l'aménagement, de l'énergie et des mines et le vice-président, ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 novembre 1986.

Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement
du territoire :

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement, de l'énergie
et des mines,*

Gaston TONG SANG.

*Le vice-président,
ministre de l'économie
et des finances,*

Patrick PEAUCELLIER.

ARRETE n° 1345 CM du 5 novembre 1986 autorisant M. Jacques Teura à occuper et remblayer un emplacement du domaine public maritime à Nunue - commune de Bora-Bora (Iles Sous-le-Vent).

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement, de l'énergie et des mines ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 350 PR du 15 avril 1986 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu la délibération n° 78-128 du 3 août 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale portant réglementation en matière d'occupation du domaine public, modifiée par la délibération n° 85-1107 AT du 31 octobre 1985 ;

Vu le cahier des charges-type de concession temporaire à charge de remblai du domaine public maritime ;

Vu l'arrêté n° 1129 DOM du 28 février 1980 fixant le montant des redevances dues pour occupations temporaires du domaine public maritime, complété par l'arrêté n° 1079 DOM du 3 août 1983 ;

Vu l'avis de la commission consultative des demandes d'occupation du domaine public territorial réunie le 23 octobre 1986 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 31 octobre 1986,

Arrête :

Article 1er.— M. Jacques Teura est autorisé à occuper et remblayer un emplacement du domaine public maritime, d'une

superficie de 1 817 m², sis au droit du lot 3 de la terre Tepaitia-ro à Nunue - commune de Bora-Bora.

Et tel qu'il figure au plan masse général n° 201 d'octobre 1986.

Art. 2.— La présente autorisation est accordée aux clauses et conditions du contrat-type de concession temporaire à charge de remblais et aux conditions particulières ci-après :

1° Les remblais seront exécutés partiellement en sable et retenus latéralement par des murets en pierre. Le long du rivage du lagon, les remblais de sable seront talutés en pente douce de façon à constituer une plage.

2° Le bénéficiaire pourra édifier sur cet emplacement 5 bungalows sur pilotis. Les constructions doivent être de caractère traditionnel avec emploi de matériaux locaux.

3° Les constructions ainsi que le prélevement de sable sur le domaine public seront subordonnés à la délivrance des autorisations conformément à la réglementation en vigueur.

4° Sous peine de résiliation, les travaux de constructions et d'aménagements devront être achevés dans un délai de deux ans à compter de la date du présent arrêté.

5° Le bénéficiaire s'engage à prendre en charge toutes les conséquences dommageables éventuelles qu'induirait ces travaux sur les propriétés riveraines.

Il sera seul tenu à toutes les garanties que ces occupations, remblais et constructions pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés.

Il fera son affaire personnelle de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre le territoire.

6° Le bénéficiaire devra mettre en oeuvre tous les moyens propres à assurer la protection du milieu naturel et s'engage à se conformer aux recommandations et directives qui pourront lui faire tenir le service de la délégation à l'environnement et tous offices ou établissements publics chargés de cette protection.

Art. 3.— La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse des domaines à Papeete, est de quatre vingt dix neuf mille quatre vingt cinq francs CP (99.085.FCP). Elle sera doublée à l'issue des trois premières années.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues seront majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980.

Art. 4.— En cas d'observation de l'une ou l'autre des dispositions prévues aux articles 2 et 3, après commandement d'exécution demeuré infructueux, le conseil des ministres pourra soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages et intérêts.

Art. 5.— A l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, les constructions et installations de toute nature devront être enlevées par le bénéficiaire et à ses frais, sauf avis contraire du territoire.

Art. 6.— Le ministre de l'équipement, de l'aménagement, de l'énergie et des mines, le vice-président, ministre de l'économie et des finances et le ministre de la santé et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 novembre 1986.

Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement
du territoire :

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement, de l'énergie
et des mines,*

Gaston TONG SANG.

Le vice-président,
ministre de l'économie
et des finances,
Patrick PEAUCELLIER.

Le ministre de la santé
et de l'environnement,
Lysis LAVIGNE.

ARRETE n° 3168 MEA/AU/ISLV du 7 novembre 1986 autorisant la réalisation d'un lotissement par Mme Colette Dauzet-Begon sur un emplacement du domaine public maritime effectué au droit des terres Teana 2 - 3 et 4 sises à Avera - commune de Taputapuatea.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement, de l'énergie et des mines,

Arrête :

Article 1er. — Mme Colette Dauzet-Begon, domiciliée à Avera, commune de Taputapuatea, île de Raiatea, est autorisée, sous les conditions et prescriptions ci-après, à créer un lotissement de huit (8) lots sur un emplacement du domaine public maritime effectué au droit des terres Teana 2 - 3 - 4 sises à Avera, commune de Taputapuatea, PK 5, côté mer.

Ces lots, numérotés de 1 à 8, sont destinés exclusivement à l'édification d'unités à usage d'habitation.

Art. 2. — Dossier du lotissement

Le dossier du lotissement pris en considération comprend les documents suivants :

- Demande d'autorisation
- Plan de situation
- Plan parcellaire
- Plan de voirie - réseaux divers
- Plan du réseau téléphonique
- Certificat de conformité du remblai
- Attestation notariée (étude Lequerré)
- Cahier des charges

Art. 3. — Voirie

Le réseau routier sera réalisé conformément au plan V.R.D. et suivant les règles de l'article.

En particulier, le revêtement devra avoir une bonne tenue aux intempéries et dans le temps.

Le nombre des débouchés sur la route de ceinture devra être limité à trois, auxquels un panneau de signalisation "Stop" devra être mis en place.

Art. 4. — Eau potable

La mise en place d'une adduction d'eau potable en quantité suffisante et de qualité sera prévue pour les besoins de chaque lot.

La pétitionnaire en fait son affaire en cas d'insuffisance d'eau potable et ne pourra intenter aucune action à l'encontre du territoire ou de la commune.

Art. 5. — Réseau incendie

Le lotissement devra être défendu par un poteau d'incendie normalisé à une distance maximale de 150 mètres des lots les plus éloignés.

Art. 5. — Réseaux électrique et téléphonique

Un réseau électrique sera réalisé suivant la norme C 15.100. Un certificat l'attestant, délivré par l'installateur, devra être fourni à l'achèvement des travaux.

Le réseau téléphonique sera réalisé suivant les normes et les plans agréés par l'Office des postes et télécommunications.

Art. 7. — Cahier des charges

Le projet de cahier des charges sera rectifié en fonction des articles ci-dessus.

En outre :

• à la page 17, "Construction" : la possibilité offerte, au 3e alinéa, d'édifier deux bâtiments sur chaque lot, ne pourra être confirmée que si les réseaux et branchements correspondants le permettent effectivement, ces éléments étant vérifiés lors de la demande de certificat de conformité.

• à la page 27, "Indemnité pénale" :

- au lieu de : " Il aura droit à une indemnité forfaitaire fixée à 10 % . . . "
- lire : " il demanderait au tribunal l'application d'une indemnité "

Deux (2) exemplaires du cahier des charges définitivement approuvé seront déposés, après avoir satisfait aux formalités d'enregistrement et de transcription, à la subdivision du service de l'aménagement du territoire aux îles Sous-le-Vent.

Art. 8. — Délai de validité

La présente autorisation deviendra caduque si les travaux de réalisation ne sont pas commencés dans un délai de deux (2) ans à compter de la notification. Le délai d'achèvement est fixé à trois (3) ans à compter de la notification de l'autorisation.

Art. 9. — Communication au public

Le présent arrêté et le dossier annexé sont mis à la disposition du public, conformément aux dispositions de l'article 43 de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961, aux secrétariats :

- de la mairie de Taputapuatea
- et de la subdivision du service de l'aménagement du territoire aux îles Sous-le-Vent.

Art. 10. — Le chef du service de l'aménagement du territoire est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 7 novembre 1986.

Pour le ministre de l'équipement,
de l'aménagement, de l'énergie
et des mines, et par délégation :

Le chef du service de l'aménagement
du territoire,

F. DUPUY.

MINISTÈRE DE L'EMPLOI, DU LOGEMENT ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

ARRETE n° 1343 CM du 5 novembre 1986 portant fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG et SMAG) au 1er novembre 1986.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'emploi, du logement et de la fonction publique ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi 86-845 du 17 juillet 1986 relative aux principes généraux du droit du travail en Polynésie française ;

Vu l'article 237 du décret du 21 novembre 1933 portant organisation judiciaire et fixant les règles de procédure en Océanie ;

Vu l'arrêté modifié n° 211 TLS du 18 janvier 1973 déterminant les modalités de fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti et notamment ses articles 2 et 3 ;

Vu la décision n° 1098 ITSTAT du 23 janvier 1981 créant un indice des prix de détail à la consommation familiale ;

Vu la décision n° 1236 TLS du 17 décembre 1982 modifiant l'article 2 de l'arrêté n° 211 TLS du 18 janvier 1973 ;

Vu l'avis émis par la commission consultative du travail en sa séance du 30 octobre 1986 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 22 octobre 1986.

Arrête :

Article 1er.— Le salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG et SMAG) est fixé à 447,12 FCP de l'heure à compter du 1er novembre 1986.

Art. 2.— Le ministre de l'emploi, du logement et de la fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française, selon la procédure d'urgence.

Fait à Papeete, le 5 novembre 1986.

Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement
du territoire :

*Le ministre de l'emploi, du logement
et de la fonction publique,*

Michel BUIILLARD.

ARRETE n° 1350 CM du 10 novembre 1986 portant nomination du directeur de la caisse de prévoyance sociale.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'emploi, du logement et de la fonction publique ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi 86-845 du 17 juillet 1986 relative aux principes généraux du droit du travail et à l'organisation et au fonctionnement de l'inspection du travail et des tribunaux du travail en Polynésie française, et notamment son titre III du livre I et son article final ;

Vu l'arrêté n° 1335 IT du 28 septembre 1956 portant institution d'un régime de prestations familiales au profit des travailleurs salariés du territoire des établissements français de l'Océanie ;

Vu l'arrêté n° 1336 IT du 28 septembre 1956 portant organisation et fonctionnement de la caisse de compensation des prestations familiales du territoire des Etablissements français de l'Océanie ;

Vu l'arrêté 1408 IT du 13 octobre 1956 fixant les règles relatives aux opérations financières et comptables de la caisse de compensation des prestations familiales ;

Vu la délibération n° 97-86 du conseil d'administration de la caisse de prévoyance sociale en date du 23 octobre 1986 ;

Vu le rapport du chef du service de l'inspection du travail et des lois sociales du 24 octobre 1986 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 29 octobre 1986,

Arrête :

Article 1er.— M. Denis Vernaudon est nommé directeur de la caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française.

Art. 2.— La date d'entrée en fonction de M. Denis Vernaudon est fixée au lundi 17 novembre 1986.

Art. 3.— Les conditions de rémunération et d'emploi seront déterminées par délibération du conseil d'administration de la caisse de prévoyance sociale.

Art. 4.— Le ministre de l'emploi, du logement et de la fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 10 novembre 1986.

Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement
du territoire :

*Le ministre de l'emploi,
du logement
et de la fonction publique,*

Michel BUIILLARD.

MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ARTISANAT TRADITIONNEL

ARRETE n° 2990 MAA du 3 novembre 1986 relatif à l'octroi d'une aide au titre de l'intervention du fonds spécial d'investissement pour le développement de l'agriculture.

Le ministre de l'agriculture et de l'artisanat traditionnel,

Arrête :

Article 1er.— Au titre de l'aide à l'achat de tracteurs et motoculteurs, les primes sont attribuées à :

| | FCP |
|---|---------|
| Tahiti | |
| Apéang John, Papeari, (Socrédo 36 976 I) | 67.185 |
| Bernard Robert, Papara (Socrédo 19 226 F) | 207.750 |
| Chapman Richmond Hurimana, Papeari (Socrédo 35 384 M) | 79.650 |
| Mou Sang Richard, Papara (Socrédo Y 1025 B) | 549.000 |
| Tehoarii Temauri, Taravao (Socrédo 07 738 L) | 474.500 |

Moorea

| | |
|--|---------|
| Tauhiro Terea Terea, Moorea (Socrédo 06 319 S) | 363.600 |
|--|---------|

Gambiers

| | |
|---|---------|
| Labbey Louis, Gambiers (Socrédo 36 857 C) | 342.717 |
|---|---------|

Tubuai

| | |
|--|---------|
| Anihia Matafaamuu dit Mata, Mataura (Socrédo 04 284 Q) | 545.250 |
| Teinauri Teraihuarii, Mataura (Socrédo W 2201 T) | 386.290 |

Marquises

| | |
|---|---------|
| Raucy Abel, Hiva Oa (Socrédo 55 605 Q) | 245.690 |
| Robard Philippe, Nuku Hiva (Socrédo 28 684 C) | 88.500 |

TOTAL 3.350.132

Art. 2.— La dépense est imputable au F.S.I.D.A. — Opération 4/86 — Article 43 «Aide à l'achat des tracteurs et motoculteurs». Les primes seront versées sur le compte bancaire de chacun des bénéficiaires.

Art. 3.— Le ministre de l'agriculture et de l'artisanat traditionnel est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 novembre 1986.

*Le ministre de l'agriculture
et de l'artisanat traditionnel,*

Georges KELLY.

ARRETE n° 2991 MAA du 3 novembre 1986 relatif à l'octroi d'une aide au titre de l'intervention du fonds spécial d'investissement pour le développement de l'agriculture.

Le ministre de l'agriculture et de l'artisanat traditionnel,

Arrête :

Article 1er.— Au titre de l'aide à l'achat de pulvérisateurs et motoculteurs supérieur à 200.000 FCP et inférieur à 400.000 FCP. Les primes sont attribuées à :

Tahiti

| | FCP |
|---|----------------|
| Apéang John, Papeari (Socrédo 36 976 I) | 138.600 |
| Chei Timi, Vairao (Socrédo 19 985 L) | 117.200 |
| Faao Pua, Faaoone (Socrédo 55 268 T) | 117.200 |
| Taraufau Tuahu, Tautira (Socrédo 22 642 U) | 111.760 |
| Turi Puatorohiti, Papara (Socrédo 54 751 V) | 155.123 |
| TOTAL | 639.883 |

Art. 2.— La dépense est imputable au F.S.I.D.A. Opération 4/86 — Article 44 «Aide à l'achat de pulvérisateurs et motoculteurs supérieur à 200.000 FCP et inférieur à 400.000 FCP». Les primes seront versées sur le compte bancaire de chacun des bénéficiaires.

Art. 3.— Le ministre de l'agriculture et de l'artisanat traditionnel est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 novembre 1986.

*Le ministre de l'agriculture
et de l'artisanat traditionnel,*

Georges KELLY.

ARRETE n° 2992 MAA du 3 novembre 1986 relatif à l'octroi d'une aide au titre de l'intervention du fonds spécial d'investissement pour le développement de l'agriculture.

Le ministre de l'agriculture et de l'artisanat traditionnel,

Arrête :

Article 1er.— Au titre de l'aide à l'achat de petit matériel agricole, les primes sont attribuées à :

Tahiti

| | FCP |
|--|--------|
| Atae Jean, Mataiea (Socrédo 18 798 G) | 8.635 |
| Apéang Maina, Faaa (Socrédo Y 3 628 E) | 65.000 |
| Bennet William, Papeari (Socrédo 36 649 W) | 65.000 |
| Bernardino Robert, Mataiea (Socrédo 11 779 B) | 40.000 |
| Chant Henri, Papara (Socrédo Y 3 307 Q) | 31.050 |
| Chapman Auguste, Taravao (Socrédo 20 443 H) | 58.000 |
| Chei Timi, Vairao (Socrédo 19 985 L) | 23.455 |
| Cheung Py Hen Tchong Fat Thai, Tautira (Socrédo V 8 440 Z) | 4.255 |

| | |
|--|--------|
| Chin Hen Wai Tu, Mataiea (Socrédo 23 014 C) | 65.000 |
| Chung Taniera, Tautira (Socrédo 21 556 T) | 28.300 |
| Chung Si Nam Jean-Paul, Tautira (Socrédo 54 947 P) | 23.450 |
| Deschoenburg Matahi, Toahotu (Socrédo 16 672 L) | 65.000 |
| Faua Enoha, Papeari (Socrédo BIS 48 257 D 21) | 16.950 |
| Hioe Roseline, Toahotu (Socrédo W 3047 F) | 55.000 |
| Hulot Gérard, Paea (BT 15 00 37900 1000) | 57.500 |
| Langlois Ramois, Faaoone (Socrédo 42 078 Y) | 65.000 |
| Liant Paul, Teahupoo (Socrédo Y 0031 V) | 32.460 |
| Mau Sidonie, Toahotu (Socrédo 49 038 S) | 55.000 |
| Metua Jacques, Faaoone (BP 380 850 3014) | 47.500 |
| Pambrun Charles, Punaauia (Socrédo 11 924 S) | 65.000 |
| Paepaetaata Cameron, Tautira (Socrédo 16 117 P) | 31.000 |
| Paepaetaata Hoatua, Tautira (Socrédo BIS 009 377 T 21) | 33.245 |
| Patii Emile, Papeari (Socrédo 32 211 G) | 13.050 |
| Peni Jean-Claude, Papara (Socrédo 07 784 R) | 65.000 |
| Pito Teriura, Taravao (Socrédo 24 659 L) | 55.000 |
| Puarai Victor, Tiarei (Socrédo U 8985 W) | 19.480 |
| Pugibet Jean-Pierre, Punaauia (Socrédo 14 832 B) | 65.000 |
| Swapp Rosina, Mataiea (Socrédo 24 872 O) | 6.425 |
| Taero Lonatane, Mataiea (Socrédo Y 8021 Z) | 24.365 |
| Taumihau Théophile, Toahotu (Socrédo U 8732 D) | 55.000 |
| Tehahetua Henri, Taravao (Socrédo 47 476 C) | 55.000 |
| Teheura Timiona, Taravao (BT 11 60340 802 000) | 44.150 |
| Tehoarii Temauri, Taravao (Socrédo 07 738 L) | 65.000 |
| Temariiauma Aimé, Pueu (Socrédo Y 7838 C) | 24.365 |
| Tere Joséphine, Mahaena (Socrédo 42 899 B) | 55.000 |
| Teotahi William, Pueu (Socrédo 53 598 A) | 35.688 |
| Tiaahu Rifi, Tautira (Socrédo Y 3645 F) | 16.500 |
| Toa Claude, Papara (Socrédo 61 731 K) | 23.305 |
| Toofa Toarii, Pueu (BT 11 006 1160 2000) | 18.380 |
| Tuahine Reia, Tautira (Socrédo 21 702 L) | 14.950 |
| Tuaiva Tahutini, Faaoone (Socrédo 23 366 X) | 65.000 |
| Turi Rere, Punaauia (Socrédo 58 544 G) | 42.150 |
| Turi Puatorohiti, Papara (Socrédo 54 751 V) | 65.000 |
| Tuu Pierre, Pueu (Socrédo BIS 3902 L11) | 8.955 |
| Van Bastolaer Elisabeth, Taravao (Socrédo 51 059 W) | 47.890 |
| Veselsky Jaroslav, Tautira (Socrédo 34 475 K) | 65.000 |
| Wohler née Rochette Pierrette, Teahupoo (Socrédo 44 112 R) | 21.165 |
| Wong Fo Kouï Anna, Paea (Socrédo Y 5683 T) | 37.288 |

Moorea

FCP

| | |
|---|--------|
| Agnié Teraimaoa, Haapiti (Socrédo 17 418 D) | 32.175 |
| Chavez Thomas, Afareaitu (BP 17 667 0 3017) | 48.105 |
| Durietz Ismaël, Afareaitu (Socrédo 25 479 N) | 36.320 |
| Keck Henri Willy, Teavaro (Socrédo BIS 3111 05 426 Y) | 65.000 |
| Marama née Toofa Faimano, Haapiti (Socrédo 16 897 A) | 65.000 |
| Mau André, Afareaitu (Socrédo 32 608 X) | 44.420 |
| Mairau Marie, Pao Pao (BP 38293 03017) | 54.770 |
| Nehemia Tivini, Pao Pao (Socrédo 38 010 X) | 35.583 |
| Puarii Onezine, Haapiti (Socrédo 61 533 G) | 40.500 |
| Putua Elite William, Pao Pao (BP 37 665 0 3017) | 65.000 |
| Teariki Repeta, Pao Pao (Socrédo 12 199 R) | 65.000 |
| Tepea Remy, Pao Pao (Socrédo V 5016 B) | 32.645 |
| Teraillon Jean, Haapiti (Socrédo 47 045 J) | 65.000 |
| Tiaahu Arai, Pao Pao (Socrédo 38 006 B) | 14.245 |

Huahine

FCP

| | |
|--|--------|
| Fanaura Temahoatua dit Maroa, Maeva (Socrédo 16 027 O) | 65.000 |
| Itchner Herman, Fare (Socrédo 59 336 E) | 65.000 |
| Itchner Jacques Robert, Tefarerii (Socrédo 17 393 L) | 65.000 |
| Jault Jean-Bernard, Fare (Socrédo 57 354 Y) | 57.110 |
| Pahape Edouard, Tefarerii (Socrédo Y 5071 X) | 65.000 |
| Taerea Drollet, Fare (Socrédo W 1097 H) | 65.000 |
| Tai Jeanine, Haapu (Socrédo Y 9311 K) | 7.255 |
| Tai Marlène, Haapu (BT 05 603 056 02000) | 7.640 |
| Teheura Teiva, Haapu (Socrédo Y 5121 P) | 53.830 |
| Tetuairiaa Tetua, Fare (Socrédo 16 786 U) | 41.820 |

Raiatea

FCP

| | |
|---|--------|
| Deane James, Uturoa (Socrédo 90 311 F) | 36.900 |
| Fong Ahla, Opoa (Socrédo X 0879 E) | 3.413 |
| Genevois Léopold, Vaiaau (Socrédo 90 912 Y) | 30.575 |
| Rima Timiona, Puhine (Socrédo 47 170 N) | 30.575 |

Tahaa

| | |
|--|--------|
| Tehaai Teataura, Tiva (Socrédo X 9749 F) | 37.455 |
|--|--------|

Tubuai

FCP

| | |
|---|--------|
| Ebbs Tamati, Mahu (Socrédo 82 042 G) | 65.000 |
| Harua Lelia, Taahuaia (Socrédo 57 234 R) | 62.679 |
| Hauata Arieta, Haraimea (Socrédo W 7042 Q) | 65.000 |
| Hauata Tupatri, Haraimea (Socrédo 21 517 M) | 65.000 |
| Moe Daniel, Haraimea (Socrédo 22 690 C) | 65.000 |
| Opuu Teauraumea, Mahu (Socrédo 82 362 T) | 59.717 |
| Opuu Tetua, Huahine (Socrédo 82 362 T) | 53.019 |
| Tatarata Joceline, Taahuaia (BT 08 605 882 020 000) | 65.000 |
| Tere Daniel, Mahu (Socrédo 45 740 R) | 32.913 |
| Teritua Teupooiteura, Haraimea (Socrédo U 3786 X) | 8.619 |
| Tetuaesro Tehina, Haraimea (BT 08602 56 502000) | 65.000 |
| Touaitahuata Charles, Mataura (Socrédo 53 785 B) | 65.000 |
| Tunutu Marc, Mataura (Socrédo 36 519 N) | 65.000 |
| Tupea Tetuamaehu, Mahu (Socrédo 82 248 S) | 65.000 |
| Tupea Hélène, Huahine (Socrédo 82 212 G) | 65.000 |
| Tupea Tuera, Mataura (Socrédo 82 038 K) | 35.875 |
| Turina Arohi, Taahuaia (BT 08 600 023 020) | 26.804 |

Rurutu

FCP

| | |
|---|--------|
| Hatitio Notaha, Moerai (Socrédo V 6343 R) | 65.000 |
| Lacour Alain, Moerai (Socrédo V 9715 L) | 10.584 |
| Tepa Arliatua, Moerai (Socrédo 52 728 O) | 17.170 |
| Toatiti Roger, Moerai (Socrédo Y 9407 R) | 17.170 |
| Vanaa Iotua, Moerai (Socrédo 25 780 P) | 5.170 |
| Rangimakea Taputua, Moerai (Socrédo 19 066 H) | 9.485 |

Marquises

FCP

| | |
|---|-----------|
| Ah-Sha Mautaiipi Joseph, Nuku Hiva (Socrédo Y 3703 J) | 46.500 |
| Barbe Alain, Nuku Hiva (BIS 024 981 D 21) | 60.000 |
| Falchetto Jeanne-Marie, Nuku Hiva (Socrédo U 6349 S) | 46.500 |
| Fournier Joseph, Ua Huka (Socrédo W 0222 Q) | 32.225 |
| Huhina Auguste, Hiva Oa (Socrédo 17 717 L) | 21.450 |
| Kamia Teikivehetope, Omoa (Socrédo W 3933 A) | 24.955 |
| Kehueitu Charles, Ua Huka (Socrédo 33 456 D) | 33.615 |
| Poevai Teiva André, Ua Huka (Socrédo V 6266 V) | 35.830 |
| Robard Philippe, Hiva Oa (Socrédo 28 684 C) | 37.575 |
| Teikiteepupuni Lazare, Ua Huka (Socrédo 33 457 E) | 37.830 |
| Teikiteepupuni Edouard, Ua Huka (Socrédo 21 650 Q) | 46.500 |
| Tipahaehae Alfred, Hiva Oa (Socrédo 17 220 R) | 40.500 |
| TOTAL | 4.756.927 |

Art. 2.— La dépense est imputable au F.S.I.D.A. — Opération 4/86 — Article 45 «Aide à l'achat de petit matériel agricole». Les primes seront versées sur le compte bancaire de chacun des bénéficiaires.

Art. 3.— Le ministre de l'agriculture et de l'artisanat traditionnel est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 novembre 1986.

Le ministre de l'agriculture
et de l'artisanat traditionnel,

Georges KELLY.

ARRETE n° 2993 MAA du 3 novembre 1986 relatif à l'octroi d'une aide au titre de l'intervention du fonds spécial d'investissement pour le développement de l'agriculture.

Le ministre de l'agriculture et de l'artisanat traditionnel,

Arrête :

Article 1er.— Au titre de l'aide à la production animale, les primes sont attribuées à :

| | |
|--|---------|
| | FCP |
| Emery Gilles, Marquises (Socrédo 50 838 L) | 200.000 |
| Liu André, Hao (Socrédo 58 403 U) | 500.000 |
| TOTAL | 700.000 |

Art. 2.— La dépense est imputable au F.S.I.D.A. — Opération 4/86 — Article 61 «Bâtiments — volailles dans les îles». Les primes seront versées sur le compte bancaire de chacun des bénéficiaires.

Art. 3.— Le ministre de l'agriculture et de l'artisanat traditionnel est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 novembre 1986.

Le ministre de l'agriculture
et de l'artisanat traditionnel,

Georges KELLY.

ARRETE n° 2994 MAA du 3 novembre 1986 relatif à l'octroi d'une aide au titre de l'intervention du fonds spécial d'investissement pour le développement de l'agriculture.

Le ministre de l'agriculture et de l'artisanat traditionnel,

Arrête :

Article 1er.— Au titre de l'aide à la production animale, les primes sont attribuées à :

| | |
|---|---------|
| | FCP |
| Johnson Jeffrey, Toahotu (Socrédo 15 847 M) | 100.000 |
| Maau Georges, Taravao (Socrédo 18 960 Y) | 100.000 |
| Tutavae Antoine, Vairao (Socrédo 35 013 O) | 75.000 |
| Tutavae Michel, Vairao (Socrédo 63 146 H) | 100.000 |

Moorea

| | |
|--|--------|
| Tavi André, Haapiti (Socrédo U 3238 A) | 25.000 |
|--|--------|

Raivavae

| | |
|---|---------|
| Teipoarii Gustave, Anatonu (Socrédo 40 578 F) | 100.000 |
|---|---------|

Marquises

| | |
|--|---------|
| Lacharme Antoine, Hiva Oa (Socrédo 18 689 C) | 100.000 |
|--|---------|

TOTAL 600.000

Art. 2.— La dépense est imputable au F.S.I.D.A. — Opération 6/86 — Article 62 « Alimentation — tubercules — tarua — manioc ». Les primes seront versées sur le compte bancaire de chacun des bénéficiaires.

Art. 3.— Le ministre de l'agriculture et de l'artisanat traditionnel est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 novembre 1986.

*Le ministre de l'agriculture
et de l'artisanat traditionnel,*

Georges KELLY.

ARRETE n° 2995 MAA du 3 novembre 1986 relatif à l'octroi d'une aide au titre de l'intervention du fonds spécial d'investissement pour le développement de l'agriculture.

Le ministre de l'agriculture et de l'artisanat traditionnel,

Arrête :

Article 1er.— Au titre de l'aide à la production animale, les primes sont attribuées à :

| | FCP |
|---|----------------|
| Oldhan Valère, Raiatea (Socrédo 91 973 P) | 200.000 |
| SCA Jamet Rodolphe, Taravao (Socrédo 34 744 M). | 250.000 |
| TOTAL | 450.000 |

Art. 2.— La dépense est imputable au F.S.I.D.A. — Opération 6/86 — Article 62 « Alimentation — pâturages — replantation ». Les primes seront versées sur le compte bancaire de chacun des bénéficiaires.

Art. 3.— Le ministre de l'agriculture et de l'artisanat traditionnel est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 novembre 1986.

*Le ministre de l'agriculture
et de l'artisanat traditionnel,*

Georges KELLY.

ARRETE n° 2996 MAA du 3 novembre 1986 relatif à l'octroi d'une aide au titre de l'intervention du fonds spécial d'investissement pour le développement de l'agriculture.

Le ministre de l'agriculture et de l'artisanat traditionnel,

Arrête :

Article 1er.— Au titre de l'aide à la production animale, les primes sont attribuées à :

| | FCP |
|--|----------------|
| Kekela Désiré, Marquises (Socrédo 62 241 B) | 98.095 |
| Mendiola Aroma, Marquises (BIS 055 782 H 21) | 89.185 |
| TOTAL | 187.280 |

Art. 2.— La dépense est imputable au F.S.I.D.A. — Opération 6/86 — Article 62 « Alimentation — pâturages — aménagement ». Les primes seront versées sur le compte bancaire de chacun des bénéficiaires.

Art. 3.— Le ministre de l'agriculture et de l'artisanat traditionnel est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 novembre 1986.

*Le ministre de l'agriculture
et de l'artisanat traditionnel,*

Georges KELLY.

ARRETE n° 2997 MAA du 3 novembre 1986 relatif à l'octroi d'une aide au titre de l'intervention du fonds spécial d'investissement pour le développement de l'agriculture.

Le ministre de l'agriculture et de l'artisanat traditionnel,

Arrête :

Article 1er.— Au titre de l'aide à la production animale, les primes sont attribuées à :

| | Tahiti | FCP |
|--|--------|------------------|
| Boubée Maud et Jean Senior, Taravao (Socrédo X 7016 T) | | 350.000 |
| Maaou Georges, Taravao (Socrédo 18 960 Y) | | 400.000 |
| Moureu Albert, Papara (Socrédo 13 789 L) | | 250.000 |
| Olivier Henri, Taravao (Socrédo 10 964 W) | | 50.000 |
| <i>Moorea</i> | | |
| Estall Henri, Haapiti (Socrédo 02 331 Y) | | 250.000 |
| TOTAL | | 1.300.000 |

Art. 2.— La dépense est imputable au F.S.I.D.A. — Opération 6/86 — Article 62 « Alimentation — pâturages — créations ». Les primes seront versées sur le compte bancaire de chacun des bénéficiaires.

Art. 3.— Le ministre de l'agriculture et de l'artisanat traditionnel est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 novembre 1986.

*Le ministre de l'agriculture
et de l'artisanat traditionnel,*

Georges KELLY.

ARRETE n° 2998 MAA du 3 novembre 1986 relatif à l'octroi d'une aide au titre de l'intervention du fonds spécial d'investissement pour le développement de l'agriculture.

Le ministre de l'agriculture et de l'artisanat traditionnel,

Arrête :

Article 1er.— Au titre de l'aide à la production animale, les primes sont attribuées à :

| | FCP |
|--|--------|
| Vognin René, Punaauia (Socrédo 42 287 F) | 90.000 |

Art. 2.— La dépense est imputable au F.S.I.D.A. — Opération 6/86 — Article 63 « Importation d'animaux reproducteurs ». La prime sera versée sur le compte bancaire du bénéficiaire.

Art. 3.— Le ministre de l'agriculture et de l'artisanat traditionnel est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 novembre 1986.

*Le ministre de l'agriculture
et de l'artisanat traditionnel,*

Georges KELLY.

ARRETE n° 2999 MAA du 3 novembre 1986 relatif à l'octroi d'une aide au titre de l'intervention du fonds spécial d'investissement pour le développement de l'agriculture.

Le ministre de l'agriculture et de l'artisanat traditionnel,

Arrête :

Article 1er. — A titre d'aide aux installations hydrauliques agricoles, les primes sont attribuées à :

Tahiti

| | FCP |
|--|---------|
| Apéang John, Papeari (Socrédo 36 976 I) | 212.240 |
| Atae Jean, Mataiea (Socrédo 18 798 G) | 146.320 |
| Bennet William, Papeari (Socrédo 36 649 W) | 44.865 |
| Chant Henri, Papara (Socrédo Y 3307 Q) | 335.000 |
| Chapman Charles, Papeari (Socrédo 39 036 L) | 37.295 |
| Chuong Yun Fat Ah Sing, Punaauia (BIS 17 11 13401 S) | 276.765 |
| Chin Hen Wai Tu, Mataiea (Socrédo 23 014 C) | 77.264 |
| Clark Victor, Mataiea (Socrédo 37 051 C) | 48.985 |
| Hoatua Manuara, Tautira (Socrédo 46 808 Y) | 23.870 |
| Hulot Gérard, Paea (BT 15 00 3790 01000) | 51.450 |
| Lai Ah Che Pierre-Jean, Arue (BT 07 613 105 02000) | 80.675 |
| Lai Ah Che Philippe, Arue (Socrédo S 3139 O) | 188.835 |
| Li Pepe, Punaauia (Socrédo X 7347 J) | 233.740 |
| Ly Paul, Paea (Socrédo 37 081 I) | 101.510 |
| Nanuaiteraï Tama, Tautira (BIS 911 50 473 M) | 33.250 |
| Peni Jean-Claude, Papara (Socrédo 07 784 R) | 96.670 |
| Pua Marie-Hélène, Toahotu (Socrédo 46 488 C) | 66.000 |
| Puarai Victor, Tiarei (Socrédo U 8985 W) | 5.140 |
| Sing Nuik Sang, Papara (Socrédo Y 7200 W) | 270.540 |
| Tamul Tinorua, Papara (Socrédo 34 333 X) | 5.975 |
| Teheura Timiona, Taravao (BT 11 603 40 80 2000) | 34.840 |
| Tefana Yvon, Paea (Socrédo V 2476 N) | 90.715 |
| Teiniarahi Taihotua, Tautira (Socrédo 28 717 W) | 44.845 |
| Teto Moeava Louis, Taravao (Socrédo Y 3097 Z) | 39.005 |
| Toa Claude, Papara (Socrédo 61 731 K) | 33.415 |
| Tuaiva Tahutini, Faone (Socrédo 23 366 X) | 9.690 |
| Turi Puatorohiti, Papara (Socrédo 54 751 V) | 44.943 |
| Van Bastolaer Elisabeth, Taravao (Socrédo 51 059 W) | 3.080 |
| Wohler née Rochette Pierrette, Teahupoo (Socrédo 44 112 R) | 72.390 |
| Yee Kin Choi Paul Ji Péang Youli, Faaa (Socrédo 48 825 H) | 31.985 |

Moorea

| | |
|--|--------|
| Lai Ah Ping, Afareaitu (BIS 005 231 L 11) | 40.975 |
| Tauhiro Aurora, Pao Pao (Socrédo U 7536 X) | 87.875 |
| Teariki Repeta, Pao Pao (Socrédo 12 199 R) | 65.855 |
| Riaahu Arai, Pao Pao (Socrédo 38 006 B) | 49.035 |

Huahine

| | |
|---|--------|
| Atae Elda, Fare (Socrédo 33 249 Y) | 39.270 |
| Raurahi Teheura, Tefarerii (Socrédo 18 212 V) | 24.240 |
| Temeharo Gilles, Paea (BT 05 604 443 0 2000) | 35.000 |
| Tetuairia Tetua, Fare (Socrédo 16 786 U) | 72.555 |

Maupiti

| | |
|---|--------|
| Atuahiva Mareto, Maupiti (Socrédo W 9855 B) | 31.150 |
| Tetuairia Marii, Maupiti (Socrédo W 9242 F) | 31.435 |

Marquises

| | |
|---|---------|
| Tata Louise Hina, Ua Pou (BIS 022 833 U 21) | 143.255 |
|---|---------|

TOTAL 3.361.942

Art. 2. — La dépense est imputable au F.S.I.D.A. — Opération 4/86 — Article 41 «Installations hydrauliques». Ces primes seront versées sur le compte bancaire de chacun des bénéficiaires.

Art. 3. — Le ministre de l'agriculture et de l'artisanat traditionnel est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 novembre 1986.

Le ministre de l'agriculture
et de l'artisanat traditionnel,

Georges KELLY.

ARRETE n° 3000 MAA du 3 novembre 1986 relatif à l'octroi d'une aide au titre de l'intervention du fonds spécial d'investissement pour le développement de l'agriculture.

Le ministre de l'agriculture et de l'artisanat traditionnel,

Arrête :

Article 1er. — Au titre de l'aide à l'installation des jeunes, les primes sont attribuées à :

Tahiti

| | FCP |
|---|---------|
| Apéang John, Papeari (Socrédo 36 976 I) | 300.000 |
| Faatoa Abel Taitere, Papara (Socrédo 84 031 L) | 300.000 |
| Faito Esekiela, Toahotu (Socrédo 84 032 M) | 300.000 |
| Faito Heifara, Toahotu (Socrédo 84 033 N) | 300.000 |
| Faua Aquisan, Faone (Socrédo 84 045 R) | 300.000 |
| Houn Viviane, Mataiea (Socrédo 84 034 O) | 300.000 |
| Ly Paul, Paea (Socrédo 84 036 Q) | 300.000 |
| Mao Silvana, Faaa (Socrédo 84 046 S) | 300.000 |
| Pua Timiona, Toahotu (Socrédo 84 037 R) | 300.000 |
| Pua Viritua, Toahotu (Socrédo 19 880 D) | 300.000 |
| Rochette René, Teahupoo (Socrédo 17 789 B) | 300.000 |
| Sing Nuik Sang, Papara (Socrédo X 7200 W) | 300.000 |
| Swapp née Haotai Rosina, Mataiea (Socrédo 84 038 S) | 300.000 |
| Tang Jacques, Vairao (Socrédo 84 048 U) | 300.000 |
| Tutavae Michel, Vairao (Socrédo 84 047 T) | 300.000 |
| Tevaeairai Avera, Toahotu (Socrédo 84 041 N) | 300.000 |
| Y. Fouk Jean-Paul, Papara (Socrédo 84 043 P) | 300.000 |
| Yu Hing Kui Sang dit Jean, Paea (Socrédo 84 044 Q) | 300.000 |

Moorea

| | |
|---|---------|
| Atiu Charles, Moorea (Socrédo 84 050 O) | 300.000 |
| Keck David, Teavaro (Socrédo 84 035 P) | 300.000 |
| Tauhiro Aurora, Pao Pao (Socrédo 84 039 T) | 300.000 |
| Teraharoa Roland, Pao Pao (Socrédo 84 040 M) | 300.000 |
| Vichodil née Taa Olivia, Pao Pao (Socrédo 84 042 O) | 300.000 |

Tahaa

| | |
|---|---------|
| Mahanora Stéphane, Tahaa (Socrédo 84 051 P) | 300.000 |
|---|---------|

Maupiti

| | |
|---|---------|
| Teuravehe Gustave, Maupiti (Socrédo 84 052 Q) | 300.000 |
|---|---------|

Marquises

| | |
|---|---------|
| Emery Gilles, Ua Pou (Socrédo 50 838 L) | 300.000 |
| Robard Philippe, Nuku Hiva (Socrédo 28 684 C) | 300.000 |

Tuamotu

| | |
|---|---------|
| Kellerman Patricia, Takapoto (Socrédo 84 049 V) | 300.000 |
|---|---------|

TOTAL 8.400.000

Art. 2. — La dépense est imputable au F.S.I.D.A. — Opération 4/86 — Article 42 «Installation des jeunes». Les primes seront versées sur le compte bancaire de chacun des bénéficiaires.

Art. 3.— Le ministre de l'agriculture et de l'artisanat traditionnel est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 novembre 1986.

*Le ministre de l'agriculture
et de l'artisanat traditionnel,*

Georges KELLY.

ARRETE n° 3019 MAA du 4 novembre 1986 envoyant M. Léon Mu, en mission d'information scientifique auprès de l'université de Riverside.

Le ministre de l'agriculture et de l'artisanat traditionnel,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 350 PR du 15 avril 1986 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 357 PR du 15 avril 1986 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et de l'artisanat traditionnel,

Arrête :

Article 1er.— Dans le cadre des efforts décidés par le gouvernement en faveur du développement de la production de la vanille sur le territoire, et de la coopération scientifique avec l'université de Berkeley, M. Léon Mu, agent du service de l'économie rurale, responsable du laboratoire de phytopathologie de Papara, est envoyé à compter du 5 octobre 1986, en mission d'information scientifique de quarante-neuf (49) jours auprès du laboratoire de recherche du docteur Peter Tsao, spécialiste de réputation mondiale des problèmes de maladies des plantes tropicales, à l'université de Riverside, aux Etats-Unis.

Art. 2.— Les frais afférents à cette mission et qui se décomposent comme suit, seront imputés sur le FIDES, section locale, chapitre 9002.14 (Protection des cultures) :

| | |
|---|---------------|
| — frais de voyage — Papeete/Los Angeles et retour | 265.000 F CFP |
| Los Angeles/Ontario et retour | 10.000 F CFP |
| — indemnités de mission : 49 j x 14 412 F CFP | 706.188 F CFP |
| | 981.188 F CFP |

(Neuf cent quatre vingt un mille, cent quatre vingt huit francs).

Art. 3.— A l'issue de sa mission, M. Léon Mu effectuera auprès du laboratoire du professeur Tsao, du 24 novembre 1986 au 31 janvier 1987, un stage de perfectionnement professionnel de soixante-huit (68) jours, stage auquel son statut de contractuel lui donne droit (Article 30 bis de la convention collective des ANFA).

Art. 4.— Le chef du service de l'économie rurale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 novembre 1986.

Georges KELLY.

ARRETE n° 3058 MAA du 5 novembre 1986 portant modification de l'arrêté n° 653 FSIDA du 9 mai 1983.

Le ministre de l'agriculture et de l'artisanat traditionnel,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 350 PR du 15 avril 1986 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 357 PR du 15 avril 1986 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et de l'artisanat traditionnel ;

Vu la délibération n° 85-1115 AT du 15 novembre 1985 approuvant le budget du territoire pour 1986 ;

Vu la délibération n° 83-93 du 19 mai 1983 portant création du fonds spécial d'investissement pour le développement de l'agriculture ;

Vu l'arrêté n° 978 FSIDA du 8 octobre 1982 portant affectation des ressources du FSIDA pour 1982 ;

Vu l'arrêté n° 0066 CM du 1er juillet 1986 affectant les ressources du fonds spécial d'investissement pour le développement de l'agriculture en 1986 ;

Vu le procès-verbal de la réunion du comité de gestion du F.S.I.D.A. en sa séance du 17 septembre 1986 ;

Vu la convention passée entre le service de l'économie rurale et le bénéficiaire d'aide,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 653 FSIDA du 9 mai 1983 est modifié comme suit :

Au lieu de : OPE 10/82 - secrétariat du fonds .2.074.172
Lire : OPE 10/82 - secrétariat du fonds .2.074.132

Art. 2.— Le ministre de l'agriculture et de l'artisanat traditionnel est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 novembre 1986.

*Le ministre de l'agriculture
et de l'artisanat traditionnel,*

Georges KELLY.

ARRETE n° 3059 MAA du 5 novembre 1986 relatif à l'octroi d'une aide au titre de l'intervention du fonds spécial d'investissement pour le développement de l'agriculture.

Le ministre de l'agriculture et de l'artisanat traditionnel,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 350 PR du 15 avril 1986 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 357 PR du 15 avril 1986 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et de l'artisanat traditionnel ;

Vu la délibération n° 85-1115 AT du 15 novembre 1985 approuvant le budget du territoire pour 1986 ;

Vu la délibération n° 83-93 du 19 mai 1983 portant création du fonds spécial d'investissement pour le développement de l'agriculture ;

Vu le procès-verbal de la réunion du comité de gestion du F.S.I.D.A. en sa séance du 17 septembre 1986 ;

Vu la convention passée entre le service de l'économie rurale et le bénéficiaire d'aide ;

Arrête :

Article 1er.— Au titre de l'aide à l'installation des jeunes, les primes sont attribuées à :

| | |
|---|---------|
| Terei Eugénie, Papara, (Socrédo 59916 S) | 300.000 |
| Tetuanui Lenoï, Papara, (Socrédo 58775 T) | 300.000 |
| Tetuanui Odon, Papara, (Socrédo X 7817 S) | 300.000 |
| Total | 900.000 |

Art. 2.— La dépense est imputable au FSIDA - opération 4/86, article 42 "Prime jeune".

Les primes seront versées sur le compte bancaire de chacun des bénéficiaires.

Art. 3.— Le ministre de l'agriculture et de l'artisanat traditionnel est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 novembre 1986.

*Le ministre de l'agriculture
et de l'artisanat traditionnel,*

Georges KELLY.

Par arrêté n° 3038 MAA du 4 novembre 1986.— La demande de démission de M. Chong Marc, agent contractuel de 1^{re} catégorie en fonction au service de l'Artisanat traditionnel, est acceptée pour compter du 17 septembre 1986.

Une indemnité compensatrice de congés payés égale au 1/10^e des sommes perçues au titre de la période du 1^{er} juillet 1986 au 16 septembre 1986, est versée à l'intéressé.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE n° 3054 MSE/SANTE du 5 novembre 1986 fixant les résultats de l'examen final de la formation professionnelle "Section d'aide-soignante hospitalière territoriale" session d'octobre 1986 - Papeete.

Le ministre de la santé et de l'environnement,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 350 PR du 15 avril 1986 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 358 PR du 15 avril 1986 relatif aux attributions du ministre de la santé et de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 1322 MSE du 30 mai 1986 portant délégation de signature du ministre de la santé et de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 7 juillet 1967 agréant l'école territoriale d'infirmiers/ères de Papeete pour la préparation du diplôme d'Etat d'infirmiers/ères ;

Vu la délibération n° 71-77 du 10 juin 1971 portant création d'une école territoriale d'infirmiers/ères ;

Vu l'arrêté n° 585 S du 19 mai 1982 relatif aux modalités d'organisation et de fonctionnement de la "Section d'aide-soignante hospitalière territoriale" et aux modalités de recrutement des élèves à l'école territoriale d'infirmiers/ères de Papeete ;

Vu l'arrêté n° 2528 MSE/SANTE du 23 septembre 1986 organisant l'examen final de la formation professionnelle "Section d'aide-soignante hospitalière territoriale" session d'octobre 1986 ;

Arrête :

Article 1^{er}.— Les candidates dont les noms suivent sont admises définitivement à l'examen final de la formation professionnelle "Section d'aide-soignante hospitalière territoriale" - session d'octobre 1986, et obtiennent le diplôme de : Certificat d'aptitude aux fonctions d'aide-soignante ;

Mme Hokaupoko Martine épouse Matuaiti, Mlle Mahiatapu Adélaïde, Mlle Tapare Maire, Mme Maraëura Rosita épouse Buchin, Mme Ufa Thi-Yung épouse Letang, Mlle Vaki Marcelline, Mlle Tuera Anna, Mlle Matehau Marthe, Poema, Mlle Cheng Wil-line, Mlle Teuru Patricia, Mlle Maamaatualahutapu Teraimateata

Véronique, Mlle Nimau Patricia, Mme Tetuanui Wanda épouse Lucas, Mme Raihauti Rosine épouse Otto, Mlle Gobrait Célena, Mlle Vonghes Yasmina, Mlle Mai Ottilia, Mlle Huioutu Rolande, Mlle Barsinas Marie-Claire.

Art. 2.— Trois candidates sont autorisées à se présenter à une deuxième session en novembre (fin) 1986 :

Mlle Haapaitahaa Juliette, Mlle Tupahururu Teroro Marie-Noël, Mme Tuverohia Teuaroغو Marguerite épouse Make.

Art. 3.— Le directeur de la santé publique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 novembre 1986.

Pour le ministre de la santé
et de l'environnement
et par délégation :

*Le directeur de la santé publique
en Polynésie française,*

Le Dr R. WONG FAT.

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DES AFFAIRES INTÉRIEURES

ARRETE n° 2986 MJS du 3 novembre 1986 portant délégation de signature à Mme Voltina Roomataarua-Dauphin, chef du service de la Traduction et de l'interprétariat, par intérim.

Le ministre de la jeunesse, des sports et des affaires intérieures,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 350 PR du 15 avril 1986 relatif à la composition du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 359 PR du 15 avril 1986 relatif aux attributions du ministre de la jeunesse, des sports et des affaires intérieures ;

Vu l'arrêté n° 2 CM du 19 septembre 1984 autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature et l'arrêté n° 38 CM du 3 octobre 1984 modifiant l'arrêté n° 2 CM du 19 septembre 1984 ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu l'arrêté n° 1301 CM du 27 octobre 1986 nommant Voltina Roomataarua-Dauphin, chef du service de la Traduction et de l'interprétariat, par intérim.

Arrête :

Article 1^{er}.— Délégation de signature est donnée à Mme Voltina Roomataarua-Dauphin, chef du service de la Traduction et de l'interprétariat, par intérim, à l'effet de signer, au nom du ministre de la jeunesse, des sports et des affaires intérieures.

1- Les actes courants et les correspondances définies aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984.

2- Les actes suivants relevant de la gestion du personnel territorial placé sous son autorité :

- avancement d'échelon ;
- congés de toute nature à passer dans le territoire ;
- sanctions disciplinaires sauf pour les fonctionnaires du cadre A et B et les agents contractuels de la première et deuxième catégorie ;
- mutations à l'intérieur du service sauf pour les fonctionnaires du cadre A et B et les agents contractuels de la première et la deuxième catégorie.

Art. 2.— Mme Voltina Roomataaroa-Dauphin, dans la limite de ses attributions, est en outre autorisée à procéder aux opérations d'engagement et de liquidation des dépenses du service de la Traduction et de l'interprétariat, imputées sur les crédits du budget du territoire qui lui auront été notifiés.

Art. 3.— Dans le domaine de la gestion financière des crédits alloués au service de la Traduction et de l'interprétariat, Mme Voltina Roomataaroa-Dauphin reçoit délégation de signature pour les actes individuels suivants :

- remboursements des frais et états indemnitaires ;
- ordres de déplacement à l'intérieur du territoire n'excédant pas six jours.

Art. 4.— En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Voltina Roomataaroa-Dauphin, les délégations mentionnées à l'article 2 sont exercées par M. Michel Yieng Kow.

Art. 5.— Le chef de service de la Traduction et de l'interprétariat, par intérim, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 novembre 1986.

*Le ministre de la jeunesse, des sports
et des affaires intérieures,*

Manate VIVISH.

ARRETE n° 804 PR du 7 novembre 1986 autorisant l'organisation d'une tombola au profit du Comité régional de boxe.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— M. Max Néna, président du Comité régional de boxe dont le siège social est sis à Papeete - BP 20 413, est autorisé à organiser une tombola au capital d'émission de 60.000.000 francs composé de 600.000 billets à 100 francs l'un qui sera tirée en une seule fois le 5 avril 1987 à Papeete.

La présente tombola est assujettie au paiement de la taxe sur le capital des loteries créée par la délibération n° 83-87 du 19 mai 1983, modifiée par la délibération n° 86-43 AT du 20 août 1986.

Art. 2.— Le produit de la tombola sera intégralement et exclusivement destiné à l'équipement des associations de Tahiti et des îles, à l'organisation des championnats de Polynésie 1987, à la participation au championnat de France 1987, à l'organisation du tournoi Océania 1987 aux îles Cook, au fonctionnement de la permanence de l'association, à la relance de la boxe scolaire (stage et formation de cadre) et à l'organisation d'un tournoi international France/Amérique, sous la seule déduction des frais relatifs à l'organisation et au paiement des lots. Les billets seront conditionnés en carnets de dix billets. Tout vendeur d'un carnet aura droit à un billet gratuit.

Art. 3.— Le bénéfice de cette association ne pourra être cédé à des tiers.

Art. 4.— Les lots seront les suivants :

| | |
|----------------|----------------|
| 1er lot | 10.000.000 |
| 2e lot | 2.000.000 |
| 3e lot | 1.000.000 |
| 4e lot | 500.000 |
| 5e au 19e lots | 100.000 chacun |

Primes aux vendeurs :

| | |
|----------------|----------------|
| 1er lot | 2.000.000 |
| 2e lot | 200.000 |
| 3e lot | 100.000 |
| 4e lot | 50.000 |
| 5e au 19e lots | 10.000 chacun. |

ARRETE n° 3173 MJS/AA du 10 novembre 1986 autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'association de la Fraternité chrétienne des malades et handicapés.

Le ministre de la jeunesse, des sports et des affaires intérieures,

Arrête :

Article 1er.— M. Emmanuel Porlier, président de l'Association de la fraternité chrétienne des malades et handicapés dont le siège social est sis à Papeete - quartier de la Mission - est autorisé à organiser une tombola au capital d'émission de 2.000.000 francs composé de 20.000 billets à 100 francs l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois le 6 décembre 1986.

La présente tombola est assujettie au paiement de la taxe sur le capital des loteries créée par la délibération n° 83-87 du 19 mai 1983, modifiée par la délibération n° 86-43 AT du 20 août 1986.

Art. 2.— Le produit de la tombola sera intégralement et exclusivement destiné à couvrir une partie des besoins de l'association principalement en ce qui concerne son action auprès des handicapés, sous la seule déduction des frais relatifs à l'organisation et au paiement des lots. Les billets seront conditionnés en carnets de dix billets.

Art. 3.— Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé à des tiers.

Art. 4.— Les lots seront les suivants :

1er lot - Un Aller-Retour Papeete/Paris/Papeete pour deux personnes et divers autres lots.

Par arrêté n° 3009 MJS/AA du 3 novembre 1986.— Est autorisé à la demande de M. Peter Brothers, président de l'Amicale des forces navales françaises libres, le report au 16 novembre 1986 de la date du tirage de la tombola qu'il a été autorisé à organiser par arrêté n° 338 PR du 14 avril 1986 et qui devait avoir lieu le 2 novembre 1986.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DES ARCHIPELS, DES TRANSPORTS ET DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Par arrêté n° 3052 MDA du 5 novembre 1986.— L'article 1er de l'arrêté n° 2230 DA du 29 août 1986 est modifié comme suit :

A titre exceptionnel, et par dérogation aux dispositions de son cahier des charges, le navire Auuranui II est autorisé à desservir les atolls de Fakarava, Kauehi, Raraka, Fangatau, Fakahina, Puka Puka, Napuka et Tepoto/nord lors de ses rotations des mois d'août et septembre 1986.

AVIS OFFICIELS

SERVICE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

AVIS N° 86-1414/AU.OUC

Le service de l'Aménagement du territoire a été saisi par Mme Tevaite Taoutaha, d'une demande d'autorisation de lotir en 91 lots sur la terre Toarotu (parcelle du lot C) sise dans la commune de Punaauia.

Conformément aux prescriptions de l'arrêté n° 2061 AA du 23 août 1961 déterminant les modalités d'application du titre II de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 en ce qui concerne

les groupes d'habitations et les lotissements, en particulier en son article 5, tout propriétaire riverain pourra déposer ou adresser ses observations au service de l'Aménagement du territoire (section urbanisme opérationnel et construction) où les dossiers peuvent être consultés.

Les observations et avis seront reçus jusqu'au 15 décembre 1986.

SERVICE DES DOUANES

COURS DES CHANGES

pour l'application des droits et taxes de douane
(Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961)

Période du 20 novembre au 30 novembre 1986 inclus

| PAYS | DEVICES | Cours en francs Pacifique |
|-----------------------|------------------------|---------------------------|
| Belgique | 1 franc belge | 2,86 |
| Suisse | 1 franc suisse | 71,78 |
| Italie | 100 liras | 8,60 |
| E.U.A. | 1 dollar U.S.A | 119,96 |
| Australie | 1 dollar | 77,93 |
| Nouvelle-Zélande | 1 dollar | 61,77 |
| Canada | 1 dollar canadien | 86,81 |
| Hong Kong | 1 dollar | 15,38 |
| Singapour | 1 dollar | 54,79 |
| Fidji | 1 dollar | 103,59 |
| Allemagne-Occidentale | 1 deutsch mark | 59,56 |
| Pays-Bas | 1 florin | 52,70 |
| Suède | 1 couronne suédoise | 17,30 |
| Norvège | 1 couronne norvégienne | 15,99 |
| Danemark | 1 couronne danoise | 15,77 |
| Autriche | 1 schilling | 8,45 |
| Espagne | 1 peseta | 0,88 |
| Portugal | 1 escudo | 0,80 |
| Japon | 100 yens | 74,27 |
| Grande-Bretagne | 1 livre sterling | 171,12 |

SERVICE DU PERSONNEL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

AVIS DE CONCOURS

N° 2 MEL/PEL

Le service du personnel et de la fonction publique recrute pour ses services administratifs des travailleurs sociaux relevant de la 2e catégorie de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration.

Conditions requises :

- être titulaire du DEFA (Diplôme d'Etat relatif à la fonction d'animation) ;
- Avoir d'une part une expérience en milieu socio-éducatif (au cours de la formation) et d'autre part posséder une bonne connaissance du milieu polynésien ;
- Justifier de 5 ans de résidence sur le territoire.

Les candidats doivent se présenter au service du personnel et de la fonction publique — bâtiment administratif 1 — 2e étage — rue du Commandant Destremeau — Papeete — du lundi au vendredi de 8 H à 11 H 30 et de 13 H 30 à 16 H.

Clôture des inscriptions : vendredi 28 novembre 1986 à 15 heures.

Pour le ministre et par délégation :

Le chef du service du personnel
et de la fonction publique,

J.-P. GALENON.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

ANNONCE LEGALE

POLYPLAST

SARL au capital de 5.000.000 FCFP
Siège social : zone industrielle de Tipaerui
R. C. : PAPEETE n° 1996 - B

Statuant en application de l'article 68 de la loi du 24 juillet 1966, l'assemblée générale mixte des associés réunie le 30 juin 1986, a décidé de poursuivre l'activité sociale bien que les capitaux propres de la société soient devenus inférieurs à la moitié du capital social.

Ladite assemblée a décidé en outre :

— d'augmenter le capital social de 12.500.000 de francs CFP pour le porter de 5.000.000 à 17.500.000 de francs CFP par la création au pair de 2.500 parts nouvelles de 5.000 francs chacune, qui ont été entièrement libérées à la souscription.

— de réduire aussitôt le capital social du même montant de 12.500.000 francs CFP pour absorber les pertes par voie de réduction du nombre des parts.

Pour avis,

Le gérant.

Suivant acte sous seings privés en date à PAPEETE du 31 janvier 1984, 24 octobre et 3 novembre 1986, portant la mention "Enregistré à PAPEETE le 5 novembre 1986, folio 53, bordereau 1456/10", Mme Sui Lane PANG, commerçante, divorcée de M. Didier BROSSSEL, non remariée, demeurant à PAPEETE, lieu dit "FAARIPIPI", a cédé à M. Henri Gérard Patrick DELAGE, cuisinier, célibataire, demeurant à PUNAAUIA, PK 9,500, un fonds de commerce de salon de thé, débit de boissons hygiéniques à consommer sur place, exploité à PAPEETE à l'angle des rues Tepano Jaussen et Anne-Marie Javouhey, connu sous le nom de "DELICES DE PARIS", objet d'une immatriculation au registre du commerce de PAPEETE sous le numéro 8309 A.

Cette vente a été consentie moyennant un prix payé comptant. La prise de possession a été fixée au jour de la signature de l'acte. Les oppositions s'il y a lieu seront reçues dans les 10 jours de la seconde insertion chez M. H. DELAGE - BP 1595 à PAPEETE où domicile a été spécialement élu à cet effet.

Pour première insertion,

H. DELAGE.

ANNONCE LEGALE

Etude de Maître Eric LEQUERRE
Notaire à PAPEETE (TAHITI)

FIN DE LOCATION DE GERANCE

La location gérance consentie par M. LUTH André, commerçant, demeurant à Pirae, Lotissement VETEA - Lot n° 96, à Mme LUTH née DAUPHIN Joséphine, commerçante, demeurant à PIRAE, Lotissement VETEA - Lot n° 96, suivant acte reçu par Maître LEQUERRE, notaire à PAPEETE, le 15 septembre 1982, enregistré à PAPEETE le 16 septembre 1982, folio 50, bordereau 1349/9, du fonds de commerce de SNACK BAR, situé à PAPEETE, rue du Maréchal FOCH, connu sous le nom de SNACK BAR AH YEN, a pris fin le 1er novembre 1986 par la résiliation résultant d'un acte reçu par Maître LEQUERRE, Notaire à PAPEETE le 6 novembre 1986, enregistré à PAPEETE le 10 novembre 1986, folio 54, bordereau 1491/3.

Pour l'unique publication,

ERIC LEQUERRE.

Etude de Maître Eric LEQUERRE
Notaire à PAPEETE (TAHITI)

LOCATION GERANCE

Suivant acte reçu par Maître LEQUERRE, Notaire à PAPEETE le 6 novembre 1986, enregistré à PAPEETE le 10 novembre 1986, folio 54, bordereau 1491/4.

M. LUTH André, commerçant, demeurant à PIRAE, Lotissement VETEA - Lot N° 96, a confié à Mme HAOATAI Lina, commerçante, épouse de M. FAVEAU Michel, demeurant à FAAA, PK 5,900, côté montagne, quartier AUBRY ou BP 1404 PAPEETE.

L'exploitation à titre de location gérance du fonds de commerce de SNACK BAR, situé à PAPEETE, rue du Maréchal FOCH, connu sous le nom de SNACK BAR AH YEN, pour une durée d'une année à compter du 1er novembre 1986 renouvelable ensuite d'année en année, par tacite reconduction, sauf dénonciation.

Toutes les marchandises nécessaires à l'exploitation du fonds seront achetées et payées par le gérant et il en sera de même de toutes sommes quelconques et charges dues à raison de l'exploitation du fonds, qui incomberont également au gérant, le bailleur ne devant en aucun cas être inquiété ni recherché à ce sujet.

Pour avis unique :
Eric LEQUERRE.

ANNONCES DIVERSES

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE MATERNELLE DE FAAROA

Extraits de statuts

L'an mil neuf cent quatre vingt six, le quatre du mois d'octobre, il est créé dans la commune de TAPUTAPUATEA "LA COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE MATERNELLE DE FAAROA".

La COOPERATIVE a pour objet de pourvoir à l'amélioration de la bibliothèque, du matériel scolaire, des appareils audio-visuels, de l'équipement de l'éducation physique et des jeux nécessaires à l'épanouissement des enfants, d'organiser des fêtes, des expositions, des sorties dans le cadre des activités d'éveil.

Son siège social est à l'école maternelle de FAAROA même.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur : M. l'Inspecteur départemental de l'éducation des Iles Sous-le-Vent
Présidente : HAMELIN Bella
Vice-président : REID René
Secrétaire : SMITH Marie
Secrétaire adjointe : RODIER Lovine
Trésorière : SALMON Lois
Trésorière adjointe : ANUANU Miriama
Commissaires aux comptes : TERII Raapoto
TEIHOTAATA Ariane

Récépissé n° 5176 MJS/AA du 23 octobre 1986.

ASSOCIATION DES ARTISANS «VAHINE PUPU TE MAIRE»

Extraits de statuts

Il est constitué entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts une association régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'Association prend le nom de : «ASSOCIATION DES ARTISANS «VAHINE PUPU MAIRE».

Son siège social est fixé à FANGATAU.

Sa durée est illimitée.

L'Association a pour but : l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des artisans de la commune de FANGATAU.

Composition du bureau :

Présidente : FAARA Marcelline née HAURIKI
Vice-présidente : TOROMIRO Rereao dite Odile née KAPIKURA
Secrétaire : SHAN Delphine née KAIMUKO
Secrétaire adjointe : VAHINE Elisa
Trésorière : TOA Maria Karamera
Trésorière adjointe : MAPU Céline
Assesseur : Veuve VOIRIN Irène née BUCHIN

Récépissé n° 4886 MJS/AA du 20 octobre 1986.

ASSOCIATION «AMUITAHIRAA NO COOK IRANI»

Renouvellement de bureau :

Présidents d'honneur : R.P. KUNTZMANN Patrice
R.P. HOLOZET Norbert
Président : TEKURIO Michel Mahinui
1er Vice-président : UTAHIA Patrice
2e Vice-président : DEXTER Teumere
Secrétaire générale : TAURU Paulina
Secrétaire adjointe : MAMATUI Maria
Trésorière générale : TAIE Joséphine dite Fifine
Trésorière adjointe : MARTIN Tuaana
Membres : JOUETTE Marie
HIRAYAMA Thérèse
NANUA Anne
AMARU Marcellé
VIVI Rua
MAO Joseph

COOPERATIVE AGRICOLE DE TAMARIKI MATARIKI DE REAO

Extraits de statuts

Il est constitué, entre les soussignés et ceux qui adhéreront aux présents statuts, une société coopérative, société civile particulière de personnes à capital et personnel variables régie par les dispositions de la délibération du 3 mars 1958 portant statut de la coopération dans le territoire de la Polynésie française en application du décret du 2 février 1955 rendu exécutoire par arrêté n° 119 AE du 11 mars 1958.

La Coopérative prend la dénomination de : COOPERATIVE AGRICOLE TAMARIKI MATARIKI DE REAO.

La circonscription territoriale comprend : Ile de REAO.

La Coopérative a pour objet :

- Achat et vente des produits auprès des sociétaires ;
- L'utilisation de matériel en commun et la planiture de tous services nécessaires aux sociétaires.

La durée de la Coopérative est fixée à 20 ans.

Le siège est établi à REAO.

Composition du bureau :

Président : TEANOPUNUA Ferie
Vice-président : TEFANO Teputai
Secrétaire-Trésorier : TEPITO Tetori
Assesseurs : TEAKA Tahunui
TEAKA Marie
TEAKA Fakarue

Certificat de dépôt n° 1037 du 24 octobre 1986.

BANQUE DE POLYNÉSIE

S.A. au Capital de 600.000.000 F CFP
R.C. PAPEETE 462 B — LBOM N° 8
Siège Social : Boulevard Pomare — PAPEETE (TAHITI)

SITUATION AU 30 SEPTEMBRE 1986

| ACTIF | PASSIF |
|---|--|
| Caisse, I.E.O.M., T.P., C.C.P. 775.300.146 | I.E.O.M., T.P., C.C.P. — |
| Banques, organismes et établissements financiers. 3.368.066.488 | Banques, organismes et établissements financiers 412.078.765 |
| - comptes ordinaires 525.825.413 | - comptes ordinaires 402.078.765 |
| - prêts et comptes à terme 2.842.241.075 | - emprunts et comptes à terme 10.000.000 |
| Bons du Trésor. Valeurs reçues en pension ou achetées ferme. — | Valeurs données en pension ou vendues ferme .. 2.741.301.539 |
| Crédits à la clientèle 20.076.071.323 | Comptes créditeurs de la clientèle 19.928.606.111 |
| — Créances commerciales 768.562.953 | — Sociétés et entrepreneurs : |
| — Autres crédits à Court Terme 11.571.751.020 | a) Comptes Ordinaires 2.263.544.309 |
| — Crédits à Moyen Terme 7.594.071.500 | b) Comptes à Terme 4.299.484.935 |
| — Crédits à Long Terme 141.685.850 | — Particuliers : |
| Comptes Ordinaires Débiteurs de la Clientèle ... 493.736.244 | a) Comptes Ordinaires 1.314.001.066 |
| Chèques et Effets à l'Encaissement 1.183.296.547 | b) Comptes à Terme 4.275.966.541 |
| Comptes de Régularisation et Divers 370.704.432 | — Divers : |
| Immobilisations 610.858.922 | a) Comptes Ordinaires 601.922.398 |
| Report à Nouveau — | b) Comptes à Terme 391.628.193 |
| Perte de l'Exercice — | — Comptes d'Épargne à Régime Spécial 2.740.584.719 |
| Titres de Participation 114.440.000 | Bons de Caisse 4.041.473.950 |
| | Comptes Exigibles après Encaissement 955.638.090 |
| | Comptes de Régularisation, provisions et divers .. 1.835.900.228 |
| | Réserves 516.800.000 |
| | Capital 600.000.000 |
| | Report à Nouveau 2.149.369 |
| | Bénéfice de l'Exercice — |
| TOTAL DE L'ACTIF 26.992.474.102 | TOTAL DU PASSIF 26.992.474.102 |
| HORS-BILAN : — Cautions, avals, autres garanties en faveur des intermédiaires fi- nanciers — | Papeete, le 7 novembre 1986. |
| — Cautions, avals, autres garanties reçus des intermédiaires finan- ciers — | Copie certifiée conforme : |
| — Ouvertures de crédits confir- més en faveur de la clientèle .. 771.570.000 | R. CLAVIER. |
| — Cautions, avals et obligations cautionnées en faveur de la clientèle 3.031.648.076 | <i>Administrateur Directeur Général.</i> |
| — Autres engagements en faveur de la clientèle 3.600.477.435 | |
| 7.403.695.511 | |

ASSOCIATION CENTRE NAUTIQUE DE NUKU-HIVA

Extraits de statuts

L'Association que forme le CENTRE NAUTIQUE DE NUKU-HIVA est régie par la loi du 1er juillet 1901 sur les associations et par les présents statuts.

Son siège social est fixé à Taiohae, Paahatea B.P. 20. Il pourra être transféré en tout autre lieu fixé par le comité directeur.

La durée est illimitée.

Le CENTRE NAUTIQUE DE NUKU-HIVA a un premier but : l'éducation de la jeunesse marquisienne par la pratique des sports nautiques.

Composition du bureau :

| | |
|---------------------|-----------------------|
| Président | : CHOUAN Omer |
| Vice-président | : TAATA Bernard |
| Secrétaire | : HUUKENA Alexis |
| Secrétaire adjointe | : TAHIRORI Marie-Rose |
| Trésorière | : TAATA Colette |
| Trésorier adjoint | : AH SCHA Jonas |

Récépissé n° 5114 MJS/AA du 20 octobre 1986.

COOPERATIVE SCOLAIRE DU CENTRE DE JEUNES ADOLESCENTS DE PAEA - MARAA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

| | |
|------------|-------------------------|
| Présidente | : THIREL Léa |
| Trésorier | : HAPAIRAI Jean-Pierre |
| Secrétaire | : VAN BASTOLAER Jeanine |

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE MATERNELLE DE PAPENOO

Extraits de statuts

A partir du 2 septembre, il est formé une coopérative à l'école maternelle de Papenoo sous l'autorité permanente du directeur, président actif et la présidence d'honneur du maire de la commune.

La coopérative scolaire a pour objet d'encourager la fréquentation scolaire et de resserrer les liens de solidarité entre l'école et les familles, d'aider à l'éducation sociale de la population.

Le siège social de la coopérative est fixé à l'école maternelle de Papenoo.

Sa durée est illimitée.

Composition du bureau :

| | |
|---------------------|-------------------|
| Président d'honneur | : TAROUORA Albert |
| Présidente | : FLOHR Thilda |
| Secrétaire | : VIU Titaina |
| Trésorière | : DOUDOUTE Noémie |

Récépissé n° 5120 MJS/AA du 20 octobre 1986.

ASSOCIATION AGRICOLE DE KAUKURA

Extraits de statuts

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une Association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre : ASSOCIATION AGRICOLE DE KAU-KURA.

Cette Association a pour but :

- de promouvoir les activités agricoles sur l'île de Kaukura en organisant au mieux l'utilisation des différents moyens de production mis à la disposition de l'ensemble des agriculteurs ;
- d'encourager les agriculteurs à régénérer leurs cocoteraies par des conseils d'ordre technique ou administratif ;
- de servir le cas échéant d'intermédiaire entre les membres de l'Association et les services administratifs lors de leurs interventions.

Le siège social est fixé à KAUKURA.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|---------------------|---|
| Président | : TUPANA Teanuanua |
| Vice-président | : TAURATEA Ernest |
| Secrétaire | : MAURI Putoa |
| Secrétaire adjointe | : RICHMOND Louise |
| Trésorière | : TUPANA Hélène |
| Trésorière adjointe | : BELLAIS Claudine |
| Assesseurs | : BELLAIS Abel MAIRE Edouard ATURIA Gilles BELLAIS Rimehi RICHMOND Gérard |

Récépissé n° 5293 MJS/AA du 31 octobre 1986.

RESULTATS DE LA TOMBOLA DE L'ASSOCIATION LIGUE REGIONALE D'ATHLETISME DE POLYNESIE FRANÇAISE

(Tirage du 1er novembre 1986)

| N°s des billets | Lots de tombola | Lots aux vendeurs |
|-----------------|-----------------|-------------------|
| 45.605 | 10.000.000 | 1.000.000 |
| 64.356 | 2.000.000 | 200.000 |
| 140.769 | 1.000.000 | 100.000 |
| 608.640 | 1.000.000 | 100.000 |
| 291.985 | 1.000.000 | 100.000 |
| 406.029 | 1.000.000 | 100.000 |
| 311.453 | 1.000.000 | 100.000 |
| 114.413 | 1.000.000 | 100.000 |

APPEL DE L'ECOLE PUBLIQUE PRIMAIRE DE TEHAAEHAA - TIAREI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

| | |
|--------------------------|--|
| Présidente | : MERCIER Vélise |
| Vice-président | : AMARU Gilles |
| Secrétaire | : MERCIER Tearu |
| Secrétaire adjointe | : TERITEHAU Marinette |
| Trésorier | : FAUA Georgette |
| Trésorier adjoint | : TCHOUNG Adrien |
| Commissaires aux comptes | : CERE Jean-Paul GRAFFE Urarii DOMINGO Michel FAUA Wilson |
| Membres | : TEAUNA Moïa TEHURITAU Irène CALISSI Florise |

ASSOCIATION MARARA CLUB

Extraits de statuts

Il est créé une Association "PLONGEE" régie par la loi du 1er juillet 1901 et par les présents statuts, prenant le nom d'Association MARARA CLUB.

Le siège social de l'Association est fixé à BP 6774 FAAA aéroport. Il pourra être transféré en tout autre lieu fixé par le comité directeur.

La durée de l'Association est illimitée.

L'Association MARARA CLUB a pour objet de développer et favoriser par tous moyens appropriés, sur le plan sportif et accessoirement artistique et scientifique la connaissance du monde subaquatique ainsi que la pratique de tous les sports et activités subaquatiques.

Elle contribue au respect des lois et règlements, ayant pour objet la conservation de la faune, de la flore et des richesses sous-marines, notamment en tenant ses adhérents informés des dispositions édictées à cette fin.

L'Association ne poursuit aucun but lucratif.

Elle est affiliée à la Fédération française d'études et de sports sous-marins (FFESSM) et bénéficie de l'assurance fédérale qui garantit la responsabilité civile de ses membres pour une somme illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|--------------------|--|
| Président | : UBEDA Emile |
| Vice-président | : MOYNE Philippe |
| Secrétaire général | : CHAMEROY Jean-Claude |
| Trésorier général | : GARRAUD Michel |
| Membres du bureau | : CHAMIGNON Jacques CHAMEROY Jacqueline FAATAUIRA Mate |

Récépissé n° 5328 MJS/AA du 5 novembre 1986.

A.S. NAIKI ATUONA HIVA OA - MARQUISES

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

| | |
|------------------------------|---|
| Président | : RAUZY Guy |
| Vice-président délégué | : LE BRONNEC Gérard |
| Vice-présidents | : TEAPUAOTEANI Jean-Baptiste FREBAULT Rogatien PETERANO Bernard |
| Secrétaire générale | : TEISSIER Marie-Antonina |
| Secrétaire générale adjointe | : GAUBIL Christiane |
| Trésorier général | : RAUZY Jean-François |
| Trésorière générale adjointe | : CLARK Elvina |
| Conseiller/relations | : FREBAULT Jean-Alain |

RESULTATS DE LA TOMBOLA DE LA LIGUE DE HAND-BALL

| | | |
|---------|------------|------------|
| 1er lot | N° 543.454 | 10.000.000 |
| 2e lot | N° 330.442 | 3.000.000 |
| 3e lot | N° 471.091 | 1.000.000 |
| 4e lot | N° 334.548 | 500.000 |
| 5e lot | N° 107.094 | 200.000 |
| 6e lot | N° 043.533 | 200.000 |
| 7e lot | N° 269.312 | 200.000 |
| 8e lot | N° 578.175 | 200.000 |
| 9e lot | N° 148.338 | 200.000 |
| 10e lot | N° 289.949 | 100.000 |
| 11e lot | N° 376.339 | 100.000 |
| 12e lot | N° 349.387 | 100.000 |
| 13e lot | N° 609.035 | 100.000 |
| 14e lot | N° 043.107 | 100.000 |
| 15e lot | N° 547.660 | 100.000 |
| 16e lot | N° 043.817 | 100.000 |
| 17e lot | N° 324.259 | 100.000 |
| 18e lot | N° 584.781 | 100.000 |
| 19e lot | N° 054.851 | 100.000 |

RESULTATS DE LA TOMBOLA DU SOUS-DISTRICT DE FOOT-BALL DE BORA-BORA

| | | |
|---------|--------|-----------|
| 1er lot | 14.433 | 200.000 F |
| 2e lot | 12.064 | 50.000 F |
| 3e lot | 14.463 | 50.000 F |

RESULTATS DE LA TOMBOLA DE L'AMICALE DES FORCES NAVALES FRANÇAISES LIBRES

| | | |
|---------|------------|-----------|
| 1er lot | N° 571.470 | 6.000.000 |
| 2e lot | N° 282.969 | 2.000.000 |
| 3e lot | N° 082.572 | 500.000 |
| 4e lot | N° 511.754 | 300.000 |
| 5e lot | N° 586.881 | 200.000 |
| 6e lot | N° 563.207 | 100.000 |
| 7e lot | N° 214.196 | 100.000 |
| 8e lot | N° 357.048 | 100.000 |
| 9e lot | N° 312.002 | 100.000 |
| 10e lot | N° 446.761 | 100.000 |
| 11e lot | N° 574.655 | 100.000 |
| 12e lot | N° 332.835 | 100.000 |

RESULTAT DE LA MINI TOMBOLA DE L'ASSOCIATION ARTISANALE « A E R E P A U » MOERAI - RURUTU

| | | |
|---------|---------|----------------|
| 1er lot | N° 8630 | 200.000 francs |
| 2e lot | N° 1689 | 50.000 francs |
| 3e lot | N° 5397 | 30.000 francs |
| 4e lot | N° 6526 | 20.000 francs |
| 5e lot | N° 8494 | 10.000 francs |
| 6e lot | N° 1256 | 10.000 francs |
| 7e lot | N° 2813 | 10.000 francs |
| 8e lot | N° 9362 | 10.000 francs |
| 9e lot | N° 7249 | 10.000 francs |
| 10e lot | N° 8409 | 10.000 francs |

ASSOCIATION ATUATU TE NATURA BORA-BORA - I.S.L.V.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

| | |
|---------------------|--------------------------|
| Président d'honneur | : VICTOR Paul-Emile |
| Président | : BRYANT Vetea Jacques |
| Secrétaire | : Dr. THOMAS Paul-Robert |
| Secrétaire adjoint | : BEURNIER Georges |
| Trésorier | : LEBOUAR Gérard |
| Trésorier adjoint | : DOOM Fredo |

COOPERATIVE SCOLAIRE DE ANAU - BORA-BORA I.S.L.V.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

| | |
|---------------------|------------------------|
| Président | : BRYANT Vetea Jacques |
| Vice-président | : TERIIPAI Teromita |
| Secrétaire | : TAPI Juliana |
| Secrétaire adjointe | : TAPI Hutiti |
| Trésorier | : RUAREI Maui |
| Trésorier adjointe | : HAREAPO Hutia |

ASSOCIATION ARTISANALE ROTI TARONA

Extraits de statuts

Le siège social de l'Association est situé à FARE.

Elle a pour but de promouvoir l'artisanat.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|---------------------|--------------------|
| Présidente | : OOPA Lucie |
| Vice-présidente | : TUFAPAU Fanaura |
| Secrétaire | : SOMMER Hermence |
| Secrétaire adjointe | : TUFAPAU Danielle |
| Trésorière | : MARIU Raheera |
| Trésorière adjointe | : ABE Mireta |

Récépissé n° 5170 MJS/AA du 23 octobre 1986.